

La Banque d'Algérie se penche sur l'augmentation de l'allocation voyage

La Banque d'Algérie (BA) se penche sur les modalités d'augmentation des plafonds fixés pour l'allocation voyage pour le tourisme, études ou soins à l'étranger, de manière à arranger les ménages mais sans permettre des répercussions négatives sur la balance des paiements, a indiqué hier son gouverneur M. Mohamed Laksaci. «Les plafonds fixés pour le droit de change pour les voyages à l'étranger sont faibles actuellement, il y aura des mesures qui vont augmenter ces plafonds pour arranger les ménages sans pour autant permettre que ces hausses portent préjudice à la balance des paiements du pays», a-t-il affirmé devant l'APN lors d'une séance plénière présidée par M. Larbi Ould Khelifa, président de l'Assemblée, et consacrée aux réponses des députés sur le rapport de conjoncture économique.

P. 3

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



Jeudi 24 mars 2016 - 15 jounada 1437 - N° 1259 - 3^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

www.dknews-dz.com

PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE
DU PAKISTAN

**Le Président Bouteflika
félicite son homologue
et le Premier ministre
pakistanais**

P. 24

ALGÉRIE-ITALIE

**Le sous-secrétaire
d'Etat italien aux
affaires étrangères
en visite de travail
en Algérie**

P. 24

**Les pays voisins
de la Libye insistent
sur la solution politique
et réitèrent leur refus
d'une intervention
militaire**

P. 14

ALGÉRIE-FRANCE
**M. El Ghazi
en visite de
travail en
France**

P. 24

EDUCATION
NATIONALE



Recrutement des enseignants, nouveaux programmes et baccalauréat **priorités** de M^{me} Benghabrit

● Recrutement
de 28.000
enseignants :
l'examen prévu
le 30 avril
prochain

● Près de 96%
des demandes
de retraite
pour 2016 sont
des départs
anticipés

● Baccalauréat :
Le recours aux
brouilleurs des
moyens de
communication
n'est pas écarté

Recrutement des enseignants et nouveaux programmes : la préparation du concours de recrutement des enseignants des trois paliers, les programmes de deuxième génération et la lutte contre les tentatives de fraude lors de l'examen du Baccalauréat en faisant appel aux techniques modernes, constituent les chantiers ouverts actuellement par le ministère de l'Education nationale, indique la ministre Nouria Benghabrit. Dans un entretien à l'APS, la ministre a révélé que le concours de recrutement de quelque 28.000 enseignants pour les trois paliers (primaire-moyen-secondaire) aura lieu le 30 avril prochain, les résultats seront donnés le 12 mai, ce qui permettra aux candidats retenus de passer le test oral les 8 et 9 juin, et les résultats définitifs seront rendus publics le 30 juin.

P. 4

**M. Bedoui préside
la 1^{re} réunion
de l'Observatoire
national du
service public**



P. 4

Algérie-USA
M. HADDAD :
«Les conditions
d'une industrie
pharmaceutique
sont réunies
en Algérie»



P. 6

Air Algérie
Le vol à l'arrivée
et au départ de
Bruxelles redirigé
vers l'aéroport de Lille

P. 6

SANTÉ

**JOURNÉE
MONDIALE
DE L'EAU :**
Les ravages de
l'eau insalubre
sous-estimés

Pages 12-13

HIGH-TECH

**SÉCURITÉ DES
SYSTÈMES
D'EXPLOITATION**

**La bourse ou
les données !**

P. 16

F TBALL

CAN-2017, DEMAIN
À 20H30 À BLIDA,
ALGÉRIE - ÉTHIOPIE
**Les Verts
bons favoris**

P. 21

MDN

**LUTTE CONTRE
LE TERRORISME**
**Un terroriste
recherché
arrêté
à Ouargla**

P. 3

GUELMA

Stage de formation pour des jeunes porteurs de projets dans les TIC



Un stage de formation au profit de huit jeunes porteurs de projets de micro-entreprises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a été ouvert mardi au centre technique d'Algérie Télécom (AT) à Guelma, a-t-on appris auprès de la cellule communication de cet opérateur public. Inscrit dans le cadre de la convention signée entre Algérie Télécom et les

deux dispositifs d'aide à l'emploi l'Agence de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), ce stage de formation concerne entre autres, «la pose et l'entretien des réseaux de fibres optiques et autres câbles de télécommunications ainsi que le raccordement des nouveaux abonnés», a précisé Mme Soulef Mourad Bouchemla.

SAMEDI AU SIÈGE DE L'ANR Installation de la commission nationale de préparation du congrès du parti



Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), le Dr Belkacem Sahli, présidera samedi 26 mars à 11h au siège central du parti, une réunion consacrée à l'installation de la commission nationale de préparation du congrès du parti.

CET APRÈS-MIDI À EL BIAR Réunion régionale des jeunes du FLN

Le membre du Bureau politique chargé de la jeunesse au sein du parti du Front de libération nationale (FLN), M. Abdellakher Zehali, présidera cet après-midi à 16h à la salle de cinéma El Abiaria, la réunion régionale des jeunes.

DU 7 AU 15 AVRIL Semaine de solidarité contre le cancer

L'association d'aide aux malades atteints de cancer (El Badr), organise du 7 au 15 avril 2016 à Blida, la semaine de solidarité contre le cancer.



Météo

	Max	Min
Alger	14°	04°
Oran	19°	07°
Annaba	14°	08°
Béjaïa	15°	09°
Tamanrasset	26°	10°

SAMEDI 26 MARS À BOUMERDÈS Conférence sur le rôle de la société civile dans le développement social et économique



L'ancien secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective et des Statistiques, M. Bachir Messaïfa, animera une conférence samedi 26 mars à partir de 10h à la maison de la culture Rachid Mimouni, de Bounmerdès sur le rôle de la société civile dans le développement social et économique.

Horaires des prières

Jeudi 14 jounada al-thania 1437

Fajr	05:11
Dohr	12:55
Asr	16:24
Maghreb	19:08
Isha	20:28



CE MATIN À HYDRA Rencontre sur la préparation des ports commerciaux à l'exportation

Le ministre des Transports, M. Boudjema Talai, présidera ce matin à 9h au site du groupe Sidar à Hydra, une rencontre consacrée à la préparation des ports commerciaux à l'exportation.



CONSTANTINE Ouverture des journées culturelles des Etats-Unis



Dans le cadre de la manifestation Constantine capitale de la culture arabe, le ministre de la Culture, M. Azzedine Mihoubi, présidera aujourd'hui à Constantine, l'ouverture des journées culturelles des Etats-Unis.

COMPLEXE CULTUREL DE CHENOUA Journées internationales de la magie



Le Complexe culturel de l'artiste Abdellah Salim de Chenoua, wilaya de Tipasa, organise cet après-midi à partir de 15h, les journées internationales de la magie.

Un groupe de Scouts musulmans algériens rend visite à Ooredoo



Ooredoo a accueilli au niveau de son siège central sis à Ouled Fayet à Alger, le mardi 22 mars 2016, le groupe «Ennachat», de la section de Bachdjarrab des scouts musulmans algériens, composé d'une quinzaine de membres. Les jeunes scouts, accompagnés de leurs encadreurs, ont visité les espaces de travail des employés, notamment l'Espace de vente Ooredoo, le Centre d'appels et l'incubateur destiné aux start-up technologiques. Cette visite a également permis aux scouts de se familiariser avec les TIC, en découvrant de manière ludique et instructive l'univers de la programmation des robots et ce à travers un atelier d'initiation à la robotique, organisé au niveau de l'incubateur Ooredoo. Par cette initiative, Ooredoo confirme sa dimension citoyenne et son ouverture à la société tout en exprimant sa volonté de faire découvrir les dernières technologies aux jeunes Algériens.

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2017 Mobilis toujours avec les Verts



Mobilis partenaire officiel de la Fédération Algérienne de Football (FAF) et de l'Equipe Nationale A de football, encourage les Verts à la veille de leur double confrontation, face à l'équipe Éthiopienne, comptant pour la troisième journée pour la phase qualificative de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN 2017), dans sa 31e édition prévue du 21 janvier au 12 février 2017 au Gabon. La sélection algérienne, disputera, ce vendredi 25 mars à 20h30, son premier match, face à son homologue éthiopienne, au stade «Mustapha-Tchaker» de Blida. Notre onze se déplacera par la suite à Addis Abeba Stadium, dans le cadre de la quatrième journée, pour donner la réplique à l'Ethiopie, le mardi 29 mars à 15h00 (heure locale). En tête de son groupe (J), l'équipe nationale reste sur deux succès lors de ses deux premières sorties, avec une victoire à Blida face aux Seychelles (4-0) et une autre en déplacement, à Maseru face au Lesotho (3-1). Deux résultats qui placent l'Algérie en tête avec 6 points devant l'Ethiopie (4 pts). Mobilis, fidèle à son engagement d'accompagner et d'encourager les Verts, durant sa campagne qualificative, ne ménagera aucun effort à les soutenir, quelle que soit l'échéance sportive et le lieu de son déroulement. Bon courage et bonne chance aux Fennecs.

M. LAKSACI GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGERIE DEVANT L'APN

La Banque d'Algérie injectera des liquidités dans les banques dès avril prochain

La Banque d'Algérie (BA) va, dès avril prochain, procéder au refinancement des banques à travers l'injection des liquidités nécessaires au financement de l'investissement et des PME en Algérie, a indiqué hier à Alger son gouverneur Mohamed Laksaci.

Pour faire face à la contraction des liquidités bancaires, constatée depuis le deuxième semestre de 2014, à l'inverse de la situation datant de 2001 où les banques étaient en surliquidités, la BA a élaboré «un nouveau dispositif pour encourager l'octroi des crédits à l'investissement à travers le retour au refinancement des banques», a-t-il dit à l'APN.

«Ca fait 14 ans que la Banque d'Algérie n'a pas recouru au refinancement car les banques étaient en surliquidités. Maintenant que les banques commencent réellement à recevoir leur part de choc externe, nous allons revenir à ces refinancements et nous allons commencer, dès avril prochain, à injecter de la liquidité dans l'économie», a-t-il affirmé.

Cela passera par le réescampte, c'est-à-dire des crédits accordés par la BA aux banques commerciales en contrepartie d'un taux qu'on appelle le taux de réescampte.

Le taux est fixé à 4% depuis 2001 mais il n'a jamais été pratiqué. Il revient aujourd'hui à la BA de revoir ce taux à la hausse ou à la baisse en fonction de la politique des crédits, explique-t-on à la Banque centrale. Mais les injections des liquidités ne «devraient pas être traduites par une réduction des réserves de change», avertit le gouverneur, allusion faite aux financements bancaires des importations au détriment de l'investissement.

Parallèlement à cette mesure, l'audit financier qui a été finalisé en novembre 2015 a permis à la BA d'engager des exercices de simulation des risques au niveau des banques (le stress-test).

Une fois terminé, avant la fin de mars en cours, ce stress-test permettra à la BA de «connaître avec précision le degré de résilience des banques face aux chocs ex-



ternes» sur fond de recul des liquidités bancaires. Quant à la centrale des risques des ménages, entrée en activité en septembre 2015, elle sera un instrument additionnel et important dans la gestion des risques.

Les crédits à la consommation, qui sont lancés sous la supervision de cette centrale, doivent renforcer l'inclusion financière, vue l'importance des dépôts des ménages, a-t-il ajouté.

Les dépôts à terme doivent être mieux rémunérés

Et afin d'encourager les dépôts à terme, notamment avec l'importance du volume de la monnaie fiduciaire (30% de la masse monétaire), M. Laksaci trouve judicieux que «les banques recourent à des dépôts à termes mieux rémunérés afin de développer l'investissement».

Revenant sur la question soulevée par la quasi-totalité des députés à savoir la dépréciation continue du dinar face au dollar et à l'euro, M. Laksaci a assuré que le taux de change effectif réel du dinar n'était pas aléatoire mais basé sur des fondamentaux que sont le prix du baril de pétrole, le niveau des dépenses publiques et

le différentiel d'inflation entre l'Algérie et ses principaux partenaires commerciaux.

Quant au taux de change nominal, c'est-à-dire le cours fixé sur la base du régime flottant-dirigé, il est déterminé sur la base de «l'offre et la demande» et il n'est pas loin du taux de change effectif réel, a-t-il fait remarquer. «Nous n'avons pas d'élément inconnu qui rentre dans le taux de change et sur lequel nous pouvons agir» pour augmenter ce taux, a-t-il soutenu.

Les députés reprochent à la BA de recourir à la dévaluation du dinar fictive pour augmenter de façon fictive le niveau des recettes de l'Etat, recouvrées en devises et libellées en dinars.

Quant aux risques de change, le développement du marché interbancaire de change devra emmener les banques à «assumer le risque de change pour les opérateurs qui le souhaitent», a-t-il dit sans donner plus de détails.

Pour ce qui est de la supervision bancaire, il a rappelé que la BA avait effectué 32 missions de contrôle sur place en 2014 et 66 opérations de contrôle sur pièces en plus de l'élaboration de 160 PV pour des infractions à la législation de change qui ont été transmis

aux tribunaux.

«Les institutions internationales ne nous reprochent pas le manque de contrôle mais l'excès de contrôle», a-t-il ironisé en direction des députés qui reprochaient à l'insitution financière son faible contrôle.

Sur une question relative à l'indisponibilité des petites pièces de monnaie, il a assuré que la BA travaillait pour augmenter la capacité de production de ces pièces, pour que ces pièces soient disponibles et normalement utilisées au niveau des agences bancaires et des centres d'Algérie Poste.

Sur les 462 députés qui compte l'APN, 70 ont participé aux débats sur le rapport de conjoncture économique et monétaire du pays pour 2014 et 2015, alors que la séance plénière consacrée aux réponses du gouverneur n'a vu la présence que d'un cinquième de l'Assemblée.

Ce «désintérêt» affiché pour les débats autour de la conjoncture économique du pays a fait réagir le président de l'APN M. Larbi Ould Khelifa qui a invité les députés «à assumer pleinement leur responsabilité vis-à-vis des citoyens qu'ils représentent».

La Banque d'Algérie se penche sur l'augmentation de l'allocation voyage

La Banque d'Algérie (BA) se penche sur les modalités d'augmentation des plafonds fixés pour l'allocation voyage pour le tourisme, études ou soins à l'étranger, de manière à arranger les ménages mais sans permettre des répercussions négatives sur la balance des paiements, a indiqué hier son gouverneur M. Mohamed Laksaci.

«Les plafonds fixés pour le droit de change pour le voyage à l'étranger sont faibles actuellement, il y aura des mesures qui vont augmenter ces plafonds pour arran-

ger les ménages sans pour autant permettre que ces hausses portent préjudice à la balance des paiements du pays», a-t-il affirmé devant l'APN lors d'une séance plénière présidée par M. Larbi Ould Khelifa, président de l'Assemblée, et consacrée aux réponses des questions des députés sur le rapport de conjoncture économique.

Le gouverneur n'a cependant pas avancé plus de détail sur les seuils des augmentations envisagées ni sur les délais d'entrée en vigueur de cette mesure. L'instruction 08-97 de 1997 relative au

droit de change pour voyage à l'étranger fixe le montant annuel du droit de change pour dépenses liées à des voyages à l'étranger à la contre-valeur en devises de 15.000 DA, un seuil qui n'a pas changé depuis près de vingt-ans.

Ce montant est de moitié pour les enfants de moins de 15 ans portés sur le passeport de l'un des deux parents ou disposant de leur propre passeport. L'augmentation de l'allocation touristique a été réclamée par beaucoup des députés intervenant lors des débats.

APN:

Reprise des travaux en séance plénière consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra aujourd'hui ses travaux en séance plénière consacrée aux questions orales adressées aux responsables de plusieurs secteurs, a indiqué mercredi un communiqué de l'APN. A l'ordre du jour de cette session, dix (10) questions adressées au Premier ministre et aux ministres des Affaires religieuses et des waqfs, de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, de l'Habitat et de l'urbanisme et de l'Education nationale, ajoute le communiqué.

IN-SALAH : Lancement prochain de projets pour améliorer le cadre de vie

Une série d'opérations de développement visant à améliorer le cadre de vie du citoyen sera «bientôt» lancée dans la commune d'In-Salah (Tamanrasset), a-t-on appris hier des responsables de cette collectivité.

Il s'agit de 35 projets retenus dans le cadre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, pour un financement global estimé à plus de 952 millions DA, a-t-on précisé.

Parmi ces projets, figurent l'aménagement des voies urbaines dans différents quartiers, dont Ksar El-Merabtine sur 10 km, de trottoirs et ronds-points, outre le renforcement du dédoublement de la route au centre ville et les artères de Hail Essalam, afin de faciliter la circulation routière.

Ce programme de développement concerne également l'extension du réseau d'éclairage public au niveau de plusieurs quartiers, notamment Ksar El-Arab, El-Zaouia, Hay Essalam, l'extension urbaine (Sud et Est), la route de Deghamcha, les entrées Nord et Ouest de la ville, le lotissement N° 204 et la RN-1.

Pour favoriser la pratique d'activités sportives et juvéniles, la commune d'In-Salah prévoit, par ailleurs, la réhabilitation de structures, dont des stades de proximité, notamment dans les quartiers El-Daya, El-Feguiguita, la sûreté urbaine, El-Barka, El-Sahla (Est et Ouest), Ouled El-Hadj, Hassi Lahdj, Djoualine, et Iguesline.

D'autres opérations de désenasseblement sont programmées pour enlever les amas de sable qui constituent une menace notamment pour le réseau routier, les exploitations agricoles et les infrastructures, selon la même source.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Un terroriste recherché arrêté à Ouargla (MDN)

Un terroriste a été arrêté hier à Ouargla, par les services de sécurité, dans le cadre de la lutte antiterroriste, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un terroriste recherché par les services de sécurité a été arrêté à l'aube d'aujourd'hui 23 mars, à Ouargla, (4e Région militaire)», précise la même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «trois (3) contrebandiers ont été appréhendés, deux (2) véhicules tout-terrain et 3.200 litres de carburant ont été saisis à In Guezzam, (6e Région militaire)», ajoute-t-on. En outre, et à Tlemcen, (2e Région militaire), treize (13) immigrants clandestins ont été arrêtés», rapporte encore le MDN.

APS

Bedoui préside la première réunion de l'Observatoire national du service public



Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, a présidé mardi à Alger, la première réunion de l'Observatoire National du Service public (ONSP), installé samedi dernier, indique un communiqué du ministère.

M. Bedoui a axé son intervention à l'occasion de cette réunion sur «le plan d'action de l'observatoire et les objectifs escomptés», ajoutant que l'observatoire «est un maillon important et nécessaire entre le citoyen et l'administration».

Il a en outre souligné que cette réunion «s'inscrit dans le cadre des directives du président de la République pour l'entrée en service de l'observatoire, la mise en œuvre du plan visant à planifier les obstacles et réaliser les aspirations du citoyen à travers le territoire national, notamment en ce qui concerne les secteurs vitaux qui concernent directement ou indirectement la vie du citoyen».

L'ONSP, présidé par le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, est composé de personnalités, de compétences nationales, de représentants des départements ministériels, des élus et de représentants du mouvement associatif.

ÉDUCATION NATIONALE

Recrutement des enseignants et nouveaux programmes prioritaires de Mme Benghabrit

La préparation du concours de recrutement des enseignants des trois paliers, les programmes de deuxième génération et la lutte contre les tentatives de fraude lors de l'examen du Baccalauréat en faisant appel aux techniques modernes, constituent les chantiers ouverts actuellement par le ministère de l'Education nationale, indique la ministre Nouria Benghabrit.

Dans un entretien à l'APS, la ministre a révélé que la date du concours de recrutement de quelque 28.000 enseignants pour les trois paliers (primaire - moyen - secondaire) aura lieu le 30 avril prochain, les résultats seront donnés le 12 mai, ce qui permettra aux candidats retenus de passer le test oral le 8 et 9 juin, alors que les résultats définitifs seront rendus publics le 30 juin.

La ministre a expliqué le choix de cet agenda est dicté par le souci de ne pas perturber la scolarité des élèves.

En outre, elle a fait savoir que les spécialités ont été élargies cette année à 28 nouvelles filières à l'instar des sciences politiques, des sciences de la communication, du droit, de l'économie et de certaines spécialités scientifiques.

Toutefois, les candidats retenus suivront des formations cycliques dès le mois de juillet, et le ministère a déjà pris option pour un portail électronique de formation à distance, rappelant que le recrutement de qualité demeure celui des diplômes des EN.

D'ailleurs, les équipes du ministère travaillent d'arrache-pied avec ceux du ministère de l'Enseignement supérieur pour la mise en place d'une cartographie par besoin, par wilaya et par



cycle», a indiqué la ministre.

Par la même occasion, Mme Benghabrit a fait savoir que le nombre des départs à la retraite anticipée des enseignants a atteint un taux de 96% du nombre total (des départs à la retraite) pour l'année 2016, estimant que, les raisons de ce «phénomène» sont à chercher dans l'amélioration des conditions financières des enseignants, suite à l'augmentation des salaires intervenue depuis 2010.

Tout en exprimant son «regret devant cette flambée de départs de compétences ayant un niveau d'expérience sur le plan éducatif et pédagogique», la ministre a relevé que «nous ne pouvons pas les empêcher de partir dans la mesure où la loi le permet».

Evoquant le problème des enseignants qui menacent de recourir à une démission collective et le boycott du concours du 30 avril, Mme Benghabrit a appelé à la «responsabilité de chacun», leur signifiant que «la loi ne leur permet pas une intégration directe car la Fonction publique a l'obligation d'équité».

Revenant sur la mise en œuvre des programmes de deuxième génération, elle a expliqué qu'elle entre dans le cadre de «la révision ordinaire» des programmes, précisant que «la com-

mission au niveau du ministère de l'Education y travaille depuis 2009». Cette commission s'est penchée sur les programmes de 2003 ce qui donne environ 13 ans de durée, alors que «la norme internationale oscille entre 3 et 5 ans».

La ministre a expliqué dans ce contexte, que les nouveaux programmes, dits de «deuxième génération», accordent plus de liberté à l'enseignant et plus de responsabilité dans l'évaluation des élèves, en prenant en considération ses différentes compétences dans l'apprentissage.

Interrogée sur les nouveaux manuels scolaires, la ministre a affirmé qu'ils seront disponibles pour la prochaine rentrée scolaire, d'autant que son département est assujetti à un agenda et un programme, révélant l'existence d'une commission d'homologation chargée de «contrôler et suivre» l'évolution de l'élaboration de ces supports afin d'éviter les erreurs».

Système de remédiation pour lutter contre la déperdition

La ministre a fait savoir, par ailleurs, qu'un groupe de travail composé d'experts algériens «décortique» actuellement des millions de copies des examens de la 5ème, du BEM et du Bac, afin d'élaborer une grille d'analyse

permettant de déceler les failles (ou les erreurs à répétition) chez les élèves.

Selon la ministre qui répondait à une question relative au nombre important de doublants, le groupe en question rendra les résultats de son travail en mai prochain, ce qui permettra de «donner à l'enseignant la solution pour parer à certaines faiblesses récurrentes des élèves».

En outre, elle a ajouté que seul le «système de remédiation» est à même de réduire le taux de déperdition scolaire qui pourra donner une seconde chance aux enfants scolarisés, expliquant que rien n'empêche qu'il y ait des compositions de rattrapage pour des élèves ayant obtenu des moyennes qui frôlent 10/20.

Par ailleurs, Mme Benghabrit se défend de «réformer les réformes», expliquant qu'une réforme sous entend une rupture à tout point de vue notamment en termes de contenus, d'architecture du système et de son dimensionnement.

Revenant sur le Bac 2016, Mme Benghabrit a fait savoir que son département n'écarte aucun moyen technique, dont des brouilleurs des moyens de communication, pour contrer tentatives de fraude.

Elle a expliqué également qu'une opération de sensibilisation «forte et rigoureuse» en direction des parents et des candidats, sera menée afin d'interpeller leur sens de citoyenneté autour de cet examen qui mobilise plusieurs secteurs.

Dans ce sens, elle a rappelé que la dernière convention signée avec la Direction nationale de la sûreté nationale et la Gendarmerie nationale est venue «formaliser une coopération de longue date», citant notamment le transport des sujets d'examens par avions militaires.

Recrutement de 28.000 enseignants : l'examen aura lieu le 30 avril 2016



RESSOURCES EN EAU

L'Algérie mise sur la formation spécialisée pour une meilleure maîtrise des projets du secteur

particulier à la formation des cadres dans différentes spécialités». La création de ce centre permettra de développer les compétences professionnelles des travailleurs et des institutions relevant du secteur qui a créé de nombreuses Petites et moyennes entreprises (PME) et assuré des centaines de milliers de postes d'emploi.

Les chiffres de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) indiquent que 1.935 projets du secteur des ressources en eau avaient été financés entre 2010 et février 2016 dans le cadre de ce mécanisme.

Par ailleurs, le secteur de la formation professionnelle assure 12 spécialités dans les métiers de l'environnement et de l'eau, notamment la maintenance des réseaux d'approvisionnement en eau potable et des réseaux d'assainissement, l'exploitation des stations de traitement des eaux, la gestion et l'économie de l'eau ainsi que le traitement de l'eau, a indiqué le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Mohamed Mebarki.

Cette année, 5.559 stagiaires suivent leur formation dans 135 structures de formation, dont six instituts spécialisés, selon les chiffres du ministre.

La formation dans les métiers de l'eau et de l'environnement compte parmi les priorités du secteur, notamment après l'adhésion de l'Algérie à la politique internationale de protection de l'environnement contre les changements climatiques, a affirmé le ministre.

L'Algérie a accompli des réalisations en dépit d'un important déficit en ressources hydriques

M. Nouri a rappelé à l'occasion de la célébration de cette journée mondiale (22 mars), les efforts consentis ces dernières années par l'Algérie pour assurer la sécurité hydrique et l'approvisionnement des citoyens en eau potable, à travers les 48 wilayas. Il s'agit notamment de réaliser 84 barrages, dont 75 en cours d'exploitation avec une capacité de production globale de 8,3 milliards m³ et les grands projets de transfert d'eau, dont le projet de transfert d'eau de Aïn Salah vers Tamanrasset, et le système de transfert d'eau du barrage de Beni Haroun à l'Est et celui de Koudiet Asserdoun au centre, outre le système MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), consacré aux régions de l'Ouest. Le ministre a, en outre, qualifié le recours au dessalement de l'eau de mer de «choix stratégique», compte tenu du déficit important enregistré par l'Algérie en termes de mobilisation des ressources hydriques, d'où la création de 13 unités de dessalement d'eau de mer, avec une capacité de production de plus de 2,3 millions m³/jour, ce qui a permis l'approvisionnement des citoyens de 180 l/jour par habitant, ajoute le ministre.

Lesdits projets ont contribué à la hausse de l'approvisionnement des citoyens en eau potable (+ 98%) et aux réseaux d'assainissement (+90%).

APS

L'Algérie mise sur la formation spécialisée dans le secteur des ressources en eau pour une meilleure maîtrise des projets du secteur, a souligné mardi le ministre des Ressources en eau et de l'environnement, Abdelouahab Nouri.

Le Centre national de formation aux métiers de l'eau (CNFME) a été créé à cet effet. Ce dernier propose plusieurs spécialités, dont les techniques de production de l'eau potable, l'exploitation, la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau potable, le contrôle de la qualité de l'eau et la rénovation des réseaux d'alimentation en eau.

La capacité d'accueil de ce centre, créé à la faveur d'une aide financière belge de 3,6 millions d'euros, est de 160 stagiaires qui bénéficieront de cours théoriques et pratiques.

Lors de l'inauguration de ce centre qui coïncide avec la célébration de la journée mondiale de l'eau avec pour slogan cette année «l'eau et l'emploi», M. Nouri a souligné que «l'élément humain est un capital incontournable du développement du pays, d'où la nécessité d'accorder un intérêt

BELGIQUE

Les attentats de Bruxelles suscitent de vives condamnations de la communauté internationale

- Le FBI va se rendre sur place
- Londres déconseille à ses ressortissants de se rendre à Bruxelles
- Lavrov : l'UE doit arrêter ses «jeux géopolitiques» et s'unir avec la Russie

Les attentats perpétrés mardi à Bruxelles faisant au moins 34 morts et 200 blessés continuaient de susciter de vives condamnations de la part de la communauté internationale, appelant hier à intensifier les efforts pour faire face à la menace terroriste.



La capitale belge a été frappé mardi par des sanglantes attaques, revendiquées par le groupe terroriste auto-proclamé «Etat islamique» (Daech/EI) ayant visé l'aéroport international de Zaventem et le métro.

Le niveau d'alerte antiterroriste a été relevé à 4, le niveau maximal, sur l'ensemble de la Belgique et un deuil national de trois jours a été décrété à la mémoire des victimes.

Plusieurs pays européens ainsi que les Etats-Unis ont renforcés suite à ces explosions la sécurité dans les principaux aéroports, les gares et lieux de transports «par précaution».

Les condamnations se poursuivaient après ces attentats qui ont mis en émoi la communauté internationale qualifiant cet acte d'«odieux» et de «lâche».

L'Algérie a condamné ces attentats et s'est dite «profondément affectée et horrifiée».

«Ce crime odieux, de par sa cruauté inqualifiable, attenant à la sacréité de la vie humaine, principe universel de l'humanité, ne fera que renforcer notre conviction sur la nécessité d'une réponse globale face au terrorisme barbare qui menace l'ensemble de la communauté internationale» a écrit le président de la République Abdelaziz Bouteflika dans un message adressé au Roi des Belges, Philippe.

Pour sa part, le Chili a exprimé sa ferme condamnation en réitérant son

indignation «de tout acte de violence et de terrorisme».

La Chine a aussi condamné ces attaques exprimant son soutien ferme aux efforts de la Belgique dans la lutte contre le terrorisme et la préservation de la sécurité nationale mais aussi de renforcer la coopération avec la Belgique et la communauté internationale dans le combat antiterroriste.

Intensification des efforts internationaux pour vaincre le terrorisme

Par ailleurs, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné dans les termes les plus forts les attentats de Bruxelles, et a appelé à intensifier les efforts régionaux et internationaux contre ce fléau.

L'organe exécutif de l'ONU a mis l'accent sur la nécessité pour tous les Etats de faire face, par tous les moyens, aux menaces que représentent les actes terroristes «criminels et injustifiables» pour la paix et la sécurité internationales.

De son côté, le Grand Moufti d'Egypte, Shawki Ibrahim Abdell-Karim Allam, a souligné que «le terrorisme ne connaît pas de frontière et représente un fléau pour nous tous».

Nous devons travailler ensemble pour éradiquer le terrorisme».

Le gouvernement syrien a pour sa part indiqué que les attentats à

Bruxelles, Paris et ailleurs sont des rappels que le terrorisme n'a pas de frontières, appelant la communauté internationale à déployer tous les efforts possibles pour contrer la menace terroriste et arrêter le soutien aux groupes terroristes en Syrie.

Quant au Premier ministre australien, Malcolm Turnbull, a estimé que l'Union européenne a «laissez la sécurité lui échapper», mettant en cause l'accord de Schengen et la libre-circulation au lendemain des attentats de Bruxelles.

Dans ce sens le Premier ministre français, Manuel Valls, a estimé qu'il y a «urgence à renforcer le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne».

Par ailleurs la Russie a appelé l'UE à arrêter ses «jeux géopolitiques» et s'unir avec la Russie dans la lutte contre les «terroristes».

L'Union européenne organisera probablement aujourd'hui à la demande de la Belgique, une réunion ministérielle pour discuter des attentats, a annoncé le ministre néerlandais de la Sécurité et de la Justice Ard van der Steur, dont son pays tient la présidence tournante de cette instance européenne. Selon des experts, les attentats de Bruxelles montrent que Daech/EI reste capable de monter des opérations meurtrières d'ampleur, quelle que soit la pression policière à laquelle ils sont soumis.

Les Etats européens doivent coopérer davantage pour lutter contre le terrorisme

Le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, Gilles de Kerchove, a estimé hier que les Etats européens devaient davantage coopérer en matière de renseignement, notamment avec Europol, au lendemain des attentats de Bruxelles, ont rapporté des médias.

«Ce que les Etats peuvent faire entre eux, c'est structurer plus leur coopération. C'est en train de se faire, j'aimerais que cela se fasse plus vite», a déclaré Gilles de Kerchove sur la radio française Europe 1. «J'aimerais aussi que les services de renseignement alimentent un peu plus les plateformes européennes, surtout la base de données Schengen, le +SIS+, et Europol parce que c'est en croisant toutes ses informations qu'on arrivera à établir beaucoup plus de liens entre des suspects», a-t-il ajouté. Le fichier

SIS contient des données sur des personnes recherchées ou placées sous surveillance et des véhicules volés. Europol, créé en 1995, vise à faciliter la lutte contre la criminalité au sein de l'UE en échangeant des renseignements entre polices nationales.

Gilles de Kerchove a aussi réclamé «plus de contrôles aux frontières extérieures (de l'UE) avec des instruments plus fins, plus de biométrie, une meilleure inter-opérabilité entre les bases de données que nous avons constituées au cours des années».

Des attentats suicide ont secoué, mardi matin, l'aéroport bruxellois de Zaventem et la station de métro Maelbeek en plein quartier européen, faisant 34 morts et plusieurs dizaines de blessés, selon un bilan provisoire.

M. DALIL BOUBEKEUR RECTEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS «Calmé, vigilance et détermination»

Les musulmans de France sont consternés et condamnent fermement les odieux attentats terroristes qui ont ensanglanté Bruxelles, la capitale de l'Europe, causant au moins 34 morts et plus de 200 blessés. Nous présentons nos sincères et profondes condoléances aux familles des victimes et exprimons notre peine et notre totale solidarité aux blessés de ce lâche, atroce et brutal massacre qui ensanglante un pays ami.



Nous sousscrivons aux déclarations du Président de la République Monsieur François Hollande et du Roi des Belges : «Plus que jamais l'unité des deux nations est la condition première et inéfable de faire face à ce défi de guerre qu'il faut absolument relever. Cette prise de conscience partagée avec l'ensemble de la nation française reste le garant indiscuté du courage à faire face avec détermination aux malheurs qui nous frappent et qui risquent encore de nous frapper. Nous appelons tous nos responsables musulmans à prôner dans leur mission le calme, la vigilance et la détermination, comme de s'impliquer dans le devoir d'unité nationale et républicaine qui incombe à tous nos concitoyens».

Le parquet fédéral belge identifie deux des auteurs des attentats de Bruxelles

Le parquet fédéral belge a indiqué mardi que les frères Ibrahim et Khalid El Bakraoui ont été identifiés comme deux des auteurs des attaques sanglantes qui ont frappé mardi Bruxelles, faisant 31 morts et 270 blessés. «L'auteur au milieu de la photo (présentée), qui est l'un des deux kamikazes, identifié grâce à ses empreintes digitales, est Ibrahim El Bakraoui né à Bruxelles le 9 octobre 1986, de nationalité belge», a déclaré le procureur fédéral belge Frédéric Van Leeuw.

Le deuxième auteur des attentats de l'aéroport international de Bruxelles-Zaventem est toujours inconnu des services de police qui poursuivent l'opération d'identification, alors qu'un troisième complice présent sur le site a été repéré grâce aux vidéos de caméras de surveillance est toujours recherché. «Le second kamikaze, à gauche sur la photo, n'a pas encore été identifié.

Le troisième suspect vêtu d'une veste claire et portant un chapeau est en fuite», a-t-il ajouté.

Selon le procureur fédéral belge, le troisième homme a déposé un sac contenant la charge explosive la plus importante et a quitté les lieux avant les explosions. Ce sac, a-t-il poursuivi, a explosé peu après l'arrivée des démineurs, mais sans faire de victime. M. Van Leeuw a souligné, en outre, que c'est Ibrahim El Bakraoui qui s'est fait exploser à l'aéroport de Bruxelles-Zaventem, tandis que son frère Khalid a actionné ses explosifs dans la station de métro, en plein quartier européen.

Les frères El Bakraoui étaient connus des services de police belge pour des faits de banditisme, mais pas pour des liens avec le terrorisme, a relevé le procureur fédéral belge qui a fait savoir qu'un ordinateur retrouvé dans une poubelle du quartier perquisitionné après les attentats, contient «ce qui semble être un testament» de Ibrahim El Bakraoui où il affirme être désorienté car il est recherché de partout. M. Van Leeuw a précisé, par ailleurs, que les perquisitions menées à l'adresse indiquée par le chauffeur de taxi qui a transporté les trois kamikazes à l'aéroport, ont permis de mettre la main sur un «important matériel» destiné à fabriquer des engins explosifs, citant notamment 15 kilos d'explosif de type «TATP», 150 litres d'acétone, 30 litres d'eau oxygénée, des détonateurs, une valise remplie de clous et de vis. La chaîne publique belge de radio et télévision RTBF avait auparavant dévoilé l'identité de ces deux auteurs des attentats de Bruxelles mais sans aucune confirmation des autorités.

Le vol d'Air Algérie à l'arrivée et au départ de Bruxelles redirigé vers l'aéroport de Lille

Le vol de la compagnie nationale Air Algérie de l'aéroport international de Bruxelles-Zaventem prévu ce jour a été redirigé vers l'aéroport de Lille (France) après la fermeture de l'aéroport belge frappé mardi par un attentat, a-t-on appris auprès de la représentation de la compagnie à Bruxelles. «Compte tenu de la situation, nous avons décidé de réorienter le vol Alger-Bruxelles-Alger prévu ce jour vers l'aéroport de Lille», a déclaré à l'APS le représentant d'Air Algérie à Bruxelles, Amine Messraoua.

«Nous ferons tout pour acheminer nos passagers vers Alger dans les meilleures conditions possibles», a-t-il ajouté, soulignant que la décision a été prise après une réunion de concertation destinée à faire le point sur la situation. Selon M. Messraoua, la représentation d'Air Algérie à Bruxelles est en contact, actuellement, avec tous les clients de la compagnie pour les avertir des changements opérés.

«Le vol Alger-Lille-Alger et Alger-Bruxelles-Alger seront jumelés», a précisé M. Messraoua qui a souligné que la compagnie a pris ses dispositions pour assurer le transport de tous les voyageurs en décistant d'affrêter un avion gros porteur. «Je pense que c'est la meilleure décision à prendre pour éviter d'annuler le vol prévu à partir de l'aéroport de Bruxelles-Zaventem et permettre à nos clients d'arriver à destination», a-t-il estimé.

Des navettes de bus seront, par la suite, mises en place à Lille pour permettre aux voyageurs qui devaient arriver à l'aéroport international de Bruxelles-Zaventem de rejoindre la capitale de l'Europe.

«Nous sommes en contact avec quelques compagnies de transport pour pouvoir assurer cette navette», a fait savoir M. Messraoua. Le vol de demain, a-t-il poursuivi, «sera probablement réorienté vers l'aéroport de Lille également». L'aéroport international de Bruxelles-Zaventem est fermé jusqu'à nouvel ordre suite aux attentats qui ont frappé mardi son hall d'enregistrement. Deux bombes ont explosé dans le hall des départs, faisant plusieurs victimes.

Outre l'évacuation de l'aérogare, le trafic aérien a été suspendu. Les avions qui devaient atterrir ont été détournés vers d'autres aéroports. La double explosion qui s'est produite vers 08h00 à l'aéroport a été suivie, environ une heure après par un autre attentat dans une station de métro de Bruxelles.

Une autre bombe a été neutralisée par des démineurs dans l'enceinte de l'aéroport. Le dernier bilan, toujours provisoire, de ces attaques revendiquées par le groupe autoproclamé Etat islamique (EI Daech) est d'au moins 31 morts et plus de 200 blessés, selon le parquet fédéral belge.

SIDI BEL-ABBÈS L'ambassadrice de Finlande se félicite du partenariat «gagnant-gagnant» avec l'Algérie

L'ambassadrice de Finlande en Algérie, Tuula Svinhfvud, s'est félicitée, hier à Sidi Bel-Abbès, des résultats du partenariat entre le Complexe de machines agricoles (CMA) et l'entreprise Finlandaise SAMPO dans le domaine de la production des moissonneuses-batteuses adaptées aux besoins des agriculteurs.

«Ce projet industriel commun constitue un exemple de coopération gagnant-gagnant entre les deux pays et ouvre la voie à d'autres projets dans d'autres domaines», a souligné la diplomate finlandaise, en visite dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, où elle a été reçue par les autorités locales.

Mme Svinhfvud a rencontré des opérateurs économiques de la wilaya à qui elle a réaffirmé la volonté de son pays de renforcer la coopération bilatérale, notamment par le jumelage entre les chambres du commerce et de l'industrie des deux pays.

La diplomate finlandaise s'est montrée très intéressée par les potentialités de la wilaya de Sidi Bel-Abbès en matière d'industrie électronique, créneau pouvant être développé dans le cadre du partenariat bilatéral, a-t-elle dit. Cette visite a permis à Mme Svinhfvud de rencontrer les gérants de PME activant dans la wilaya, à l'instar de celles spécialisées dans la fibre optique. La diplomate a évoqué la possibilité d'établir un partenariat dans ce domaine.

ALGÉRIE-TURQUIE Examen de la coopération bilatérale et la promotion de la concertation parlementaire

La coopération bilatérale algéro-turque et la promotion de la concertation parlementaire ont été au centre des entretiens ayant réuni le président de la commission des Affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée populaire nationale (APN), Noureddine Belmeddah, et l'ambassadeur de la République de Turquie à Alger, Mehmet Poroy. Lors de la rencontre, M. Belmeddah a salué les «relations historiques qui unissent les deux pays» et le «niveau atteint en matière de coopération bilatérale», appelant à «consentir davantage d'efforts pour la promotion de la concertation et du dialogue parlementaire», a précisé un communiqué de l'APN. Le président de la commission a présenté un «exposé sur les réformes initiées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, y compris le dernier amendement constitutionnel qui a consacré davantage de droits pour toutes les catégories de la société».

Sur le plan international, M. Belmeddah a souligné que la «prolifération du terrorisme dans toutes les régions du monde sous couvert de l'Islam constitue désormais une menace pour la sécurité mondiale», rappelant les «positions constantes de l'Algérie vis à vis des différentes questions d'actualité internationale».

Le responsable a saisi cette occasion pour «saluer la position de la Turquie solidaire avec les peuples palestinien et sahraoui».

Pour sa part, l'ambassadeur turc a exprimé l'«importance de la consolidation et du développement des relations parlementaires entre les deux pays dans tous les domaines dans le cadre d'un échange politique et stratégique», plaident en faveur de l'échange des expériences pour réussir les efforts de coopération bilatérale.

LE PRÉSIDENT DU FCE M. ALI HADDAD LE CONFIRME Les conditions d'une industrie pharmaceutique sont réunies en Algérie

Les conditions «de base d'une industrie pharmaceutique sont réunies en Algérie», a indiqué hier à Alger, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, assurant de la «disponibilité» du Forum à contribuer à la concrétisation du pôle biotechnologique en Algérie, d'ici l'horizon 2020.

M. Haddad intervenait à l'ouverture du Forum algéro-américain consacré à ce projet, organisé par le Conseil des hommes d'affaires algéro-américain et l'association PhRMA (Pharmaceutical Research and Manufacturers of America).

Parmi les conditions qui incitent à l'investissement dans ce secteur, le président du FCE a cité l'existence d'un contexte économique «favorable à l'investissement et au partenariat», un environnement technique «en nette amélioration» et enfin, un dispositif réglementaire «stable, prévisible et cohérent».

Autant d'éléments qui rendent «réalisable» l'objectif d'une couverture pharmaceutique à hauteur de 70% des besoins de la population algérienne, a-t-il ajouté, relevant le caractère économique et socialement «sensible» du droit d'accès aux soins pour les malades.

Faisant valoir l'existence d'une «réelle base industrielle» en Algérie, M. Haddad a indiqué que «d'autres projets industriels vont s'ajouter aux réalisations de ces dernières années», alors que des entreprises privées «nourrissent l'ambition» de s'inscrire dans le futur pôle biotechnologique en Algérie, le 4e à l'échelle mondiale, après ceux de Boston, d'Irlande et de Singapour.



Il a exprimé, à ce propos, «la disponibilité totale du FCE à contribuer à la réalisation de ce projet», notamment à travers la connexion «efficace» liant l'organisation patronale au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le président du FCE a également plaidé pour davantage d'investissements américains en Algérie, déplorant la baisse du volume des échanges économiques et en même temps du nombre des sociétés américaines installées en Algérie ces dernières années.

«Il faut inverser cette tendance. Nous souhaitons réaliser avec vous des choses concrètes et grandes, accélérer le mouvement de votre implication, de vos investissements et de vos transferts pour agir concrètement sur la variété de nos

échanges», a-t-il dit, renouvelant son offre de mettre au sein du FCE un desk dédié à l'accompagnement des entreprises américaines désireuses d'investir en Algérie.

Le secteur pharmaceutique présente, dans ce sens, un domaine d'investissement des plus attractifs pour ces dernières, en raison des opportunités qu'il offre, a-t-il observé, faisant remarquer l'évolution des besoins en médicaments en Algérie.

Il est à noter qu'un accord de partenariat sera conclu, aujourd'hui à Alger, entre Cialfarm, une société affiliée au FCE et le leader américain Variant Medical Systems, portant sur l'accompagnement du plan national de lutte contre le cancer 2015-2019, mis en place par les pouvoirs publics.

ALGÉRIE-USA

Le pôle biotechnologique de Sidi Abdellah drainera plus de 12 milliards de dollars d'investissements à l'Algérie

Le pôle biotechnologique, qui sera réalisé d'ici l'horizon 2020 dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger), rapportera plus de 12 milliards de dollars à l'Algérie, en investissements étrangers dans l'industrie pharmaceutique, a révélé hier à Alger, un responsable du ministère de la Santé.

Intervenant lors du Forum algéro-américain consacré à ce projet, organisé par le Conseil des hommes d'affaires algéro-américain et l'association PhRMA (Pharmaceutical Research and Manufacturers of America), le chef de cabinet du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Ali Rezgi a affirmé que «toutes les conditions» sont réunies pour la concrétisation du projet, lequel devra apporter à l'Algérie un volume d'investissements étrangers en industrie pharmaceutique innovante, de l'ordre de plus de 12 milliards de dollars.

Le partenariat algéro-américain dans le domaine de la biotechnologie bénéficie, en premier lieu, au malade qui accèdera ainsi aux produits pharmaceutiques



les plus performants, de même qu'il contribuera au développement de la recherche scientifique, d'une part et à l'essor de l'industrie pharmaceutique, d'autre part, a-t-il poursuivi. Une fois réalisés, les besoins nationaux en matière de produits pharmaceutiques, l'Algérie pourra exporter vers les pays arabes et africains, a ajouté le même responsable.

Renouvelant l'engagement de son pays à «accompagner le développement de l'industrie pharmaceutique algérienne», l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, Mme Joan Polaschik, a estimé que ce secteur recèle d'inestimables opportunités d'investissements étrangers directs, d'autant que l'Algérie est confrontée au défi de la diversification de son économie. Mettant en

exergue l'importance du futur projet de Sidi Abdellah, dans un tel contexte, elle a fait savoir que celui-ci compte déjà 48 projets d'investissement en cours, dont 9 sont représentés par des entreprises américaines pharmaceutiques et des firmes de matériel médical.

Dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, le directeur du Laboratoire national du contrôle de la qualité des produits pharmaceutiques, Pr Mohamed Bouslimani Mansouri, a rappelé que la concrétisation du pôle de Sidi Abdellah nécessite «l'harmonisation» des règles de fabrication (DPF) ainsi que des bonnes pratiques de libération (BPL) du produit à travers les sites de production.

De même que, a-t-il recommandé, la mise en place du programme de formation et de contrôle de qualité ainsi que «l'encouragement et l'accompagnement» des industriels pour la mise en place d'unités de développement.

Le directeur de la Pharmacie et de l'Équipement médical au minis-

ONU

De nouvelles méthodes pour répondre aux défis du développement sont «necessaires»

La communauté internationale doit trouver de nouvelles et innovantes manières de travailler ensemble pour atteindre les objectifs établis par le nouveau programme de développement durable de l'ONU, a déclaré mardi le Directeur général de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

S'exprimant lors du Forum pour l'avenir de l'agriculture, à Bruxelles, M. Graziano da Silva a appelé les gouvernements et les agences internationales à être plus ambitieux et à adopter des méthodes plus créatives pour s'attaquer aux défis de développement actuels, incarnés par les 17 Objectifs de développement durable (ODD).

«Les ODD sont interconnectés entre eux et sollicitent de nouvelles combinaisons dans la façon avec laquelle les politiques, programmes, partenariats et investissements devraient s'unir afin d'atteindre des objectifs communs et afin de produire les biens publics dont on a le plus besoin», a souligné le chef de la FAO.

«Il est crucial que les pays travaillent à adopter de nouveaux modes de gouvernance allant au-delà des ministères traditionnels auxquels on attribue des secteurs spécifiques, pour trouver des solutions innovantes à des problèmes de développement complexes».

Selon lui, il faut «compter sur un large choix d'outils et d'approches pour éliminer la faim, pour com-



battre toutes les formes de malnutrition et pour parvenir à une agriculture durable». «Ces outils - dont font partie à la fois l'agro écologie et la biotechnologie - visent à répondre aux besoins des petits exploitants, dont l'autonomisation devrait être un aspect essentiel des interventions en faveur du développement durable», a-t-il encore dit. Le directeur général de la FAO a également insisté sur l'importance de renforcer les chaînes de valeur alimentaires pour s'assurer d'une

approche incluant la question de la nutrition dans la production alimentaire et l'alimentation, «directivement de la ferme jusqu'à la table des consommateurs».

Selon la FAO, l'étendue des répercussions du changement climatique sont un autre élément-clé appelant à des solutions émanant des ministères et divers secteurs notamment pour ce qui est des répercussions sur la vie des populations et sur leurs moyens de subsistance.

ÉNERGIE

Légère baisse du pétrole

Les cours du pétrole ont baissé légèrement hier en cours d'échanges européens, dans un marché restant prudent au lendemain des attentats de Bruxelles et avant la publication des dernières statistiques sur les stocks américains de brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 41,49 dollars sur l'International Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 30 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 41 cents à 41,04 dollars.

Les cours du Brent et du WTI, qui avaient un temps évolué dans le

rouge mardi après l'annonce des attentats qui ont fait une trentaine de morts à Bruxelles, encourageant la fuite vers des actifs plus sûrs, se sont néanmoins rapidement repris, profitant en particulier de la résilience témoignée par les Bourses mondiales.

«Les cours du Brent et du WTI se maintiennent remarquablement bien autour des 41 dollars le baril, confortant les espoirs d'une potentielle hausse continue après le récent mouvement d'achats» qu'ils ont connu, commentait un analyste. Les cours, qui ont connu une remontée spectaculaire depuis la mi-février à la faveur de discussions sur un possible gel de la production des grands pays producteurs dans et en dehors de l'Organisation des

pays exportateurs de pétrole (Opep), restent soutenus par les attentes d'une possible future réduction de l'offre.

Quelque 13 Etats membres de l'Opep, dont l'Iran mais pas la Libye, ainsi que les autres grands producteurs non membres de l'organisation se réuniront le 17 avril pour soutenir les prix du brut plombés depuis près de deux ans par une surabondance de l'offre. Concernant la Libye, «la piétre situation sécuritaire du pays rend peu probable une hausse durable de la production», estimait des analystes. Mais, jugent-ils, avec le refus de l'Iran et de la Libye de geler leur production, la réunion du 17 avril s'apparente de plus en plus à une farce. Selon un analyste, les investisseurs seront par-

ticulièrement attentifs aux dernières statistiques du département américain de l'Energie (DoE) sur les réserves de brut aux Etats-Unis, attendues à 14h30 GMT, qui pourraient bien «dicter le moral des investisseurs» cet après-midi».

L'association professionnelle American Petroleum Institute (API), qui publie ses propres estimations en amont de celles du DoE, a fait état mardi d'une progression plus importante qu'attendu de 8,8 millions de barils des stocks de brut la semaine dernière aux Etats-Unis, mais couplée à un déclin de 1,4 million de baril des réserves du terminal pétrolier de Cushing (Oklahoma, centre-sud), selon des données rapportées par un analyste.

CANADA

Relance économique par le déficit public pour l'exercice 2016/17

Le Canada a décidé mardi de relancer sa croissance économique, plombée depuis deux ans par la chute des cours du pétrole, par un déficit budgétaire de 29,4 milliards CAD (21 milliards d'euros) sur l'exercice 2016/17, pour financer un programme de dépenses dans les infrastructures. Avec ce budget, «nous commençons à revitaliser l'économie», a déclaré le ministre des Finances Bill Morneau en présentant son budget au Parlement. Les dépenses

vont porter sur les grands ouvrages de BTP, les équipements de traitement des eaux usées, pour un pays où l'eau est le plus souvent gratuite mais parfois impropre à la consommation, le logement social et l'éducation avec la réhabilitation d'écoles. Le gouvernement compte aussi investir dans l'environnement en consacrant 2,9 milliards sur cinq ans à «la lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air», et en alimentant à hauteur de deux milliards sur les

deux prochains exercices «un fonds pour une économie à faibles émissions de carbone». Il prévoit en outre d'injecter 130 milliards d'ici 2022 pour soutenir l'innovation et la recherche dans les énergies vertes. Le budget prévoit aussi des «investissements sans précédent» pour les communautés autochtones, pour un total de 8,4 milliards sur cinq ans en ciblant les infrastructures sociales, le logement et l'éducation.

APS

PARADIS FISCAUX

Les banques françaises : la main dans le sac !

Cherbal E.-M.

Cinq grandes banques françaises sont la cible d'un rapport réalisé par des associations françaises qui pointent «leurs pratiques d'optimisation fiscale», dans des plaques réputées comme paradis fiscaux, avec des montants pour le moins, «interrogeables».

Ce rapport basé sur des données officielles, a été rendu public le 16 mars dernier par trois associations françaises, «le Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre solidaire - CCFD, Oxfam France et le Secours catholique-Caritas France) associées à la Plateforme paradis fiscaux et judiciaires, un réseau anticorruption», lit-on sur le site lemonde.fr qui en a extrait «ce chiffre choc : à elles cinq, BNP Paribas, la Société Générale, BPCE (Banque Populaire-Caisse d'épargne), le Crédit agricole et le Crédit mutuel-CIC ont réalisé 5 milliards d'euros de bénéfices dans des pays à basse fiscalité en 2014».

Les auteurs du rapport ont exploité une nouvelle législation bancaire adoptée en 2013, faisant obligation aux établissements bancaires français de publier les données essentielles relatives à leurs activités et aux contributions fiscales enregistrées dans tous les pays où elles sont présentes. D'après les articles de presse consacrés à ce rapport, on apprend que la première destination prisée par les banques françaises est le Luxembourg, où elles ont fait 1,7 milliard d'euros de bénéfice, à l'ombre d'un système fiscal souple et pas pesant.

«Suivent en Europe, la Belgique (1,66 milliard), l'Irlande (2,72 millions), et les Pays-Bas (189 millions), et en Asie Hong-Kong (436 millions) et Singapour (346 millions)», rapporte le site lexpansion.lexpress.fr.

Même si ces pays ne figurent pas dans les listes établies par l'OCDE et l'Union européenne, aux yeux des associations qui ont élaboré ce rapport, ils constituent «des paradis fiscaux» car ils proposent par exemple un taux d'imposition effectif très bas, voire nul ou favorisent des pratiques fiscales dommageables», ajoute ce site.

Dans le classement des établissements bancaires s'adonnant le plus à ces pratiques, le rapport pointe en premier lieu, BNP Paribas et la Société Générale qui auraient, selon le rapport, réalisé «en valeur absolue, les bénéfices les plus importants logés» dans ces juridictions avec respectivement 2,4 milliards et 1,3 milliard.

Les auteurs de l'étude indiquent par ailleurs le caractère hautement lucratif de ces paradis où, notent-ils, «les activités des cinq banques françaises sont 60% plus lucratives» comparées aux autres régions du monde, et les employés «sont en moyenne 2,6 fois plus productifs».

Manon Aubry (Oxfam France) et Lucie Watrinet (CCFD-Terre solidaire), de l'équipe rédactionnelle de ce rapport, confient au site lemonde.fr, leur sentiment d'avoir vu juste à travers ces révélations : «Jusqu'ici on avait l'intuition que les paradis fiscaux jouaient un rôle essentiel dans la stratégie de développement à l'international des banques. Grâce à l'exercice de transparence auquel doivent désormais se plier les banques, en voici la preuve documentée» affirment-elles. Dans le sillage du débat provoqué par la sortie de ce document, des voix se sont fait entendre, notamment dans le milieu des ONG, pour revendiquer l'élargissement de l'obligation de publication des informations financières à toutes les grandes sociétés transnationales implantées en France. Un appel qui pourrait trouver un écho dans le prochain projet de loi sur la transparence de la vie économique, en cours de préparation pour un débat à l'Assemblée nationale.

SÉTIF : ENTRETIEN AVEC AMAR SEKLOULI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE SAFCER: «Notre objectif restera toujours la création d'emplois et de richesse»

Entretien réalisé par Azzedine Tiouri

Safcer (Société algérienne de fabrication de céramique et produits rouges), est une entreprise, un nom, un groupe et une famille. C'est aussi l'une des plus anciennes de Sétif installée dans la zone d'activités qui s'est forgée un destin dans ce créneau grâce à son fondateur **Abdelkader Seklouli**, plus connu sous le pseudo de **Kaddour Maza**, un bâtisseur.

Aujourd'hui, les enfants ont repris le flambeau pour faire fructifier le groupe par de nouvelles idées, de nouveaux investissements, mais aussi par de nouveaux défis dans une conjoncture très difficile. C'est pour en savoir plus sur Safcer et beaucoup d'autres choses que nous avons rencontré le chef de fil et son directeur général, Amar Seklouli pour nous faire découvrir son groupe, ses perspectives d'avenir....Suivons-le...

DK News : Peut-on connaître d'abord le Groupe Safcer ?

A. Seklouli : Le Groupe Safcer est une société familiale. Nous sommes quatre frères. Je suis le directeur général du groupe. Nous avons l'adjoint mon frère qui en est le directeur technique, un autre directeur de l'unité dalles de sol de Sétif et le quatrième directeur de la briqueterie de Constantine qui fait partie aussi du groupe. Notre société a démarré il y a un demi-siècle dans le bâtiment. C'est notre père qui a fondé la première entreprise en 1961 et en 1985, il a regroupé tous ses enfants. Personnellement j'étais dans une autre branche et mes frères étudiants. On a regroupé la famille et on a réfléchi pour investir dans la première unité de revêtement mural, c'est-à-dire la faïence. Début 1990, on est entré en exploitation pour la première unité de céramique privée en Algérie où il y avait quatre autres unités. C'était un produit porteur à l'époque. En 1992, nous avons lancé la seconde unité de revêtement de sol qui est Safcer 2 et en 1996, elle est entrée en exploitation. À l'époque, il n'y avait que le carrelage et pas une culture de revêtement de sol à base d'argile rouge. En 1996, on voulait lancer une troisième unité de compacto, c'est-à-dire de porcelaine, malheureusement on l'a reporté pour une petite crise dans le bâtiment. Elle a été transformée en briqueterie en 1999 et nous sommes partis sur Constantine, parce qu'il y a un gisement d'argile de meilleur qualité, celui de Didouche-Mourad. En 2001, nous avons eu un terrain de 10 hectares, et la première pierre a été déposée par Son Excellence le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. À l'époque, c'était la première briqueterie jamais réalisée en Afrique avec 200.000 tonnes/an. On est entré en production en 2005 avec aussi la première opération effectuée en présence du chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika. En 2005, on est revenu sur la porcelaine pour entrer en exploitation en 2013 avec une troisième nouvelle unité de ce produit. Cela a été difficile avec notamment le transfert technologique de pointe. Nous étions les seuls à investir dans ce créneau. C'est un produit fiable qui pourrait être installé partout, concurrencer aussi les pays voisins de la Méditerranée tels que l'Espagne, l'Italie, voire même la Chine, etc.

Y a-t-il d'autres investissements en vue et quelle sont vos perspectives d'avenir ?

En 2014, on a démarré les études pour une nouvelle briqueterie pour pouvoir satisfaire la forte demande, notamment provenant des wilayas de l'Est. Je reviens un peu en arrière pour dire que les meilleures argiles, briques et tuiles se trouvent dans la région de Bézou, du côté de Didouche-Mourad là où nous sommes installés. Nous sommes en cours de montage pour une nouvelle unité de 400.000 tonnes/an à Constantine, c'est-à-dire le double de l'actuelle. Elle entrera en exploitation au cours du premier semestre 2016. Nous avons aussi d'autres projets en cours qui vont être signés au cours du second semestre de cette année. Nous avons plusieurs projets dans d'autres produits qui accompagnent la céramique.

Vous faites face aussi à une certaine concurrence étrangère, qu'en est-il au juste ?

Dans les pâtes rouges comme la faïence et dalle de sol, non. Pour ce qui est de la porcelaine, compacto, nous avons une rude concurrence, mais je peux vous dire que nous avons notre part de marché, parce que Safcer aujourd'hui a la qualité.

Est-ce que vous exportez vos produits à l'étranger et est-ce que vous avez des facilités pour le faire ?

Nous avons fait quelques exportations en Europe. Quelques pays s'adressent directement vers les grands producteurs comme l'Espagne et l'Italie, pour la simple raison que le circuit dans l'Union



européenne est très fluide. Ils exportent le matin, l'après-midi leur marchandise est à bon port pour n'importe quel autre pays. Pour ce qui est de l'Algérie, il y a une lourdeur administrative dans l'ensemble de l'environnement, la douane, le port, le transport maritime et aérien etc. Il y a pas mal de difficultés et de contraintes qui ne sont pas encore levées, ne vous prédisposent pas et ne vous encouragent pas à l'exportation. Nous sommes en train de pousser pour pouvoir les lever petit à petit. C'est une culture qui va disparaître au fur et à mesure qu'il y aura plus d'exportateurs algériens vers l'étranger et aussi le jour où les pouvoirs publics s'intéresseront plus à ce secteur de l'export. C'est à ce moment qu'il y avenir un encouragement pour cela, car nous avons des produits de qualité qui n'ont rien à envier à ceux des pays développés.

Dans le contexte actuel, nos responsables tournent plus vers l'investissement et l'encouragent, qu'en est-il au juste ?

Oui, c'est facile de dire encourager l'investissement. Mais encourager sur quelle base? Y a-t-il d'abord une stratégie d'investissement? Il y a des créneaux qui sont saturés, il faut les arrêter, je prends l'exemple de la poudre de lait, y a-t-il un investisseur en Algérie qui a réfléchi pour produire la poudre de lait? Non. Notre quote-part d'importation est très élevée. A-t-on pensé à investir dans les dérivées du pétrole dont notre pays est très riche, il n'y a personne. Investir dans quoi, dans la transformation du plastique où la matière est importée à 100 %. Avons-nous une politique de recyclage de tel ou tel produit pour essayer d'exporter vers l'étranger. Au niveau de nos universités, sommes-nous en train de faire de la recherche dans tel ou tel produit pour éviter de l'importation. Il n'y a pas de coordination. Il y a toujours de mauvais investisseurs qui ont eu des terrains pour les revendre par la suite. Il y a des terrains qui sont en vente alors que c'est le foncier de l'Etat. On a délaissé les vrais industriels et vrais investisseurs. Je l'ai dit maintes fois en tant que président de la Chambre de commerce et délégué du FCE que les faux investisseurs ont toujours existé et existent toujours, hélas, c'est la triste réalité. Il y a toujours eu de la spéculation dans le foncier et cela ne s'arrêtera pas aujourd'hui, ni demain. Je maintiens ce que je dis. Lorsqu'on voit des gens qui n'ont rien à voir avec l'industrie et le commerce trépignant dans leur poche un arrêté de terrain en train de le proposer à la vente, cela vous laisse pantois. On se pose la question comment a-t-il pu l'avoir? On est très loin de la réalité sur le terrain.

Malgré tous ces aléas, globalement les perspectives d'avenir sont-elles prometteuses pour votre Groupe ?

Safcer est connu pour son investissement. Nous ne sommes pas là pour spéculer sur le foncier, bien que nous ayons beaucoup de terrains avec acte.

Notre objectif restera toujours le même avec la création d'emplois et des richesses. Nous nous sommes engagés dans l'industrie et nous resterons toujours dans l'industrie. Nous nous sommes engagés dans les matériaux de construction et on y restera toujours. Nous allons essayer de diversifier toujours dans le bâtiment, mais on ne changera pas de créneau. Nous sommes des professionnels dans notre domaine. Notre père était entrepreneur des bâtiments et l'un des plus grands de l'Est algérien, un vrai bâtisseur, nous avons suivi sa trace.

Quels sont les problèmes rencontrés par votre Groupe ?

Quand on est trop petit on est trop près des problèmes. Mais lorsqu'on grandit dans une société qui a 700 employés, voire 700 familles dans son groupe avec des objectifs et des perspectives à atteindre pour 1.500 familles, on n'a plus besoin de connaître quelles sont les problèmes minimes de l'entreprise parce que nous sommes organisés et chacun doit s'occuper de son service pour régler les problèmes. Les vrais problèmes aujourd'hui, c'est en haut lieu et prennent un exemple comme l'exportation. Si on veut ouvrir ce créneau, nous avons une lourdeur et savons où elle se situe. Premièrement si on doit régler un problème en Afrique, partir le matin et revenir le lendemain, c'est impossible. Si on veut le faire, on doit rester une semaine pour y revenir. Nous n'avons pas de lignes quotidiennes directes. Deux, nous n'avons pas de ligne maritime directe. On ne peut entrer dans un créneau d'export si on n'est pas bien armé. Si on doit l'être, on doit l'être dans tout cela, l'aérien, le maritime dans la promptitude des réponses et des expéditions rapides aux clients. Il ya aussi le système bancaire qui fait défaut. En Algérie nous sommes de vrais industriels, mais nous sommes pauvres à l'étranger. Nous n'avons même pas le droit de discuter sur la marge que les étrangers peuvent nous imposer. Nous ne sommes pas de vrais professionnels à l'export. Actuellement, nous ne sommes pas sécurisés sur l'export. Il y a la garantie pour payer les étrangers pour les importations, mais l'inverse n'existe toujours pas. C'est n'est pas normal. Dans les pays qui se respectent, il y a même des cartes de crédit pour les dépenses à l'étranger, chez nous ça n'existe pas, pourquoi?

Et du côté du personnel, y a-t-il des problèmes ?

Dans le secteur de l'emploi, on dit qu'il y a du chômage. Nous avons ramené dernièrement de l'Anem une liste de plus de 200 universités pour des postes de travail. Nous avons fait appel à tous ces jeunes, uniquement moins de 5 % nous ont répondu. S'ils ne répondent pas cela veut dire qu'ils ont un poste de travail quelque part.

Faites-vous de la formation pour vos travailleurs ?

Chez Safcer nous avons une stratégie. Depuis la création du groupe dans la première unité, nous avons su et senti que la formation doit se faire en continu et depuis 1991, la Safcer n'arrête pas de former, notamment avec les nouvelles procédures et technologies. Si on ne forme pas nos techniciens localement ou à l'étranger on ne peut pas innover. Dans le domaine technique, nous avons tout notre personnel qui est formé au minimum deux fois par an à l'étranger.

Cette réponse m'amène à vous poser une autre question. C'est de savoir si vous suivez et contrôlez votre produit, qualité s'entend, dans un laboratoire ?

Nous avons le laboratoire le plus sophistiqué dans le domaine de la céramique en Algérie et au Maghreb. Toute notre matière première est contrôlée avant son déchargeement des camions ou avant son utilisation parce que nous avons un laboratoire et un personnel hautement qualifié qui a été formé à l'étranger pour ce genre d'opérations. Concernant la qualité, nous sommes à l'écoute du client à la minute. Nous avons la conformité et nous sommes les seuls et pour cela, je tiens à remercier le ministère de l'Habitat et le laboratoire national dans les matériaux de construction pour l'apport et le contrôle des produits Safcer qui est toujours minutieusement suivi. Je remercie aussi le ministère de l'Habitat qui est en train d'aider le produit national et à sa tête M. Teboune, le ministre de l'Habitat qui pousse toutes les entreprises étrangères à installer le produit algérien d'une manière générale.

Vous êtes aussi le président de la Chambre de commerce et d'industrie. Quelles sont vos réelles activités ? Joue-t-elle véritablement son rôle ?

En toute sincérité on n'est pas en train de faire notre travail comme il se doit au niveau de la Chambre de commerce comme au cours des années 1990. De nos jours, toutes les chambres de commerce du pays sont marginalisées par les textes qui sont arrivés après, par le règlement intérieur et le statut de ces institutions. Comme je l'ai dit à nos deux ministres du commerce l'actuel Bakhti Belaïd et son prédécesseur, nos chambres de commerce n'ont plus le statut de celles d'autan. Notre programme d'action n'est pas accompli à 100 %. Nous sommes en face de fonctionnaires qui ne font pas leur travail et qui ne sont même pas du métier du commerce. Troisième chose, ces chambres sont tenues par des responsables étrangers à la région ne connaissant même pas où se trouve la zone industrielle, les opérateurs économiques. Il leur faut beaucoup de temps pour connaître ces derniers. À Sétif, nous avons 77.000 inscrits au registre du commerce et nous avons 250 au maximum d'adhérents. Cela veut dire que ce n'est pas le problème des élus qui sont tenus par le plan d'action, l'information, le développement, la création d'emploi et de richesse etc. C'est être toujours au diapason de l'investissement. C'est aussi un lieu d'accompagnement, de suivi et de stratégie dans l'investissement. Son rôle, c'est aussi le foncier, être du côté de l'industriel et du commerçant. On doit aussi aider le petit commerçant pour devenir créateur d'emplois et de richesses dans notre pays.

Vous êtes aussi le délégué du FCE, son représentant au niveau de la wilaya de Sétif. Quel est son rôle et son objectif ?

Pour le FCE, je dirai c'est une autre gestion, c'est une autre orientation, c'est une autre culture aussi d'investissement, de commerce, de stratégie, d'objectivité, c'est un niveau très élevé. On a affaire à des gens comme nous opérateurs économiques qui veulent du bien à leur pays. Je voudrais dire une chose à travers cet entretien qui vous m'accordez, c'est que je tiens à remercier le président du FCE, Ali Haddad, qui a honoré ses engagements avec tout son staff le jour où il était en campagne électorale dans toutes les régions du pays. Ce président s'est engagé à visiter toutes les régions du pays et il l'a fait compris l'extrême Sud. Je tiens à le remercier et lui rendre hommage pour tout ce qu'il est en train de faire. On doit l'aider pour que l'on devienne une association patronale forte avec des milliers d'adhérents et de propositions pour le bien de notre économie nationale et l'intérêt du pays.

COLLOQUE À SBA

La nouvelle Constitution amendée consacre les droits de l'homme et les libertés individuelles

Les participants au Colloque international sur «Les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans un monde en mutation», ouvert, mardi, à Sidi Bel Abbès, se sont félicités des dispositions de la Constitution amendée qui consacrent les droits de l'homme et les libertés individuelles en Algérie.

«Durant sa guerre de Libération nationale, l'Algérie a donné l'exemple en ce qui concerne la défense des droits de l'homme et ses devoirs ainsi que la défense des libertés individuelles. Aujourd'hui encore, ces principes sont consacrés dans la nouvelle constitution récemment amendée», ont estimé plusieurs intervenants.

D'autre part, des participants ont souligné la conception de l'islam des droits de l'homme, insistant sur la nécessité de respecter les préceptes de la religion musulmane en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles.

De son côté, le président du colloque, le bâtonnier Athmani Mohamed, a souligné que l'objectif de cette rencontre porte sur la



coopération et le dialogue entre les syndicats d'avocats à travers le monde, la formation continue des membres de la corporation et la promotion de la culture des droits de l'homme éducative et culturelle. Des hommes de loi, des universitaires, des chercheurs

de diverses régions du pays et de l'étranger (Tunisie, Libye, Arabie Saoudite et la France) ont pris part à cette rencontre de deux jours, organisée par le barreau de Sidi Bel-Abbès en collaboration avec l'association Unité Chrétienne Aix en Provence-Marseille (France)

70% des opérateurs privés de l'ouest du pays ne respectent pas la réglementation en matière de travail

L'inspecteur régional du travail de la région d'Oran a indiqué, mardi, que 70% des opérateurs du secteur privé de la région ouest du pays ne respectent pas la réglementation en matière de travail. Dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre sur la rencontre sur la législation du travail, organisée au siège de l'inspection d'Oran, Mohamed Ben-dib, a souligné que 70% des opérateurs du secteur ne respectent pas la réglementation du travail en vigueur.

Le secteur privé a représenté 80% des opérations de contrôles effectués par l'inspection l'année dernière, soit quelque 38.000 visites sur site. «Le non respect de la législation est constaté au niveau des PME, avec l'absence de l'employeur et l'inexistence d'une administration, interlocutrice de l'inspection», a précisé le responsable.

D'autre part, il a annoncé le lancement, à partir du 27 du mois en cours, à l'échelle nationale, d'une campagne de lutte contre le travail des enfants et ce, sur instructions du ministère de tutelle.

Cette rencontre à laquelle ont pris des artisans du secteur du bâtiment, membres de la chambre des métiers d'Oran, s'inscrit dans le cadre des actions visant à généraliser l'application de la réglementation du travail au profit des partenaires sociaux et à rapprocher l'administration de l'inspection du travail du citoyen.

Plus de 3.800 infractions à l'environnement recensées dans la wilaya d'Alger

Quelque 3.845 infractions dans les domaines de l'environnement, l'urbanisme, l'hygiène, la santé publique et les espaces verts ont été enregistrées durant le premier trimestre de l'année 2016, a-t-on appris mardi auprès des services de streté de la wilaya d'Alger.

Sur 3845 infractions enregistrées, 2575 infractions concernent l'environnement, 982 liées au manquement des règles de l'urbanisme,

260 au manquement des règles d'hygiène et de santé publique et 28 autres infractions liées aux atteintes aux espaces verts», a précisé la même source.

Dans le souci de consacrer la culture de la protection de l'environnement chez les citoyens, les services de sûreté de la wilaya d'Alger organisent des portes ouvertes et campagnes de sensibilisation en vue de faire connaître les missions de la police de l'urbanisme et

de la protection de l'environnement, indique-t-on de même source.

Ces mêmes services ont mis l'accent sur l'application rigoureuse des lois et réglementations en vigueur dans les domaines de l'urbanisme et de la protection de l'environnement en coordination avec les partenaires concernés à travers la mobilisation efficace et permanente d'équipes spécialisées sur le terrain».

TIZI-OUZO

Une conduite d'AEP, alimentant quatre communes, endommagée par une crue de l'oued Sébaou



Une conduite d'adduction d'eau potable (AEP) alimentant quatre communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, a été endommagée dans la nuit de mardi, par une crue de l'oued Sébaou, a-t-on appris hier auprès de la direction de l'unité de Tizi-Ouzou de l'Algérienne des eaux (ADE).

Selon un communiqué diffusé par cette direction, une crue de l'oued Sébaou survenue après les fortes pluies enregistrées mardi dans la wilaya, a causé vers minuit, une rupture de la conduite principale de refoulement de la chaîne côtière, qui fournit l'eau aux communes de Makouda, Mzirana, Sidi Naamane et une partie de Tizgirt, causant ainsi l'interruption de l'alimentation en eau potable de ces localités.

En attendant la baisse du niveau d'eau de l'oued, pour pouvoir procéder à la réparation de la conduite endommagée, l'ADE a mis en place des camions citernes au profit des habitants des communes touchées par cette interruption de l'alimentation en eau potable, a-t-on ajouté.

En attendant la baisse du niveau d'eau de l'oued, pour pouvoir procéder à la réparation de la conduite endommagée, l'ADE a mis en place des camions citernes au profit des habitants des communes touchées par cette interruption de l'alimentation en eau potable, a-t-on ajouté.

PROTECTION CIVILE

2384 interventions en 24h

Du 22 au 23 mars 2016 à 8 heures, les unités de la Protection civile ont enregistré 2384 interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaires, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité etc.

Plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés durant cette période dont 9 ayant causé 05 personnes décédées sur les lieux d'accidents et des blessures à 43 autres personnes, traitées sur place puis évacuées vers les structures hospitalières par les éléments de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya M'Sila, avec 02 personnes décédées et 08 autres blessées suite à deux accidents de la route, le premier accident survenu sur la RN70, commune d'Aïn El Melh, le deuxième accident survenu sur la même RN, commune de Ben Srour.

Concernant les chutes de

pluie qui se sont abattues durant les dernières 24 heures, plusieurs opérations d'épuisement d'eau ont été effectuées par nos secours, à travers les wilayas : d'Oran dans les localités d'Oran, Hassi Bounif, Bir El Djir, la wilaya de Chlef à travers les communes de Chlef et Boukadir, la wilaya de Blida pour les communes Béni Mared, Bougara, Bouarfa, la wilaya de Mascara, à travers les communes de Mascara et Sig.

Par ailleurs les secours de la wilaya d'Alger ont procédé au sauvetage de 03 ouvriers, à bord d'un engin de travaux publics cernés par les eaux de oued El Harrach, a signalé aussi l'intervention de nos secours de la wilaya de Blida, suite à un risque d'effondrement de 08 baraquas illégitimes suite à un glissement de terrain, située à proximité d'un oued au lieudit Sidi Yakoub, dans la commune de Bouarfa.

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 5 morts et 43 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 43 autres ont été blessées dans neuf accidents de la circulation enregistrés au cours des dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila, avec deux morts et huit blessés dans deux accidents

survenus sur la RN70, le premier au niveau de la commune de Aïn El Melh, et le second au niveau de la commune de Ben Srour, relève la même source.

AÏN DEFLA : 2 morts et 13 blessées dans sept accidents de la route

Deux personnes sont décédées et treize (13) autres ont été blessées mardi à Aïn Defla dans sept accidents de la circulation survenus sur l'autoroute Est-Ouest et la RN 4, a-t-on appris de la Protection civile.

L'accident le plus meurtrier s'est produit au lieudit Ouled El Mahdi relevant de la commune de Hoceïnia, sur la voie de l'autoroute menant vers Alger, lorsqu'un véhicule touristique a dérapé avant de percuter de plein fouet la glissière de sécurité, causant le décès de deux personnes et des blessures graves à une autre, a indiqué la même source.

Trois autres accidents impliquant des véhicules touristiques se sont produits au même endroit (Ouled El Mahdi), a signalé la même source, qui relève que ces accidents ont causé des blessures à cinq personnes.

Le dérapage d'un véhicule utilitaire a causé la blessure d'une personne au lieu-dit Aïn El Hadj relevant de la commune de Djellida, a-t-on également fait savoir.

La région de Ouled Abdeslam relevant de la commune de Boumedfaâ a, de son côté, été le

théâtre d'un accident de la route survenu suite à un heurt entre un camion semi-remorque et un véhicule touristique, causant des blessures à trois personnes, a-t-on fait savoir de la même source. Le dernier accident s'est produit sur la RN 4, à l'entrée ouest de la commune de Boumedfaâ, lorsque deux véhicules touristiques sont entrés en collision, causant des blessures à deux personnes, a-t-on encore signalé.

Aussitôt alertées, les unités de la Protection civile de Khémis Miliana, Djendel et Boumedfaâ, appuyées par le centre de secours routier de cette dernière localité, sont intervenues en vue de transférer les victimes vers l'hôpital de Khémis Miliana, mobilisant à cet effet 5 ambulances, 3 camions et plus de 35 éléments, a-t-on noté.

La chaussée rendue extrêmement glissante suite aux pluies torrentielles de la matinée serait à l'origine de ces accidents, a-t-on estimé, faisant état de l'ouverture, par les services compétents, d'une enquête en vue de déterminer les circonstances exactes de ces accidents.

APS

CHINE

1 mort dans un glissement de terrain dans l'est

Au moins une personne a trouvé la mort et une autre a été prise au piège, hier, suite à un glissement de terrain sur une autoroute dans la province chinoise du Jiangxi (est), ont annoncé les autorités locales. Le glissement de terrain survenu à l'entrée d'un tunnel a été déclenché par de fortes pluies vers 10h00, sur l'autoroute Daqing-Guangzhou, dans le district de Longnan.

Un camion a été enseveli par

de la boue et des rochers, faisant un mort et un autre pris au piège, selon le département provincial du transport. De fortes pluies ont frappé une dizaine de districts du Jiangxi mardi à 16h00. Plus de 2.000 personnes ont été évacuées.

Le Centre météorologique national (CMN) chinois a maintenu mardi son alerte bleue aux orages dans le sud de la Chine.

7 morts dans un accident de la route dans le sud-ouest de la Chine

Sept personnes ont trouvé la mort et six autres ont été blessées dans un carambolage survenu mercredi matin sur une autoroute dans la province chinoise du Sichuan (sud-ouest), ont indiqué les autorités locales. Sept véhicules sont entrés

en collision vers 2h00 du matin sur la section Chengdu-Guangyuan de l'autoroute reliant Beijing et Kunming, capitale de la province du Yunnan (sud), a annoncé la police locale de la circulation.

Une personne a été sérieusement

blessée et cinq autres ont subi des blessures légères. Elles sont traitées dans un hôpital de la ville de Guangyuan. La circulation sur l'autoroute a repris, selon la même source, soulignant qu'une enquête sur l'accident est en cours.

Expansion de l'extorsion par piratage informatique dans le monde

L'extorsion par piratage informatique dans le monde a bondi de 26% au dernier trimestre 2015 par rapport au précédent, selon un rapport d'Intel Security publié mardi. Les pirates informatiques prennent le contrôle des PC, tablettes et smartphones grâce à des logiciels, «ransomware» ou «rançongiciels», puis réclament de l'argent, une rançon, à l'utilisateur de l'appareil en échange du code de déblocage des données, explique le rapport, qui a comptabilisé quelque six millions de tentatives d'installation de ces logiciels malveillants.

Ces attaques peuvent être très lucratives. D'après les auteurs du rapport, une seule campagne a rapporté 325 millions de dollars. «En de nombreux points, c'est un modèle entrepreneurial plus lucratif que les formes traditionnelles de cyber-crime», estime Steve Grobman, responsable technique chez Intel Secu-

rity, soulignant que ces attaques visent désormais d'autres cibles que de simples usagers, comme des hôpitaux, des écoles ou des postes de police.

Les rançongiciels existent depuis plusieurs années mais les techniques se sont affinées, les rendant plus exploitables. Le rapport a identifié plusieurs facteurs ayant favorisé l'essor de cette pratique: facilité d'accès au logiciel malveillant disponible gratuitement (en «open source»), réseaux criminels offrant cette prestation, difficultés de remonter jusqu'aux auteurs qui se dissimulent sur la toile.

Traquer les auteurs est aussi beaucoup plus compliqué en cas de paiement en bitcoins, monnaie virtuelle qui ne nécessite pas de passer par le système bancaire. Il ya «peu de risque d'arrestation, donc (ces campagnes) sont devenues assez populaires», a relevé Intel.

CRISE MIGRATOIRE EN EUROPE
Le HCR**interrompt certaines de ses activités en Grèce suite à l'accord UE-Turquie**

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a annoncé la suspension d'un certain nombre de ses activités dans les îles grecques suite à la mise en œuvre de l'accord conclu la semaine dernière entre l'Union européenne (UE) et la Turquie pour mettre fin à l'afflux de migrants et de réfugiés en Europe.

«Dimanche dernier, les dispositions convenues entre l'UE et la Turquie pour endiguer l'arrivée massive des réfugiés et des migrants en Grèce et vers le reste de l'Europe sont entrées en vigueur», a rappelé la porte-parole du HCR, Melissa Fleming, lors d'une conférence de presse tenue mardi à Genève. Dès samedi 19 mars, a-t-elle également observé, les autorités grecques ont accéléré le transfert vers le continent d'environ 8.000 réfugiés et migrants qui étaient arrivés dans ses îles avant le 20 mars, afin de les séparer des personnes arrivées après cette date, qui se verront quant à elles appliquer les dispositions du nouvel accord.

«Selon la presse, en vertu du pacte conclu vendredi 18 mars entre l'UE et la Turquie, tous les nouveaux migrants arrivés illégalement de Turquie en Grèce à partir de dimanche 20 mars seront susceptibles d'être renvoyés en Turquie. Ils auront toutefois la possibilité d'effectuer une demande d'asile en Grèce.» Le HCR a jusqu'à présent soutenu les autorités dans les points dits «chauds» sur les îles grecques, où les réfugiés et les migrants ont été reçus, aidés, et enregistrés», a rappelé la porte-parole du HCR, ajoutant cependant que l'accord du 18 mars a transformé ces sites en lieux de détention. «En conséquence, et conformément à notre position contre la détention obligatoire, nous avons suspendu certaines de nos activités dans tous les centres fermés sur les îles», a-t-elle indiqué, y compris le transport des réfugiés et migrants en direction de ces sites. Toutefois, Mme Fleming a déclaré que le HCR maintiendrait une présence sur place afin de s'assurer que les droits des réfugiés sont respectés et leur fournir des informations sur les droits et les procédures de demande d'asile.

«Le HCR craint que l'accord entre l'UE et la Turquie ait été mis en œuvre avant que les garanties requises ne soient en place en Grèce,» a par ailleurs déclaré la porte-parole, ajoutant qu'à l'heure actuelle, la Grèce n'a pas une capacité suffisante dans ces îles pour évaluer les demandes d'asile et pour accueillir les personnes décentrément et en toute sécurité, en attendant l'examen de leurs cas.

«Le HCR n'est pas partie à l'accord entre l'UE et la Turquie, et nous ne serons pas impliqués dans les renvois ou dans les détenions», a clarifié Mme Fleming. «Nous allons continuer à aider les autorités grecques à développer une capacité d'accueil suffisante», a-t-elle précisé.

USA

Fin de l'évacuation de l'aéroport de Denver après une fausse alerte

Le terminal de l'aéroport de Denver (Colorado), dans l'ouest des Etats-Unis, a été entièrement rouvert aux passagers mardi après avoir été en partie évacué à cause d'un paquet suspect, ont annoncé ses responsables sur Twitter.

La police de Denver a inspecté l'objet suspect. Aucune menace trouvée. Le terminal ouest rouvrira au public dans quelques minutes», a indiqué l'aéroport international de Denver sur son compte Twitter officiel (@DENIAirport). Ses responsables ont ensuite confirmé la réouverture aux passagers quelques minutes plus tard sur le réseau social.

L'alerte avait été donnée vers 15h00 (21h00 GMT), après la découverte d'au moins un paquet suspect près d'un guichet de la compagnie American Airlines, a

indiqué à l'AFP un porte-parole de l'aéroport. Une partie de l'aéroport avait alors été évacuée pendant que des équipes de démineurs inspectaient l'objet suspect, a précisé l'aéroport. Dix portes d'enregistrement et des guichets de vente de billets ont été touchés par la fermeture.

L'aéroport de Denver est le cinquième plus gros en termes de trafic aux Etats-Unis, le 17e au monde. Il accueille plus de 53 millions de passagers par an, avec 1.500 vols par jour et constitue un hub important pour plusieurs compagnies aériennes.

La sécurité a été renforcée mardi dans les principaux aéroports américains, les gares et lieux de transports, après les attentats de Bruxelles, faisant plus d'une trentaine de morts et plus de 200 blessés dans la capitale de la Belgique.

Des œuvres d'art et des pièces archéologiques volées restituées à l'Italie

Des œuvres d'art et de pièces archéologiques volées, stockées par un antiquaire britannique en Suisse ont été restituées à l'Italie, a annoncé mardi son ministère de la Culture. D'une valeur de neuf millions d'euros, ces œuvres ont été découvertes lors d'une opération policière conjointe en 2014 dans un entrepôt du port franc de Genève loué par le Britannique Ro-

bin Symes, marchand d'art déjà condamné pour trafic d'antiquités.

Le ministre italien de la Culture, Dario Franceschini a précisé que des caisses contenant des dizaines de milliers de pièces archéologiques d'une qualité exceptionnelle ont été restituées à l'Italie en janvier.

«Ils ont été volés dans des sites de fouilles en Sicile, dans les Pouilles, en Campanie et en Cala-

bre dans les années 70 et 80», a précisé le procureur italien Giancarlo Capaldo, expliquant que ce lot avait été caché depuis plusieurs décennies.

Les statues, les pavements et les sarcophages, a-t-il encore ajouté, sont destinés à les vendre sur la base de documents falsifiés, à des acquéreurs au Japon, en Allemagne et dans d'autres régions du monde.

AMÉRIQUE LATINE

7 millions de nouveaux pauvres recensés en 2015

La pauvreté a progressé en Amérique latine et les Caraïbes pour atteindre un bond de sept millions en 2015, a indiqué mardi la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal).

Selon les estimations de la Cepal, environ 29,2% des habitants de la région (175 millions de personnes), vivent dans la pauvreté, soit sept millions de plus qu'en 2014 où la pauvreté affectait 28% de la population. Le taux d'indigence, ou d'extrême pauvreté, est quant à lui passé à 12,4%, ce qui représente 75 millions de personnes, chiffre le rapport «Panorama social de l'Amérique latine en 2015» présenté au siège de la Cepal à Santiago, au Chili. Les pays d'Amérique latine ont vu leur PIB reculer de 0,4% en

moyenne en 2015, souffrant de la chute des cours des matières premières, leur principal produit d'exploitation, sous l'impact d'une moindre demande de la Chine, et de la crise économique au Brésil.

Pour réduire les niveaux de pauvreté, «l'Amérique latine doit générer davantage d'emplois de qualité, avec des droits et une protection sociale, mettre en place le salaire minimum et protéger les dépenses sociales, qui démontrent une diminution de son rythme de croissance», a exhorté Alicia Barcena, secrétaire exécutive de la Cepal. Jusqu'en 2012, après une décennie de croissance économique, la région était parvenue à réduire de 15,7 points de pourcentage ses niveaux de pauvreté.

Le mouvement associatif demande à être impliqué dans l'élaboration des programmes nationaux de prévention

Les associations activant dans le secteur de la santé ont appelé mardi à Alger à les impliquer dans la conception des programmes nationaux de prévention élaborés par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Elles ont insisté, au terme d'une rencontre avec le ministère, sur leur implication en tant qu'"acteur efficient" dans les programmes de prévention sanitaire dans le cadre de la promotion et l'amélioration de la prise en charge de la santé du citoyen.

S'agissant de l'éducation sanitaire, l'accent a été mis sur l'importance d'aider les associations à apporter leur contribution dans ce sens. Pour ce qui est du rôle du mouvement associatif dans la promotion de la santé, les recommandations issues de cette rencontre ont souligné la nécessaire intégration des associations activant dans des secteurs en relation avec la santé à l'image de la jeunesse et des sports, la communication et l'éducation dans l'objectif d'"unifier les efforts et échanger les expériences". Les associations ont appelé, dans ce sens, à la création d'un bureau spécial au niveau du ministère de la Santé pour les "orienter et assurer leur participation dans la prise des décisions relatives à la santé du citoyen".

Elles ont, en outre, mis l'accent sur l'impératif de codifier la communication entre les pouvoirs publics et le mouvement associatif et définir son



champ d'intervention sur le terrain soulignant la nécessaire redynamisation des commissions de concertation et la contribution à la promotion du système de santé.

Par ailleurs, le ministre de la Santé, de la Population et de la réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf s'est engagé à prendre en charge les préoccupations du mouvement associatif acti-

vant dans le secteur dans le cadre du "respect de la loi" affichant sa "disponibilité" à engager le dialogue avec ces associations. La nouvelle loi sur la santé accorde un "intérêt accru au mouvement associatif activant dans le secteur", a fait savoir le ministre selon lequel une directive a été donnée aux directeurs de la santé des wilayas en vue de faciliter la mission des associations.

40 greffes de rein programmées pour 2016 au CHU d' Annaba

Quarante (40) greffes de rein sont programmées pour l'année 2016 au Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Annaba, a indiqué mardi le directeur de cette structure de santé, le Pr. Abdelaziz Lenkar. Depuis le début de l'année en cours, pas moins de dix (10) greffes rénales ont été réalisées dans cet établissement sanitaire, a précisé le même responsable, soulignant que ces transplantations ont été effectuées par une équipe médicale du CHU d'Annaba assistée par le staff du Pr.



Hocine Chaouch, chef de service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire au CHU Mustapha-Bacha

d'Alger.

L'opération constitue "un acquis majeur" dans le domaine de la greffe d'organes

au CHU d'Annaba a souligné le praticien, soutenant que ces interventions chirurgicales "pointues" contribuent à l'amélioration de la prise en charge des patients souffrant d'insuffisance rénale. Les dons d'organes pour ces opérations proviennent essentiellement des milieux familiaux des patients, a précisé Pr. Lenkar qui a fait état de la programmation de 60 greffes de cornée pour l'année en cours dont dix-sept (17) d'entre elles ont été déjà réalisées.

LUTTE CONTRE LE VIRUS EBOLA

Au moins 5 morts dans la réurgence d'Ebola en Guinée

Cinq cas de décès dus à Ebola ont été enregistrés en Guinée depuis la réapparition du virus dans le pays, a déclaré mardi un porte-parole de la Coordination nationale de lutte contre Ebola à la suite de deux décès ces derniers jours. "Depuis la réurgence de la maladie, nous avons enregistré cinq cas de décès, dont trois probables et deux cas confirmés", a affirmé le responsable de la communication de la Coordination, Fodé Tass Sylla, précisant que 961 personnes ayant pu être en contact avec ces cas avaient été identifiées. La dernière épidémie en date de fièvre Ebola a débuté en Guinée, où elle a fait environ 2.500 morts jusqu'en décembre dernier, date à laquelle l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) l'a déclarée terminée dans ce pays.

Le Liberia ferme ses frontières avec la Guinée

Le Liberia a fermé ses frontières avec la Guinée en raison de la réurgence d'Ebola dans le sud ce pays, à proximité du territoire libérien, a annoncé mardi le ministre de l'Information Eugene Nagbe.

"Nous avons fermé nos frontières avec la Guinée par mesure de précaution en raison du nouvel épisode d'Ebola en Guinée", a déclaré le ministre, dont le pays a été déclaré exempt de transmission d'Ebola le 14 janvier.

Cinq morts d'Ebola ont été recensés en Guinée depuis la réapparition du virus dans le pays, selon un porte-parole de la Coordination nationale de lutte contre Ebola à la suite de deux décès ces derniers jours. "Depuis la réurgence de la maladie, nous avons enregistré cinq cas de décès, dont trois probables (inhumés avant d'être testés au virus, NDLR) et deux cas confirmés", a affirmé le responsable de la communication de la Coordination, Fodé Tass Sylla, précisant que 961 personnes ayant pu être en contact avec ces cas avaient été identifiées.

Deux personnes d'une même famille ont été testées positives au virus

à Koropara (sud), près de la frontière avec le Liberia, après le décès de deux de leurs proches, les premiers cas signalés dans ce pays depuis que la fin de l'épidémie y a été proclamée le 29 décembre, avaient annoncé les autorités le 17 mars.

Le 17 mars au matin, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) avait pourtant annoncé l'arrêt présumé de "toutes les chaînes de transmission initiales" de l'épidémie en Afrique de l'Ouest après la fin du dernier épisode de la maladie en Sierra Leone voisine.

Mais le lendemain, l'OMS a affirmé avoir été alertée sur une possible réurgence d'Ebola en Guinée depuis le 16 mars, à la suite de décès inexpliqués dans une famille présentant des symptômes du virus.

Partie en décembre 2013 de Guinée forestière, cette épidémie, la pire depuis l'identification du virus en Afrique centrale en 1976, s'est propagée au Liberia et à la Sierra Leone limitrophes, ces trois pays concentrant plus de 99% des victimes, faisant officiellement plus de 11.300 morts pour quelque 28.000 cas recensés.

CHINE

Les vaccins périmés ont peu de risques d'effets toxiques (OMS)

Les vaccins stockés de manière inappropriée ou bien périmés présentent un risque très léger de causer des réactions toxiques, a rassuré mardi, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Selon l'OMS, les vaccins utilisés en Chine s'avèrent sûrs et efficaces, ayant aidé à éliminer la polio et le tétanos néonatal ainsi qu'à réduire les maladies évitables à un niveau très bas en Chine. L'OMS a pris note des informations sur l'affaire des vaccins et attend les résultats des enquêtes menées par les autorités chinoises de santé. L'OMS a également exprimé sa volonté d'offrir de l'aide.

Les vaccins doivent être stockés et gérés de manière adéquate sinon ils pourraient perdre de leur effet et deviendraient moins efficaces, selon la même source.

Cependant, les vaccins mal stockés ou périmés provoquent rarement, voire presque jamais, des réactions toxiques et qu'il y avait peut-être un risque minimal pour la sécurité dans ce cas précis.

L'OMS encourage les parents à continuer de protéger la santé de leurs enfants par la vaccination.

SELON UNE ÉTUDE Méditation et thérapie cognitive soulagent les douleurs dorsales

La méditation et la thérapie cognitivo-comportementale paraissent soulager les douleurs dorsales chroniques, principale cause de handicap aux Etats-Unis, selon une étude clinique publiée mardi dans le *Journal of the American Medical Association* (JAMA).

L'essai clinique, mené par une équipe de recherche menée par le Dr Daniel Cherkin du Group Health Research Institute à Seattle, a porté sur 342 adultes âgés de 20 à 70 ans souffrant de douleurs dans le bas du dos depuis plus de sept ans en moyenne.

Un tiers, choisi au hasard, a été traité par la méditation selon une méthode dite de "réduction du stress basée sur la pleine conscience" (Mindfulness-Based Stress Reduction) ainsi que par le yoga.

Un autre tiers a suivi une thérapie cognitivo-comportementale qui vise à remplacer les idées négatives et les comportements inadaptés par des pensées positives et des attitudes mieux en phase avec la réalité.

Enfin le dernier tiers a été traité avec des médicaments antidiouleurs. Ces thérapies ont été prodiguées à raison de deux heures hebdomadaires pendant huit semaines.

Après 26 semaines, 61% des personnes traitées par la méditation et 58% de celles ayant suivi des cours de thérapie psycho-corporelle rapportaient une amélioration cliniquement significative de leur état, contre seulement 44% pour celles soignées par les analgésiques (44%).

Les effets ont persisté avec peu de changement pendant une année complète dans les deux premiers groupes.

Dans un éditorial publié également dans le JAMA, les docteurs Madhav Goyal et Jennifer Haythornthwaite, de la faculté de médecine Johns Hopkins à Baltimore (Maryland), estiment que "les patients souffrant de douleurs chroniques ont besoin d'options pour les aider à vivre tous les jours avec moins de souffrance et de handicap".

Le problème est "d'assurer que ces thérapies psycho-corporelles et par la méditation, dont cette recherche montre l'efficacité, soient accessibles pour ces patients", estiment ces médecins. Ceux-ci pointent le fait que ces thérapies sont coûteuses et ne sont pas prises en charge le plus souvent par les assurances maladies.

QUELLES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES ?

Les pesticides sont largement répandus dans notre environnement et leurs effets sur notre santé questionnent. A l'occasion de la 11e Semaine des alternatives aux pesticides, Générations Futures organise des événements dans tout la France pour réfléchir aux impacts et aux solutions.

Peut-on se passer des pesticides ? La 11e Semaine des alternatives aux pesticides organisée du 20 au 30 mars 2016 par l'association Générations Futures donne l'occasion de s'interroger sur les risques liés aux épandages de produits phytosanitaires sur les cultures agricoles. Dans une brochure intitulée "Pesticides et santé, tous concernés", l'association rappelle que, les preuves qu'une utilisation des pesticides à long terme augmentent les risques de maladies neurodégénératives (telles que la maladie d'Alzheimer ou de Parkinson), de cancers, de malformations congénitales ou de troubles neurocomportementaux, émergent dans les conclusions de nombreuses études scientifiques. De même, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), "il y aurait chaque année dans le monde un million d'empoisonnements graves dus aux pesticides et environ 220 000 décès" rappelle Générations Futures.

Epanagements agricoles, jardinage et insecticides

Mais comment les pesticides s'invitent-ils dans nos quotidiens ? Les professionnels de l'agriculture sont bien évidemment les premiers touchés, tout comme les personnes habitant à proximité des champs. L'intoxication domestique passe également par

l'utilisation de ces produits pour le jardinage, par la consommation d'aliments et de boissons issus de l'agriculture traditionnelle et par l'utilisation domestique de pesticides particuliers, les insecticides (répulsifs à insectes, anti-moustiques, anti-poux, anti-puces...). "Les pesticides pénètrent dans notre organisme par voie cutanée, par ingestion ou encore par inhalation et peuvent avoir des effets directs immédiats (intoxication aigüe) et/ou pouvant se ressentir ou se manifester sur le long terme (effets chroniques)" développe Générations Futures.

Changer nos habitudes

Pour limiter notre exposition, il est possible d'adopter des habitudes et des gestes simples, selon l'association. Il s'agit par exemple de peler systématiquement les fruits et légumes issus de l'agriculture traditionnelle ou d'opter pour les produits de l'agriculture biologique, qui garantit un mode de culture sans produits phytosanitaires. Au quotidien, vous pouvez également troquer les insecticides contre des huiles essentielles (huile essentielle de géranium contre les moustiques, huiles essentielles de lavande contre les puces et les araignées...), ou encore adopter des techniques naturelles de jardinages.

Face aux inquiétudes croissantes de l'impact des pesticides sur notre santé, et à l'oc-



casion de cette Semaine des alternatives, l'association Générations Futures propose d'interpeller les médecins sur cette question pour recueillir leurs avis de professionnels.

Retrouvez également l'ensemble des événements organisés à travers la France pour la Semaine des alternatives aux pesticides sur le site Semaine sans Pesticides.

Les protections hygiéniques suspectées de contenir des pesticides

Le magazine 60 millions de consommateurs dévoile la présence de produits chimiques irritants ou probablement cancérogènes dans les serviettes hygiéniques, protège-slips et tampons. Les industriels refusent toujours de fournir la composition exacte de ces produits.

Quels produits se cachent dans nos tampons et serviettes hygiéniques ? Alors que les industriels tardent à révéler les constituants des protections périodiques, le magazine 60 millions de consommateurs a mené l'enquête. Et les conclusions ont de quoi inquiéter les utilisatrices. Le magazine a en effet traqué les molécules indésirables dans 11 produits différents et annonce avoir détecté "des résidus de substances potentiellement toxiques dans cinq de ces onze

références analysées". Parmi ces substances : des dioxydes (des polluants industriels) dans les tampons O.B et Nett, et des résidus de dérivés halogénés dans un produit de la marque Tampax. Et les références labellisées "bio" ne sont pas à l'abri : le magazine annonce avoir trouvé du glyphosate, principale substance contenue dans l'herbicide Roundup de Monsanto, dans des protège-slips de la marque Organyc. Même si ces composés sont présents à faible dose dans les tampons et serviettes, une exposition mensuelle qui vient s'ajouter aux doses déjà présentes dans l'environnement et l'alimentation pourrait poser problème. Ainsi, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), "les dioxydes sont très toxiques et peuvent provoquer des problèmes au niveau de la procréation, du développement, léser le système immunitaire, interférer avec le système hormonal et causer des cancers". Les résidus halogénés, dérivés du brome et du chlore, pourraient quant à eux être irritants. Enfin, le glyphosate fait actuellement l'objet d'une controverse sur son caractère cancérogène probable ou improbable. Malgré les relances du magazine, et la pétition sur change.org qui, forte de plus de 186 000 signatures, demande de

puis l'été 2015 un affichage de la composition des protections périodiques sur leurs emballages, les grandes marques restent silencieuses sur ces ingrédients contestés, sous couvert de secret industriel. "Ce mutisme n'est plus acceptable. La liste de tous les composés d'un tampon ou d'une serviette doit figurer sur l'ensemble des emballages. Il est temps que Tampax et consorts lèvent le voile sur les procédés de fabrication de leurs produits" revendique 60 millions de consommateurs. Pour limiter les risques d'exposition à ces composés chimiques, le marché écologique offre de plus en plus de produits alternatifs, comme les serviettes hygiéniques et protège-slips lavables en coton bio ou encore les coupes menstruelles (ou cup) en silicone.

PESTICIDES : LES RISQUES D'UNE EXPOSITION LORS D'UNE GROSSESSE

De nombreuses études, regroupées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, mettent l'accent sur les risques encourus par les femmes enceintes exposées aux pesticides.

Parmi les conséquences possibles : fausses couches, malformations et tumeurs cérébrales. L'effet de l'exposition aux pesticides et son implication dans différentes maladies tels le cancer, les maladies neurologiques et les troubles de la reproduction est analysé par les scientifiques depuis les années 1980. Le ministère des Affaires so-

ciales et de la Santé a donc demandé à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) de réaliser un bilan à ce sujet. Aidé par un groupe d'experts, l'Inserm a analysé la littérature scientifique internationale publiée au cours des 30 dernières années.

Parmi les constats, celui de l'effet de l'exposition aux pesticides au cours de la période pré-natale et périnatale ainsi que pendant la petite enfance, est particulièrement alarmant. De nombreuses études épidémiologiques suggèrent que le développement de l'enfant, à court et moyen

terme est mis à risque lors d'une exposition aux pesticides pendant la grossesse. L'augmentation de fausses couches tout comme le risque de malformations congénitales ne fait plus aucun doute selon certaines études. D'autres pointent "une atteinte de la motricité fine et de l'acuité visuelle ou encore de la mémoire récente lors du développement de l'enfant", lit-on sur le dossier de l'Inserm. Entre autres, des analyses récentes mettent en évidence le lien entre pesticides et un risque élevé de leucémie et de tumeurs cérébrales.

Ce n'est pas tout, les experts de l'Inserm mettent en garde les utilisateurs de ces produits chimiques sur les risques concernant la fertilité : "Le lien entre certains pesticides (notamment le dibromochloropropane), qui ne sont plus utilisés, et des atteintes de la fertilité masculine a été clairement établi mais de nombreuses incertitudes subsistent en ce qui concerne les pesticides actuellement employés."

En ce qui concerne la fertilité de la femme, le sujet "est mal connu et mériterait d'être mieux étudié", concluent les chercheurs.

UN RÉGIME VÉGÉTALIEN SANS CARENCE, C'EST POSSIBLE !

Etre végétalien ou végétarien n'induit pas forcément de carence, à condition que le régime soit bien construit et qu'il fasse l'objet d'une surveillance médicale régulière. Qui dit végétalisme ne dit pas forcément carence. C'est ce qui ressort d'une revue d'études menée par des chercheurs de la Mayo Clinic (Arizona, Etats-Unis) et publiée dans le *Journal of the American Osteopathic Association*. Ces scientifiques se sont penchés sur les régimes végétaliens (ou vegan), qui excluent tous les produits issus de l'exploitation animale de l'alimentation (viande, poisson, œufs, mais aussi produits laitiers et miel). Le régime végétarien est moins strict et autorise souvent les œufs ou les produits laitiers. Le nombre croissant d'adeptes de ce type de régime, que ce soit pour des raisons éthiques, environnementales, religieuses ou de santé, a poussé les chercheurs à s'interroger sur leurs risques pour la santé. Car même si les régimes excluant les produits animaux ont été reliés à un risque moindre d'hypertension, d'hyperlipidémie, d'obésité, de diabète de type 2, ou encore de cancer, ils suscitent des inquiétudes quant aux carences en nutriments essentiels qu'ils peuvent créer.

Les chercheurs ont analysé les données de 167 études scientifiques qui s'étaient penchées sur les régimes végétaliens et végétariens et ont porté une attention particulière aux taux de vitamine B12, de fer, de calcium, de vitamine D, de protéines et d'oméga 3 des participants. "Nous avons trouvé que certains de ces nutriments, qui peuvent être impliqués dans des cas de désordres neurologiques, d'anémie ou de mauvaise santé osseuse, peuvent être en déficit pour les régimes vegan mal organisés", explique le docteur Heather Fields, co-auteure de l'étude, dans un communiqué de l'American Association for the Advancement of Science. Mais contrairement aux idées reçues, "il n'a pas été montré que les végétaliens ont des carences en protéines ou en acide aminé spécifique", ajoute-t-elle. En effet, si le régime est bien construit et inclut suffisamment de fruits et légumes variés et de céréales complètes, les carences peuvent être évitées. Le végétalisme nécessite cependant d'apprendre quelques bases de nutrition, selon les chercheurs de la Mayo Clinic. Ils recommandent aussi de réaliser régulièrement des prises de sang pour s'assurer que le régime est bien adapté et qu'aucune carence n'est à déplorer.

La clé d'un régime vegan bien construit est de substituer les nutriments des aliments bannis par d'autres aliments. Par exemple, pour assurer un apport en calcium suffisant sans manger de produits laitiers, la Mayo Clinic conseille de favoriser les légumes verts comme le chou et le brocoli, les céréales complètes et le soja. De même, les lentilles, les céréales complètes, le tofu et les noix fournissent un bon apport en protéines.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU : LES RAVAGES DE L'EAU INSALUBRE SOUS-ESTIMÉS

A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau ce mardi 22 mars, Solidarités International rappelle que 2,6 millions de personnes (dont 1,8 million d'enfants) meurent encore chaque année de maladies liées à l'eau insalubre, soit une personne toutes les 10 secondes.

Difficile pour des personnes qui ont accès à l'eau courante depuis des décennies, d'imaginer que boire de l'eau aujourd'hui peut causer plus de décès que les guerres, les catastrophes naturelles ou le sida. C'est pourtant ce que l'ONG Solidarités International souligne, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau.

Dans une vidéo courte, l'association (qui milite depuis 35 ans pour qu'un objectif eau-assainissement devienne enfin une priorité à part entière dans les politiques internationales) rappelle que 2,6 millions de personnes (dont 1,8 million d'enfants) meurent encore chaque année de maladies liées à l'eau insalubre, soit une personne toutes les 10 secondes.

Une réalité largement ignorée, comme l'indiquent les résultats d'un sondage Odoxa réalisé pour Solidarités International dans le cadre de son Baromètre de l'eau 2016, qui dresse un état des lieux de l'accès à cette ressource vitale.

- 6 Français sur 10 se disent mal informés sur la question de l'accès à l'eau potable alors qu'ils sont 95% à la juger essentielle.

- En moyenne, les personnes interrogées sous-estiment leur



consommation d'eau : ils pensent n'utiliser que 50 litres d'eau par jour, soit quatre fois moins que le volume réel consommé (200 litres). Un quart des Français pense même utiliser moins de 10 litres.

Une inégalité d'accès à l'eau potable

- Près de la moitié de l'humanité

boit chaque jour de l'eau dangereuse pour sa santé.

- 2,4 milliards de personnes manquent toujours de toilettes.

- 40% des écoles et des établissements de santé dans les pays en développement ne disposent pas d'installations de base pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

- 50% des risques de diarrhées

qui tuent chaque jour 1000 enfants de moins de 5 ans pourraient être évités grâce au seul lavage des mains à l'eau et au savon.

Des chiffres à retrouver dans leur intégralité dans le Baromètre de l'eau 2016 et qui traduisent combien l'accès à l'eau et à l'assainissement constituent une urgence humanitaire.

EN CHINE, UN BÉBÉ NAÎT AVEC LE CŒUR HORS DE SA POITRINE

Une petite fille chinoise est née avec le cœur battant en dehors de sa cage thoracique. Il s'agit d'un cas de pentalogie de Cantrell, une malformation congénitale très rare.

Elle a le cœur à fleur de peau. En Chine, une petite fille est née avec le cœur à l'extérieur de sa cage thoracique. L'organe est uniquement protégé par une fine couche de peau, ce qui donne des images spectaculaires puisqu'on voit le cœur battre à l'œil nu. Cette malformation, appelée pentalogie de Cantrell, menace la survie du bébé.

La pentalogie de Cantrell (ou syndrome thoraco-abdominal) est un trouble du

développement rare. Il concerne une grossesse sur un million et il est observé dans un cas sur 182 000 naissances vivantes. Les facteurs à l'origine de cette malformation sont peu connus, mais une des causes pourrait être d'origine génétique.

Comme le nom "pentalogie" l'indique, ce syndrome regroupe cinq anomalies : un déplacement du cœur hors de la cage thoracique (ou ectopie cardiaque), une absence de fermeture de la paroi abdominale, une fente au niveau du sternum, un déplacement du diaphragme et un défaut du muscle cardiaque en lui-même, qui peut altérer le fonctionne-

ment des ventricules ou des oreillettes. La survie des patients est conditionnée par des opérations souvent lourdes et coûteuses. En novembre 2015, le cas d'une petite fille de six ans, Virsavya Borun-Goncharova, atteinte elle aussi d'une pentalogie de Cantrell avait ému les internautes. Des photos de l'abdomen et du thorax de la petite fille avaient largement circulé sur les réseaux sociaux, et sa mère avait lancé un appel aux dons pour réunir les 100 000 dollars (178 000 euros) nécessaires à l'opération de la fillette. A ce jour, près de 70 000 dollars (62 000 euros) ont été récoltés.

Fumer augmente le risque de malformation cardiaque du bébé

Une nouvelle étude de l'Université de Washington vient confirmer que l'exposition in utero au tabagisme passif augmente le risque de cardiopathie congénitale. Une nouvelle étude présentée au congrès annuel des Pediatric Academic Societies et dirigée par les chercheurs de l'Université de Washington, vient confirmer que le tabagisme durant la grossesse augmente le risque d'anomalies cardiaques congénitales chez le bébé.

Pour cette étude, les chercheurs ont analysé les données de plus de 14000 enfants nés

avec une malformation cardiaque entre 1989 et 2011. Ils ont également suivi les dossiers de plus de 62 000 enfants sans malformation cardiaque nés à la même époque.

- Les enfants atteints de malformations cardiaques sont plus susceptibles d'être nés de mères ayant fumé durant la grossesse et que ce risque est d'autant plus élevé lorsque les mères fument beaucoup.

- Le risque de malformation cardiaque est encore plus important chez les mères fumeuses âgées de plus de 35 ans.

- Les nouveaux-nés de mères fumeuses

ont un risque accru de 50% à 70% d'anomalies valvulaires et vasculaires et de mauvaise circulation du sang vers les poumons.

Selon les auteurs de l'étude, les mères qui fument au cours du premier trimestre de grossesse seraient responsables de 1 à 2% de l'ensemble des malformations cardiaques qui, majoritairement, nécessiteront une opération chirurgicale.

Récemment une autre étude avait montré que le tabagisme passif augmente le risque de fausse couche ou de naissance d'enfant mort-né.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc n'a aucun droit sur les missions de l'ONU



Le Maroc n'a aucun droit sur les mandats des missions de l'ONU dans des territoires qui ne sont pas sous son autorité, et lui permettre de s'autoriser ce droit, serait un grave précédent, a affirmé hier à Londres, l'organisation internationale de soutien au Sahara occidental au Royaume-Uni, le "Western Sahara Action Forum" (WSAF). "Le Maroc ne peut pas être autorisé à dicter les mandats de la mission de paix des Nations unies dans les territoires qui ne sont pas les siens, et le lui permettre serait un précédent dangereux pour la primauté du droit international, à l'exercice du droit à l'autodétermination et au principe de l'intégrité territoriale", a affirmé WSAF dans un communiqué adressé à la représentation du Front Polisario à Londres.

L'organisation a également exprimé ses "inquiétudes" face à la réaction marocaine après la visite du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon aux camps des réfugiés sahraouis et aux territoires libérés à Bir Lehlu, estimant que l'occupant n'a aucun droit sur les missions onusiennes.

L'organisation a qualifié la réaction marocaine de "mépris total pour la personnalité de Ban Ki-moon, pour le Conseil de sécurité des Nations unies mais aussi pour le droit international".

ONU a confirmé mardi la fermeture de son bureau de liaison militaire à Dakhla dans les territoires sahraouis occupés suite aux nouvelles mesures de rétorsion du Maroc visant la composante militaire de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso).

Par la fermeture de cette structure, le dialogue entre la Minurso et l'armée marocaine devient presque impossible, avait souligné le porte-parole adjoint de Ban Ki-moon, Farhan Haq, qui a dit attendre une position ferme et claire du Conseil de sécurité pour répondre aux dépassements du Maroc. Auparavant, le Maroc avait expulsé 72 membres civils de la Minurso. M. Haq avait averti que cette décision n'aura pas seulement des répercussions sur la Minurso mais sur toutes les missions de maintien de la paix de l'ONU.

Elle explique que le mandat de la Minurso a été dicté par une situation qu'il fallait régler pour la dernière colonie en Afrique, mais que le Maroc, qui continue à exploiter les richesses des Sahraouis, a "encore fait preuve d'un non respect flagrant des libertés et du droit international", regretté l'organisation. Le WSAF a également estimé qu'il était temps d'organiser le référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui, et de mettre fin aux dépassements, surtout qu'"il n'a

aucun pays au monde qui reconnaît l'autorité marocaine sur le Sahara occidental, jamais revendiqué par l'occupant lorsqu'il était une colonie espagnole".

Elle a soutenu que la population du Sahara occidental "a subi 40 ans d'occupation, de répression et d'exploitation", et qu'il était temps que ce se termine et que le Conseil de sécurité des Nations unies fixe enfin une date pour la tenue du référendum, objectif principal de la création de la Minurso. Le WSAF en Grande-Bretagne est très active, notamment sur les réseaux sociaux, et avait participé à la campagne de la surveillance des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, et à la revendication d'élargir le mandat de la Minurso au respect des droits de l'homme.

L'organisation a toujours affirmé que l'ONU avait des responsabilités morales et juridiques envers le peuple sahraoui, 38 organisations de soutien au Sahara occidental, de tous les continents, activent au sein du WSAF.

Une grève de la faim à Paris en solidarité avec les militants sahraouis emprisonnés à Rabat

Une grève de la faim solidaire avec les prisonniers politiques sahraouis, en grève de la faim illimitée depuis le 1er mars à la prison de Rabat-Salé au Maroc, sera entamée aujourd'hui par des militants à la place de la République (Paris) du 10 mars trois jours, a annoncé hier le Comité des familles des prisonniers politiques de Gdeim Izik.

«Aujourd'hui, 22 mars, cela fait 22 jours qu'ils ne mangent plus. Ils sont treize (13). Ils ont tous perdu 8 kilos ou plus. Certains commencent à présenter des maux alarmants», a expliqué la représentante du comité et militante française des droits de l'homme, Claude Margin-Asfari, indiquant que «deux d'entre eux ont dû être transférés à l'hôpital : Sidi Lmjaiyed, qui ne peut plus marcher, et Mohamed Bachir Boutin-guia, qui est tombé dans le coma».

Un autre détenu politique, Bachir Khada, a-t-elle ajouté, «a passé une heure au dispensaire de la prison avant d'être renvoyé dans sa cellule malgré la détérioration de son état de

APS

Les pays voisins de la Libye insistent sur la solution politique et réitèrent leur refus d'une intervention militaire



Les Etats voisins de la Libye ont réitéré leur soutien au processus de règlement politique de la crise libyenne et leur refus d'une intervention militaire dans le pays, estimant que cette option "ne fera qu'aggraver la situation" notamment dans la région.

Dans leur communiqué final publié mardi soir à l'issue de leur 8e réunion à Tunis, les ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye ont souligné que la sécurité et la stabilité de la Libye sont "impératifs" pour garantir la sécurité des pays voisins, appelant toutes les parties libyennes à adhérer au processus politique. Le communiqué a mis l'accent sur le soutien des pays voisins à l'accord politique sous les auspices de l'ONU et au Conseil présidentiel, conduit par Fayez Serraj, pour la formation d'un gouvernement d'union nationale ainsi que sur l'importance du parachèvement des échéances restantes de l'accord politique signé le 17 décembre 2015.

Le texte a également souligné la nécessité d'accélérer la mise en place, à Tripoli, du gouvernement d'union nationale et permettre à ce dernier d'assumer ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et l'immigration clandestine ainsi que dans la sécurisation des frontières et l'amélioration des conditions de vie du peuple libyen.

De plus, les ministres des Affaires étrangères des pays voisins ont exprimé "leur refus de toute intervention militaire en Libye", soulignant que toute action militaire dans le cadre de la lutte antiterroriste "doit intervenir à la demande du gouvernement d'union nationale et conformément aux dispositions de la charte de l'ONU", compte tenu des répercussions de la situation sur la sécurité et la stabilité des pays voisins et de la région en général.

Pas d'"alternative" à la solution politique

Dans son allocution à la réunion de Tunis, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel, a affirmé qu'il n'y avait pas d'"alternative" à la solution politique appuyée par la communauté internationale afin de contenir la crise libyenne assurant que la mise en place à Tripoli du gouvernement proposé par le Conseil présidentiel libyen est la seule issue pour réaliser un sursaut national. M. Messahel a rappelé, dans ce contexte, que l'Algérie a "moult fois exprimé son rejet d'une intervention militaire comme solution en Libye, car convaincue que ce moyen ne fera qu'aggraver la crise". Les Libyens sont capables, selon M. Messahel, de dépasser leurs différends sans intervention étrangère

dans leurs affaires à travers la solution politique à laquelle ils sont parvenus". Il a, par ailleurs, souhaité que "les concertations entre les pays voisins de la Libye aident les Libyens à sortir de la crise qui menace directement la sécurité et la stabilité de leur pays et de la région".

L'Algérie a été la première à appeler à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale investi de la gestion de la transition et à exhorter les Libyens à s'unir et à approuver l'accord politique, notamment l'établissement du gouvernement à Tripoli, a rappelé le ministre.

Outre l'Algérie et la Tunisie pays hôte, la réunion de Tunis qui fait suite à la session d'Algier tenue le 1er décembre 2015, a vu également la participation de l'Egypte, du Soudan, du Tchad, du Niger et de la Libye.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al Arabi, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler, les représentants de l'Union africaine et de l'Union européenne ont également pris part à cette rencontre.

Ainsi, le chef de la diplomatie tunisienne, Khemaies Jhinaoui, a appelé les pays voisins de la Libye à "davantage de coordination et d'efforts pour parvenir aux moyens susceptibles de mettre fin aux souffrances du peuple libyen et de l'aider dans le processus de rétablissement de sa sécurité, de sa stabilité et de son unité nationale".

Il a, par ailleurs, souligné que le contrôle par les organisations terroristes de certaines régions libyennes constitue une source de "préoccupation extrême" du fait du réel danger qu'elle fait peser sur le peuple libyen, l'avenir du processus de paix, la sécurité et la stabilité des pays voisins et de la région toute entière.

D'autre part, M. Jhinaoui, a réitéré le refus de son pays de toute intervention militaire en Libye en raison de ses retombées "désastreuses" sur le peuple libyen et son impact sur les pays de la région. Martin Kobler, a estimé quant à lui, que le processus politique en Libye était "précaire" car certains députés s'étaient abstenus de voter le gouvernement d'entente nationale outre les déclarations de certaines parties sur leur intention d'interdire ce gouvernement d'entrer dans la capitale pour la prise de fonctions.

La majorité du peuple libyen "soutient" le dernier accord politique libyen avec la formation d'un gouvernement d'union nationale dans la perspective de "réaliser la sécurité et la stabilité du pays", a-t-il encore affirmé. Le responsable onusien a, dans le même sens, rappelé la disponibilité de la communauté internationale à apporter aide et soutien au gouvernement d'entente nationale pour faire face à la propagation du terrorisme en Libye et barrer la route à l'extension de l'organisation autoproclamée "Etat islamique" (Daech/EI).

CRISE EN SYRIE

L'ONU place son espoir sur la rencontre Kerry/Lavrov pour faire avancer les discussions de Genève

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, devait rencontrer hier son homologue russe, Sergueï Lavrov, et le président, Vladimir Poutine, à Moscou dans le cadre des pourparlers de paix qui se poursuivent à leur troisième jour à Genève sous les auspices de l'ONU afin de booster les négociations notamment sur la question de la transition politique en Syrie.

Les échanges entre les deux responsables devraient également porter sur le respect de la trêve en vigueur en Syrie depuis le 27 février, et du processus de dialogue entamé en Suisse entre le gouvernement et l'opposition. Selon l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, cette rencontre Kerry-Lavrov est porteuse d'espoir dans l'avancement des pourparlers intersyriens.

"Nous suivons cette rencontre (Kerry/Lavrov) avec beaucoup d'intérêts, dans l'espoir que les pourparlers seraient constructifs", a déclaré M. de Mistura. L'émissaire de l'ONU s'est dit conscient que les deux res-



ponsables ne peuvent régler tous les problèmes mais les discussions feront avancer les choses. "Je ne m'attends pas à ce que la rencontre des deux responsables réglera tous les conflits en un seul jour, mais elle sera très constructive pour la reprise des pourparlers sur la question de la transition politique", a-t-il ajouté. "Nous avons toujours besoin de l'aide de MM. Kerry et Lavrov, car ils ont prouvé à maintes reprises qu'il peut y avoir un terrain d'entente, et j'espère qu'ils parviendront à le faire dans l'avenir", a continué le responsable onusien en référence à l'accord du cessez-le-feu en Syrie conclu entre les deux puissances. Les pourparlers en cours de Genève visent à mettre en place un organisme de transition dans six mois, élaborer une nouvelle Constitution et organiser

les élections législatives et présidentielle dans 18 mois.

Ces discussions doivent aboutir sinon à un accord de paix, au moins à une feuille de route sur le processus de paix dans ce pays déchiré par cinq ans de conflit, selon l'ONU.

La vision de cet "organe" divise les deux camps: Damas envisage un gouvernement élargi à quelques membres de l'opposition. Celle-ci exige le départ préalable du président al-Assad et de réels pouvoirs.

Damas refuse toute interférence étrangère

A Genève où se poursuivent les négociations sur la Syrie, la réaction du négociateur en chef du gouvernement de Damas, Bachar al-Jaafari, ne s'est pas faite attendre quant à la réunion russe-américaine sur le

conflit syrien.

"Aucune puissance étrangère ne doit interférer dans les pourparlers sur la Syrie en cours à Genève", a-t-il déclaré. "Quand nous disons que le dialogue est intersyrien sans intervention extérieure, cela s'applique aux Russes et aux Américains", a estimé l'ambassadeur de la Syrie à l'ONU Bachar al-Jaafari.

"Nous commençons à sortir de l'impasse sur la forme, mais pas sur le fond", a concédé M. Jaafari. Le représentant du gouvernement syrien a estimé que la glace qui existait lors du précédent round de discussions serait presque brisée, interrompu avant même de démarrer en début d'année.

Mais, a-t-il reconnu, "il n'y a pas de vision commune sur la question de la transition politique". Il a par ailleurs insisté que les pourparlers de Genève se concentrent sur la lutte contre le terrorisme et non pas sur le sort du président al-Assad.

Le rôle du président syrien Bachar al-Assad, dans la période de transition, était le principal point de discorde en 2012 et 2014 dans le règlement du conflit syrien qui rentre dans sa sixième année.

YÉMEN

40 éléments d'Al-Qaïda tués dans une frappe américaine dans le sud-est du pays

Au moins 40 éléments du réseau terroriste Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (Aqpa) ont été tués par une frappe américaine menée dans le sud-est du Yémen, ont indiqué hier des sources tribale et gouvernementale.

"Au moins 40 éléments d'Al-Qaïda ont été tués et 25 autres blessés dans la frappe aérienne", qui a visé mardi un camp d'entraînement à Hajr, à l'ouest de Moukalla, ville contrôlée par le réseau terroriste depuis avril 2015, a déclaré une source gouvernementale locale. Une source tribale, citée par des médias, a confirmé ce bilan, précisant que "les morts et les blessés étaient



de nouvelles recrues qu'Al-Qaïda formait dans le camp". Le Pentagone avait annoncé dans la nuit qu'une frappe

américaine avait fait "des dizaines" de morts dans un camp utilisé par plus de 70 éléments d'Al-Qaïda, sans préciser la localisation du site. "Notre premier bilan est que des dizaines d'éléments d'Aqpa ont été supprimés du champ de bataille", avait indiqué son porte-parole Peter Cook.

Des sources yéménites avaient dans un premier temps attribué la frappe aérienne à la coalition militaire arabe qui, menée par l'Arabie saoudite, opère depuis près d'un an au Yémen en soutien au gouvernement reconnu internationalement contre les rebelles Houthis.

TURQUIE

La Haye évacue son consulat à Istanbul en raison de menaces terroristes

Les Pays-Bas ont évacué et fermé hier matin leur consulat général à Istanbul à la suite de "menaces terroristes", a annoncé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. "Le ministère a décidé de fermer le consulat momentanément et par précaution, à la suite de possibles menaces terroristes", a indiqué le ministère dans un communiqué.

"La sécurité de nos employés et des visiteurs du consulat est notre priorité", a affirmé le ministre Bert Koenders, cité dans le communiqué. Au moment de l'évacuation, le consul et environ 40 employés étaient présents dans le bâtiment, et ils continuent, autant que possible, de travailler depuis d'autres bâtiments, a ajouté le ministère.

"Sur la nature de la menace et les infor-

mations qui (justifient cette décision) nous ne pouvons faire de déclarations, pour des raisons évidentes", a ajouté M. Koenders.

Par ailleurs, le ministre "conseille aux Néerlandais présents dans la plus grande ville de Turquie d'éviter les alentours du consulat général", a ajouté le ministère. Istanbul a été la cible d'un attentat-suicide samedi qui a tué au moins quatre touristes étrangers et fait une trentaine de blessés sur une célèbre avenue touristique du centre-ville.

Les autorités turques avaient mis en cause le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI, Daech) dans cet attentat, le dernier en date d'une série d'attaques meurtrières qui ont placé la Turquie en état d'alerte maximale.

Rohani attendu demain au Pakistan pour discuter des questions bilatérales et régionales

Le président iranien Hassan Rohani est attendu les 25 et 26 mars au Pakistan pour discuter des questions bilatérales et régionales, selon une annonce officielle publiée hier. M. Rohani sera accompagné d'une délégation de haut niveau composée de ministres, de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires, a précisé le ministère pakistanaise des Affaires étrangères.

"Les dirigeants (des deux pays) échangeront leurs points de vue sur le renforcement des relations bilatérales, en particulier dans le contexte de la levée des sanctions contre l'Iran qui a ouvert de nouvelles possibilités de multiplier nos interactions économiques", a indiqué le communiqué. La coopération sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun sera également abordée, selon la même source. "Les relations entre les deux pays sont fondées sur une longue histoire de confiance mutuelle qui repose sur les liens culturels, linguistiques et religieux. La visite de M. Rohani approfondira les liens fraternels qui existent déjà entre les deux pays", a poursuivi le communiqué. Il s'agit de la première visite de M. Rohani au Pakistan en tant que président iranien. Le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif a visité l'Iran en mai 2014 et en janvier 2016.

BRÉSIL

Les armes à feu à l'origine de 76% des homicides en 2014

Les armes à feu sont à l'origine de 76% des homicides enregistrés au Brésil en 2014, selon un rapport publié par le Centre brésilien de sécurité publique, ont rapporté hier des médias.

Il ressort de ce rapport intitulé "Atlas de la Violence 2016" (Mapa da violencia 2016) que les armes à feu sont responsables de 44.861 homicides sur les 59.627 enregistrés en 2014 au Brésil, soit bien plus que le total d'homicides enregistré en 2003 (48.909).

D'après ce rapport réalisé en collaboration avec l'Institut de recherches économiques (Ipea), le taux d'homicide est de 29,1 pour 100 000 habitants, soit 10% de plus que la moyenne de 26,5 homicides par 100.000 enregistrée en 2004.

Ces chiffres placent le Brésil parmi les pays "les plus violents au monde", poursuit l'étude, en soulignant que la région du Nord-Est a vu le taux d'homicide augmenter de plus de 100% entre 2004 et 2014. Par répartition géographique, l'Etat du Rio Grande do Norte a enregistré une augmentation de 308% du taux d'homicide au cours de la période indiquée, suivie de Maranhao (+209,4 %), Ceará (+166,5 %), Bahia (+132,6 %), Paraíba (+114,4 %) et de Sergipe (+107,7 %). L'Etat du Pernambuco fait exception dans le Nord-Est en enregistrant une baisse de 27,3% du taux d'homicide, ajoute la même source, en faisant également état de la diminution de la violence dans les états des régions du sud et sud-est du Brésil. L'Etat de São Paulo a connu une baisse de 52,4% du taux d'homicides, tandis que Rio de Janeiro a connu une baisse de 33,3% du nombre d'homicides, ajoute la même source. L'Atlas de la violence révèle également que 46,9% victimes d'homicide sont des hommes âgés de 15 à 29 ans et 53% des victimes sont des jeunes âgés de 15 à 19 ans.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 099802019121821

AVIS D'INFIRMISSIME DE LA CONSULTATION

N° 05/2016

Conformément aux dispositions de l'article 44 alinéa 01 du décret présidentiel n° 236/10 du 07/10/2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, le Directeur des Équipements Publics de la Wilaya de Chlef informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à la consultation n° 05/2016 en date du 07/02/2016 relative à la réalisation d'une résidence universitaire wilaya de Chlef lot n°02 : 500/2000 lits A Ténés en lots séparés (03 lots) qu'à l'issue de la séance d'évaluation des offres effectuée le 10/03/2016 la consultation a été déclarée infructueuse pour :

- **Lot 2A :** Hébergement + salle de sport pour le motif qu'aucun soumissionnaire n'est pré-qualifié techniquement
- **Lot 2B :** Administration, Restaurant, logement d'astreinte, auvent, locaux techniques pour le motif qu'aucun soumissionnaire n'est pré-qualifié techniquement
- **Lot 2C :** préparation du site +VRD pour le motif : que le seul soumissionnaire n'est pas pré-qualifié techniquement

SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'EXPLOITATION LA BOURSE OU LES DONNÉES !

Réputé fiable, l'environnement informatique Mac d'Apple, vient lui aussi de faire les frais d'une campagne de piratage ponctuée par un chantage à la disparition de données.

Par Samy YACINE

Ainsi le "mythe" de l'inviolabilité du Mac vient de tomber sous les coups de boutoir d'un "logiciel racketeur", ou "Ransomware", découvert par une société de sécurité informatique américaine. Les observateurs ont certes noté, ces derniers temps une recrudescence des attaques dites de "prises d'otage" des données numériques, qui se soldent souvent par la réclamation d'une rançon par le logiciel pirate. « Si vous utilisez le logiciel Transmission, qui sert à télécharger des fichiers torrents (généralement des films ou musiques piratés mais pas seulement), attention ! La version 2.90 de ce programme est infectée par un code malveillant qui peut bloquer votre ordinateur. En échange, on vous demandera pour le débloquer une rançon d'un bitcoin (environ 377 euros) », prévient le site de la radio française franceinfo.fr, qui rapporte l'aventure de logiciel racketeur découvert, début mars, par la société de sécurité informatique Palo Alto Networks.

Le site spécialisé www.boursier.com, détaille ainsi le fonctionnement de logiciel : « le virus, appelé "Ke.Ranger", se déclenche trois jours après son installation. Il se connectait à un serveur via le réseau décentralisé Tor, avant de chiffrer les documents et fichiers présents sur le disque dur, comme les JPG, les MP3 ou encore les ZIP, les rendant inaccessibles à leur propriétaire.

On apprend par ailleurs que la société Apple a immédiatement procédé aux mises à jour nécessaires pour se prémunir contre ce logiciel malveillant ; Apple a procédé à une mise à jour du certificat de sécurité utilisé pour la publication du logiciel, qui bloque désormais en principe son installation sur les Mac », note franceinfo.fr qui conseille néanmoins ses lecteurs de télécharger au plus vite la nouvelle version (v.2.92) ».

Une occasion pour la presse spécialisée de faire remonter à la surface ce fait divers vécu au mois de février dernier par un hôpital de la Californie aux Etats Unis, victimes d'un chantage pour recouvrer ses fichiers informatiques. « Depuis plus d'une semaine, le centre médical presbytérien d'Hollywood est en effet victime d'un logiciel de racket (ransomware) qui paralyse ses réseaux et ses ordinateurs », relate le site du quotidien française le-monde.fr qui reprend des indications fournies par des employés de l'hôpital



qui « font savoir que le système informatique est bloqué et que les pirates demandent une rançon en échange des mots de passe nécessaires pour le relancer », ajoute-t-il, précisant, d'après une source locale que « les pirates demandent une rançon d'environ 9 000 bitcoins (une monnaie virtuelle anonyme et décentralisée), ou entre 3,4 et 3,6 millions de dollars ». La chaîne de télévision NBC a constaté de son côté que les employés de l'hôpital ont été contraints de se rabattre sur les vieux modes de transmission des données, sur support papier et via le téléphone et le fax et que des malades ont été transférés vers d'autres lieux de soins, en raison de l'incapacité de l'équipe médicale de cet hôpital à accéder aux données des dossiers médicaux et des analyses médicales, généralement fournies par voie informatique. Pour le site lemonde.fr, ce genre de programmes informatiques malveillants est « relativement courant, infecte un ordinateur de diverses manières, puis en prend le contrôle et verrouille l'accès à ses fichiers

ou à ses programmes. L'utilisateur se voit alors demander une certaine somme d'argent pour reprendre le contrôle de son ordinateur ».

Plus pernicieux, ce programme informatique espion qui prenait « en photo à leur insu des personnes ayant téléchargé Adult Player pour les faire chanter », rapporte liberation.fr ajoutant que cette « application pornographique Adult Player, téléchargable sur les smartphones Android, prenait des clichés de ses utilisateurs à leur insu, puis les faisait chanter en bloquant leur téléphone ».

En se cachant derrière le lecteur de vidéos mucho caliente, le logiciel malveillant captait des images de l'utilisateur de l'application en utilisant l'objectif caméra de son téléphone. « Les imprudents ayant téléchargé Adult Player se voyaient alors réclamer, dans un faux message du FBI affiché en permanence sur le téléphone, une "amende" de 500 dollars (450 euros) pour débloquer le smartphone, sans quoi la photo serait divulguée sur Internet », explique le site

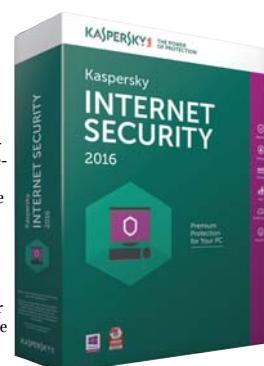
liberation.fr qui trouve que le nombre d'arnaques sur ce genre d'applications « serait en augmentation de 127 % depuis 2014 », en raison, explique-t-il du « du nombre de vidéos... consultées sur des terminaux mobiles ». Et le site de s'appuyer sur des indications du cabinet Juniper Research estimant à 136 milliards le nombre de ces clips visionnés en 2015 sur smartphones et tablettes, soit 348 viés par utilisateurs ».

Face à ces logiciels, les spécialistes de la sécurité semblent pour le moment démunis. Pour le journaliste du site francenfor.fr, « il est conseillé de ne pas payer car vous n'êtes pas certain que les pirates vous rendront vraiment l'accès et, s'ils le font, ils peuvent toujours récidiver plus tard. » Mais, un peu plus loin, il admet que « le paiement de la rançon est souvent le seul moyen de retrouver l'accès à ses données. » D'où cet appel à la vigilance pour « effectuer des sauvegardes régulières de son ordinateur afin de pouvoir le réinstaller rapidement en cas d'attaque », conclut-il.

UNE FACTURE PIÉGÉE !

La presse européenne relate les incursions d'un logiciel racketeur qui séviraient de nombreux pays, sous le nom de Locky. « Derrière ce nom se cache un virus informatique cryptant les données, monayant ensuite leur déblocage. Les internautes français et allemands y sont très exposés », souligne le site du journal français www.ouest-france.fr qui rapporte des indications fournies par la société de sécurité informatique Kaspersky Lab qui affirme avoir enregistré « à ce jour plus de 60 variantes de ce rançongiciel (contraction de logiciel et rançon, ou ransomware), qui sévit aussi en Autriche, en Italie, aux États-Unis. Les experts de chez Kaspersky ont bien étudié ce logiciel pour s'apercevoir finalement qu'il emprunte deux vecteurs pour se frayer un chemin vers les ordinateurs. « Il arrive notamment sur l'ordinateur par le biais

de fausses factures jointes dans un e-mail. Dès que le document est ouvert, le logiciel malveillant est téléchargé », souligne uest-france.fr. Pour la seconde voie, le logiciel passe par des pages web fonctionnelles sur lesquelles il s'implante. « Lorsqu'un utilisateur visite l'une de ces pages et que les vulnérabilités logicielles correspondantes sont présentes sur son ordinateur, Locky tente de s'installer automatiquement sur ce dernier », ajoute le site du journal français. Le cabinet Kaspersky a également observé que Locky peut aussi se présenter sous la forme d'une notification de fax ou de scanner ; « Une fois que Locky s'est frayé un chemin sur l'ordinateur infecté, il entame ses activités de cryptage puis exige une rançon », ajoute uest-france.fr.



MENACE POUR LE MAC ?

Le site du quotidien gratuit français 20minutes qui s'est longuement attardé sur cette dernière attaque contre le système Mac d'Apple a demandé à Tanguy de Coatpont, directeur général de Kaspersky Lab France et Afrique du Nord si les utilisateurs de Mac avaient des raisons de craindre encore ce genre d'attaque. « Oui, répond-il, car de toute manière, on assiste en ce moment à de grandes vagues d'attaques, notamment de ransomwares, et c'est vraiment en train de déborder sur le monde Mac. Il faut certainement s'attendre à une intensification car malheureusement, les gens payent ».

VIBRANT HOMMAGE DU MINISTÈRE DES MOUDJAHIDINE Benboulaïd était l'artisan de la gloire de l'Algérie avec ses compagnons de lutte

Mostefa Benboulaïd était l'artisan de la gloire de l'Algérie aux côtés de ses valeureux compagnons martyrs et moudjahidine, a affirmé hier au village Nara (Batna), le ministre des Moudjahidine.

Benboulaïd dont le parcours militant est chargé d'épopées, d'héroïsme et de sacrifices a dirigé la Wilaya I historique des Aurès avec beaucoup de compétence et a mené contre l'ennemi de grandes batailles, se consacrant entièrement au service de la patrie et de l'émancipation du pays, a indiqué Tayeb Zitouni, qui présidait une cérémonie de cérémonie commémorative du 60e anniversaire de la mort de ce chahid.

Ces épopées sont source de fierté et de valeurs, et leur principal message que les générations doivent porter est «une Algérie unie, sécurisée, stable et totalement souveraine», a ajouté le ministre.

M.Zitouni qui s'exprimait en présence du wali de Batna, Mohamed Salamani, de nombreux moudjahidine dont le colonel Tahar Zibiri, du commandant Amar Mellah et du moudjahid Mohamed Seghir Helaïli a également considéré que c'est par la science et le savoir que le message des martyrs est préservé.

Le ministre a en outre mis l'accent sur les «acquis» apportés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la Constitution amendée ainsi que sur le rôle assumé par les institutions sé-



curitaires dont l'Armée nationale populaire dans la préservation de la souveraineté nationale.

au cimetière des martyrs de Nara où se trouve la tombe de Benboulaïd, la délégation lui la Fatiha du Saint Coran avant d'inaugurer une salle polyvalente dans le même village où le ministre a honoré les lauréats du grand prix d'histoire organisé par la wilaya et la direction de l'éducation. L'occasion a donné lieu à la distinction de plusieurs moudjahidine, de la famille du chahid

Benboulaïd ainsi que de l'amie de la révolution algérienne Vanden Bil Gerhardt (Georgette) qui a rejoint les maquis de Kimal (Batna) et y activait comme infirmière jusqu'à l'indépendance de l'Algérie avant de regagner son pays, la Belgique. Georgette est venue spécialement en Algérie pour assister à cette cérémonie.

Le ministre devait également assister à Arris à la distribution des prix aux lauréats de divers concours sportifs et culturels initiés à l'occasion.

Appel à intensifier les études universitaires sur la personnalité exceptionnelle de Mostefa Benboulaïd

Les participants à un séminaire national sur le leadership du chahid Mostefa Benboulaïd ouvert mardi à l'université de Batna 1 ont appelé «à intensifier les études universitaires, basées sur la recherche, sur la personnalité exceptionnelle du martyr symbole Benboulaïd».

Homme du consensus national, Benboulaïd, a réussi «à rapprocher les positions divergentes, à unifier les rangs pour le déclenchement de la Guerre de libération et à assurer les conditions nécessaires à la résistance», a estimé l'universitaire de Biskra Ali Achekou.

Samir Rahmani, de l'université de Batna, a invité les médias nationaux à mettre plus de lumière sur ce grand chef de la Révolution qui mérite, a-t-il soutenu, le qualificatif de «Père», mais aussi «un des architectes» de la Révolution.

Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de nombreux étudiants en histoire ainsi que de moudjahidine, un documentaire sur le chahid et des témoignages vivants sur son itinéraire ont été présentés. Le directeur des moudjahidine, El Djemai Boumaïraf, a souligné que cette rencontre qui coïncide avec le 60ème anniversaire de la mort du chahid vise à mettre en avant les traits majeurs du parcours de combat exceptionnel de Benboulaïd.

La cérémonie de commémoration officielle de l'anniversaire de la mort du chahid a eu lieu hier, présidée par le ministre des Moudjahidine, au cimetière des chouhada de la localité de Nara où repose le Chahid Mostefa Benboulaïd.

Le ministre des Moudjahidine a également assisté à l'ouverture des travaux de la 9e édition du séminaire national des clubs de recherche historique dont le thème retenu pour cette année est «Les contributions de la femme rurale dans la révolution libératrice».

L'occasion a également donné lieu à l'inauguration, à Nara, d'une salle polyvalente de 400 places ainsi qu'à un hommage à plusieurs moudjahidine.

APS

PUBLICITE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE OUARGLA

Daïra de Sidi Khouiled

Commune de Hassi Ben Abdellah

C. F 098530129101333

Appel d'offre ouvert avec exigence de capacités Minimales N° 02/2016

Vu le décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'Assemblée communale de Hassi Ben Abdellah lance un Appel D'offre ouvert avec exigence de capacités Minimales dans le cadre de l'exécution du programme plan communal de développement pour la réalisation des projets suivants :

Réalisation Réseau d'eau potable aux logements rurale groupé 300 logements

Les entreprises intéressées et qualifiées dans le domaine d'hydraulique, catégorie 03ème degré et plus doivent se rapprocher auprès du siège commune service finance pour retirer les cahiers des charges, contre payement la somme de 3.000,00 DA.

Le contractant doit présenter son offre constitué des documents cité au cahier des charges sous trois parties :
Le dossier de candidature + offre technique + offre financière

Les offres doivent être déposées auprès de secrétariat du président de l'APC Hassi Ben Abella comme suivant
Le dossier de candidature sera mis dans une enveloppe fermée portante :

Nom Du soumissionnaire (dossier de candidature)

Appel D'offre ouvert avec exigence de capacités Minimales N° : 02/2016

Réalisation Réseau d'eau potable aux logements rurale groupé 300 logements

Le dossier de candidature sera mis dans une enveloppe fermée portante :

Nom Du soumissionnaire (L'offre technique)

Appel D'offre ouvert avec exigence de capacités Minimales N° : 02/2016

Réalisation Réseau d'eau potable aux logements rurale groupé 300 logements

Le dossier de candidature sera mis dans une enveloppe fermée portante :

Nom Du soumissionnaire (L'offre financière)

Appel D'offre ouvert avec exigence de capacités Minimales N° : 02/2016

Réalisation Réseau principal d'assainissement à la nouvelle extension urbaine (deuxième tranche)

sur la distance de 1300 m/

Le dossier de candidature sera mis dans une enveloppe fermée portante :

Nom Du soumissionnaire (L'offre financière)

Appel D'offre ouvert avec exigence de capacités Minimales N° : 02/2016

Réalisation Réseau d'eau potable aux logements rurale groupé 300 logements

Les trois enveloppes seront introduites dans une autre enveloppe fermée anonyme ne portant que les mentions suivantes :

A ne pas ouvrir que par le comité d'ouverture et analyse des offres

Appel D'offre ouvert avec exigence de capacités Minimales N° : 02/2016

Réalisation Réseau d'eau potable aux logements rurale groupé 300 logements

La durée de préparation des offres est limité de : 15 jours à compter du première jour de publication de ce demande d'offre.

La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de délais de préparation des offres à : 14:00 H si ce coïncide avec un week-end ou un jour férié, la durée de préparation des offres sera prolongée le jour de travail suivant.

Les offres déposées après 13:30 H du jour cité au-dessus ne sont pas acceptées.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 03 mois plus la durée de préparation des offres à partir de la date de dépôt des offres.

L'ouverture des plis des offres aura lieu à la date de dépôt des offres à 14:00 H après-midi dans une séance publique au siège de la commune de Hassi Ben Abdellah - Wilaya de Ouargla. et en présence de l'ensemble des représentants des soumissionnaires

PROGRAMME DU JOUR

TF1

06:25 : TFou
08:25 : Météo
08:30 : Téléshopping
09:20 : Météo
09:25 : Petits secrets en famille
09:55 : Petits secrets en famille
10:25 : Petits secrets entre voisins
10:55 : Petits secrets entre voisins
11:20 : Petits secrets entre voisins
11:55 : Petits plats en équilibre
12:00 : Les douze coups de midi
12:50 : L'affiche du jour
13:00 : Journal
13:35 : Petits plats en équilibre
13:45 : Météo
13:55 : Les feux de l'amour
15:15 : Un plan diabolique
17:00 : L'addition, s'il vous plaît
18:00 : Bienvenue chez nous
19:00 : Money Drop
19:55 : Météo
20:00 : Journal
20:35 : Trafic info
20:38 : Météo
20:42 : Météo des neiges
20:45 : C'est Canteloup
20:55 : Section de recherches
21:55 : Section de recherches
23:00 : Section de recherches

2

06:00 : Les Z'amours
06:25 : Point route
06:30 : Journal
06:35 : Télématin
06:57 : Météo 2
07:00 : Journal
07:10 : Télématin (suite)
08:00 : Journal
08:10 : Télématin (suite)
09:25 : Dans quelle éta-gère
09:35 : Amour, gloire et beauté
10:00 : C'est au programme
10:50 : Météo outremer
10:55 : Motus
11:25 : Les Z'amours
12:00 : Tout le monde veut prendre sa place
12:55 : Météo 2
13:00 : Journal
13:50 : Météo 2
13:51 : Consomag
14:00 : Toute une histoire
15:05 : L'histoire continue
15:40 : Comment ça va bien !
16:20 : Comment ça va bien !
17:10 : Dans la peau d'un chef
18:05 : Joker
18:45 : N'oubliez pas les paroles
19:25 : N'oubliez pas les paroles
19:50 : Météo 2
20:00 : Journal
20:40 : Parents mode d'emploi
20:41 : Parents mode d'emploi
20:45 : Alcaline l'instant
20:50 : Météo 2
20:55 : Des paroles et des actes
23:15 : L'angle éco

3

06:00 : EuroNews
06:30 : Garfield & Cie
06:42 : Garfield & Cie
06:54 : Garfield & Cie
07:06 : Garfield & Cie
07:23 : Boule et Bill
07:35 : Boule et Bill
07:52 : Ninjago
08:19 : Ninjago
08:42 : Peanuts
08:44 : Cinéma : En sortant de l'école
08:50 : Dans votre région
09:50 : Dans votre région

10:45 : Consomag
10:50 : Midi en France
11:50 : Météo
12:00 : 12/13 : Journal régional
12:25 : 12/13 : Journal national
12:55 : Météo à la carte
14:00 : Un cas pour deux
15:05 : Un cas pour deux
16:05 : Un livre, un jour
16:15 : Des chiffres et des lettres
16:55 : Harry
17:30 : Slam
18:10 : Questions pour un champion
19:00 : 19/20 : Journal régional
19:18 : 19/20 : Edition locale
19:30 : 19/20 : Journal national
19:58 : Météo
20:00 : Tout le sport
20:20 : Météo régionale
20:25 : Plus belle la vie
20:55 Cinéma : Coast Guards
23:05 : Météo
23:10 : Grand Soir 3
23:50 : Corée, nos soldats oubliés

CANAL+

06:50 : Le JT du Grand Journal
07:20 : Le grand journal
08:05 : Les Simpson
08:25 Cinéma : Top Five
10:05 : Surprises
10:20 Cinéma : Citizenfour
12:13 : Connasse
12:15 : Parks and Recreation
12:40 : Connasse
12:45 : La nouvelle édition
14:05 : Carte blanche
14:08 : Tunnel
14:55 : Tunnel
15:45 Cinéma : Dark Places
17:35 : Les Guignols
17:43 : Bloqués
17:45 : Parks and Recreation
18:05 : Parks and Recreation
18:30 : Album de la semaine
18:36 : Connasse
18:41 : Carte blanche
18:45 : Le JT du Grand Journal
19:15 : Le grand journal
20:10 : Le petit journal
20:50 : Les Guignols
21:00 : The Affair
21:55 : The Affair
22:45 : L'émission d'Antoine
23:50 : Fortitude

M

06:00 : M6 Music
07:10 : Matt et les monstres
07:20 : La maison de Mickey
07:45 : Docteur La Peluche
08:10 : K3
08:20 : Alvinnn !!! et les Chipmunks
08:40 : Alvinnn !!! et les Chipmunks
08:50 : M6 boutique
10:05 : Devious Maids
10:55 : Devious Maids
11:50 : Devious Maids
12:40 : Météo
12:45 : Le 12.45
13:10 : Scènes de ménages
13:38 : Astuces de chef
13:40 : Météo
13:45 : Parce que c'était toi
15:45 : La vie d'une femme
17:30 : Les reines du shopping
18:40 : Chasseurs d'appart'
19:40 : Météo
19:45 : Le 19.45
20:10 : Scènes de ménages
20:55 : Scorpion
21:45 : Scorpion
22:40 : Scorpion
23:30 : Scorpion

La sélection

20h55

Section de recherches



Saison 10 épisode 12 : Un homme est retrouvé mort près de son garage. Il a été roué de coups. En arrivant sur la scène de crime, Sara devient livide : elle avait eu une liaison avec la victime, Stanislas Meyer, qui la harcelait depuis leur rupture. Elle s'était confiée la veille à Lucas, qui était allé le voir pour le dissuader de continuer.

2

20h55

Des paroles et des actes

Le journaliste reçoit Jean-Luc Mélenchon. A 64 ans, l'ancien professeur de français et journaliste, devenu député européen, est candidat à l'élection présidentielle de 2017. L'homme politique de gauche a rejeté le principe des primaires, s'est désolidarisé du Front de gauche, et a créé un mouvement citoyen pour agir collectivement, sans affiliation obligée à un parti politique.



Il veut rassembler les citoyens via une nouvelle plateforme : jlm2017.fr. Pour convaincre, Jean-Luc Mélenchon a aussi lancé une émission web intitulée « Pas vu à la télé ». Son programme sera décortiqué par François Lenglet et Nathalie Saint-Cricq notamment, et un débat contradictoire l'opposera à une autre personnalité politique.

3

20h50

Coast Guards



Depuis qu'une tempête a décimé son équipe de sauveteurs en mer, le légendaire Ben Randall se consacre à la formation des jeunes recrues. Parmi les nouveaux arrivants, il remarque un garçon particulièrement insolent, Jake Fischer. Ben tente de lui inculquer tout ce qui pourrait faire de lui un grand sauveteur. Une fois son diplôme obtenu, Jake suit Randall en Alaska, dans l'une des pires zones maritimes du globe.

CANAL+

20h55

The Affair



Saison 2 épisode 3 : La passion est toujours très forte entre Noah et Alison même si l'écrivain soupçonne la jeune femme de lui cacher des secrets. Whitney débarque au chalet sans s'annoncer et provoque une crise violente. Noah rencontre Max qui lui fait une offre aussi inattendue que généreuse. Alison démarre son travail d'assistante personnelle d'Yvonne. Cette dernière se montre rapidement très indiscrète.

M

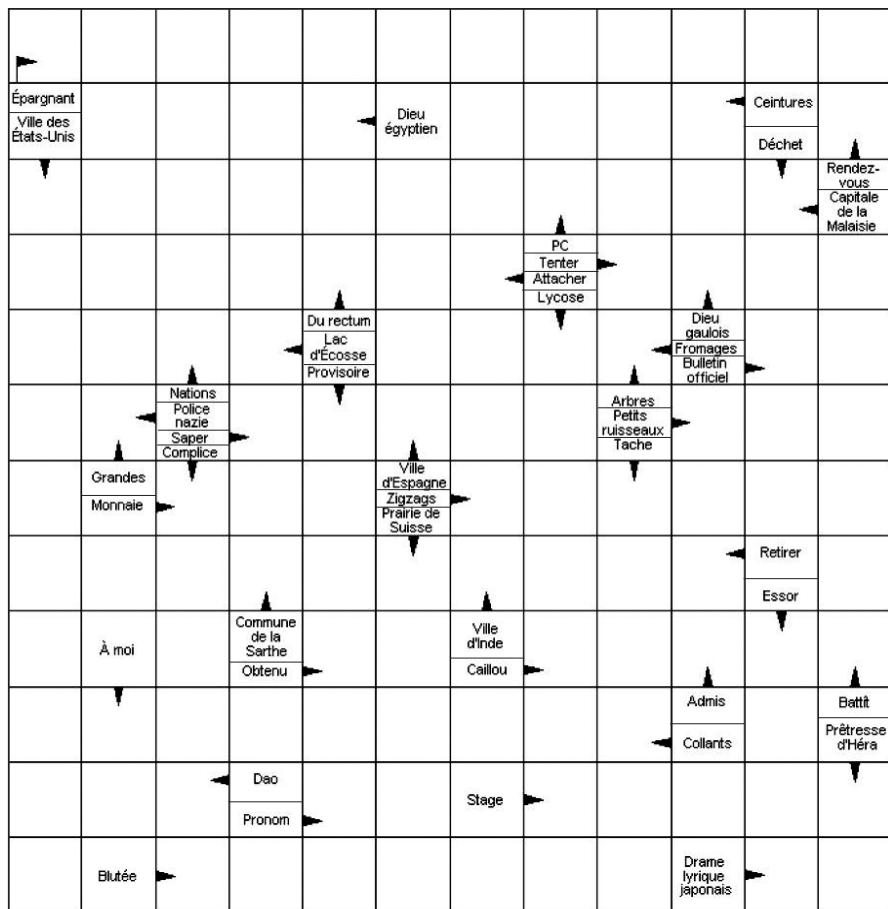
20h55

Scorpion



Saison 2 épisode 3 : Sur le point d'avouer son amour à Megan, Sylvester est convoqué pour une mission. Un indic a été assassiné en détention, au moment où il découvrait que les membres d'un gang comptaient tuer trois juges. Mais personne ne sait lesquels. L'équipe est chargée de décoder le code secret du gang, et Sylvester est envoyé en prison sous couverture. Mais sur place, ce dernier ne tarde pas à se faire des ennemis.

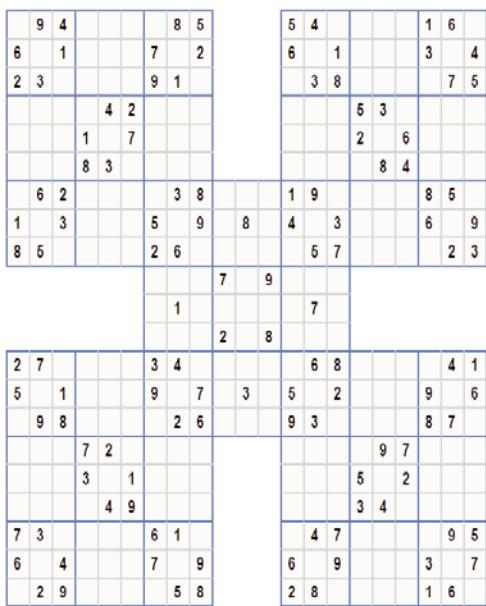
Mots fléchés n°1249



Samouraï-Sudoku n°1249

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



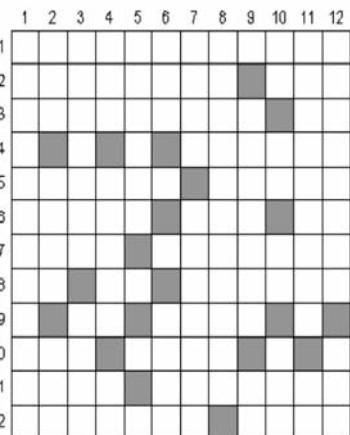
Mots croisés n°1249

Horizontalement:

- 1.Pique-niquer
- 2.Machine - Hardi
- 3.Cuites de manière à prendre une couleur dorée - Historique
- 4.Eclore
- 5.Halte - Pleurer
- 6.Aumône - Sigle de l'angl. Human Immunodeficiency Virus - Note
- 7.Boîte - Harem
- 8.Cale en forme de V - Or - Ruinés
- 9.En les - Met qqch en mouvement
- 10.Garçon d'écurie - Du- rillons"
- 11.Ile allongée près de Venise - Pierre
- 12.Relatif au palais de l'Elysée - Dirige

Verticalement:

- 1.Ch.-l. de c. des Yvelines
- 2.Petite pomme - Fl. d'Espagne - Plante potagère à bulbe
- 3.Vingtième lettre de l'alphabet grec - Fondatrice américaine du mouvement Science chrétienne
- 4.Circonstance - Harsards - Osmium
- 5.Sarcasme
- 6.Chlorure de sodium - Enfant
- 7.Ce qui est à lui - Toute particule subatomique de masse supérieure à celle du proton
- 8.Oléiférante
- 9.Unité de mesure d'équivalent de dose d'une radiation ionisante - Lumen
- 10.Drame japonais - Thulium - Cadmium - Atoll
- 11.Fleurettiste - Pronom indéfini
- 12.Etat de distraction (pl.) - Mammifère équidé



7 erreurs



Citations

“La beauté n'est que la promesse du bonheur.”

*Stendhal

C'est arrivé un 24 mars

2004: un percussionniste porte le record de durée à 48 h pour l'exercice de son instrument, à Zurich, Suisse.

2004: un séisme sous-marin de magnitude 6 frappe la côte est de l'île de Taiwan sans faire ni blesser ni de dégâts matériels.

2004: Roger Federer devient numéro un mondial de tennis après sa victoire sur Marat Safin lors des internationaux d'Australie.

2004: naissance du célèbre site Facebook

2005: une journaliste italienne, Giuliana Sgrena, est enlevée par des hommes armés près de l'université de Bagdad.

2005: la ville de Perpignan, France, fait venir 4 tonnes de neige depuis la station de ski de Formiguères pour constituer le «plus grand bonhomme de neige». Il manque 25 cm et Perpignan se console avec le titre de «plus grand bonhomme de neige... au niveau de la mer» avec ses 7,55 m jusqu'à la pointe du bonnet.

2006: création du parti politique provincial québécois Québec solidaire.

2011: Thein Sein devient président de la Birmanie.

Célébrations:

-Journée mondiale contre le cancer, patronnée par l'Union Internationale Contre le Cancer (International Union Against Cancer ou UICC).

Angola: Anniversaire de «l'insurrection de Luanda», début de la lutte armée contre le colonialisme portugais en 1961.

Sri Lanka: Fête de l'indépendance, célèbre l'émancipation du pays vis-à-vis de la suzeraineté britannique en 1948.

Lettonie: Biezputras Diena, Jour du gruau.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ
Clôture
du Championnat
régional de tir
au pistolet
automatique



Sous l'égide du Directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, la Sûreté de wilaya de Bordj Bou-Arréridj a organisé du 21 au 23 mars le championnat régional de tir au pistolet automatique.

Pas moins de 141 compétiteurs dont une soixantaine de femmes représentant 15 Sûretés de wilaya de l'Est, ont participé à ce championnat qui s'est déroulé au centre de tir de Bordj Bou-Arréridj.

Le déroulement de ce tournoi s'est effectué, selon les participants dans des bonnes conditions. Des prix et des récompenses ont été remis aux lauréats, dans la cérémonie de clôture à laquelle le wali et le chef de sûreté de la wilaya ont pris part.

Résultats de la phase éliminatoire à laquelle 141 tireurs ont participé :

FEMMES – INDIVIDUEL

1. Guelout Souaf, SW de Constantine
2. Bouzeika Siham, SW de Annaba
3. Chaouche Sabah, SW de Sétif
4. Messili Thouria, SW de Bordj Bou Arréridj

HOMMES – INDIVIDUEL

1. Torchli Mobarek, SW de Constantine
2. Boukathir Salim, SW de Bejaia
3. Djebaili Faycel, CW de Constantine
4. Karbas Mourad, SW de Sétif
5. Bouda Youcef, SW de Sétif

PAR EQUIPES – FEMME

1. SW de Annaba
2. SW de Bordj Bou Arréridj
3. SW de Constantine

PAR EQUIPES – HOMME

1. SW de Constantine
2. SW de Sétif
3. SW de Bordj Bou Arréridj

M.B.

Sudoku N°1248

7	8	2	4	9	3	5	6	1
5	4	6	7	1	2	9	3	8
1	9	3	5	6	8	7	2	4
2	3	4	9	5	7	1	8	6
6	1	9	8	2	4	3	5	7
8	7	5	1	3	6	2	4	9
3	6	8	2	7	1	4	9	5
9	2	1	6	4	5	8	7	3
4	5	7	3	8	9	6	1	2

9	2	7	5	3	6	1	4	8
8	1	3	9	4	2	7	5	6
5	4	6	1	8	7	2	3	9
4	7	1	2	5	8	9	6	3
3	6	8	4	9	1	5	2	7
2	9	5	7	6	3	4	8	1
3	6	8	2	7	9	5	6	4
7	5	1	4	8	2	3	9	6
9	3	6	7	1	5	2	4	8

Mots Croisés N°1248

DAMASQUINAGE
ECUMEUX■AMES
STEATOMES■NS
H■R■IAKARTE
OFFRE■LARCIN
U■RETS■CD■L■
LIAS■ESTELLE
ILI■FRAISIER
E■CREDIT■ESE
REHE■ETUDES■
EDENTA■DOSER
SE■EMULES■SA

Mots Fléchés N°1248

FLEURDELISES
OURSE■BALCON
NEGOCIATION■
CUN■NY■UT■P■R
IRASCIBILITE
E■D■LOIS.ERE
RIVIERE■B■AL
ENEE■GSTAAD■
MAR■BA■ENNUI
ERBIL■ARC■IL
NIECES■N■PRE
T■SIDATIQUES

CAMP D'ENTRAÎNEMENT DES JEUNES TALENTS
150 nageurs et nageuses en regroupement

150 athlètes entre nageurs, nageuses et poloïstes sont regroupés depuis lundi et jusqu'au 31 mars (période de vacances scolaires) à travers le territoire national (Sétif, Biskra et Oran), a-t-on appris hier auprès de la Fédération algérienne de natation (FAN).

Ce stage s'inscrit dans le cadre des camps d'entraînements des jeunes talents, en prévision des échéances à moyen et long terme dont les préparatifs aux Jeux africains de la Jeunesse (JAJ) prévus en 2018 en Algérie.

"Nous voulons à travers ce procédé assurer l'avenir de la natation algérienne qui commence à gagner du terrain pour obtenir une place de choix au niveau arabe, africain (à court terme) et pourquoi pas mondial (à long terme)", a indiqué le président de la FAN, Ahmed Chébaraka.

Après les bons résultats obtenus par des jeunes athlètes algériens lors des Jeux africains à Brazzaville en septembre 2015, l'instance fédérale compte poursuivre la politique de rajeunissement des effectifs d'où sa décision d'engager 20 jeunes athlètes pour les championnats arabes (seniors/garçons et filles), prévus à Dubaï du 4 au 7 avril prochain.

"Ce rendez-vous donne l'opportunité aux athlètes de réaliser les minima en vue des Jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro. D'ailleurs, la compétition est reconnue par la Fédération internationale de natation



(FINA). Ces championnats arabes seront aussi une étape intermédiaire et préparatoire pour les championnats d'Afrique prévus à la fin de la saison", explique-t-on à la fédération. L'équipe nationale de water-polo concernée par les camps d'entraînements, prépare quand à elle et sous la houlette de l'entraîneur national Benkara Yassine les championnats arabes prévus à Sétif du 4 au 6 mai à la piscine d'El Bez. " Ce sont des échéances importantes à nos yeux.

Pour cela, nous souhaitons mettre le paquet sur la jeunesse et aussi sur le développement de certaines disciplines appelées communément dérivés. En somme, la relève est assurée lorsque l'on voit d'abord les résultats enregistrés lors de la saison 2015 mais également le nombre important de jeunes bambins, toutes catégories confondues, provenant des différentes ligues du pays se regrouper d'une manière périodique", a conclu le président de la FAN.

ATHLÉTISME / PRÉPARATION
L'élite des jeunes talents en regroupement à Biskra

Quinze (15) athlètes de la catégorie "minimes", dont 7 filles, considérés comme la relève de l'athlétisme algérien sont en regroupement depuis lundi à l'école régionale des sports olympiques de Biskra, en vue des importantes échéances à venir, a-t-on appris hier auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

Initialement, cette jeune sélection devait entrer en stage avec un total de 20 éléments. Finalement, seuls 15 d'entre eux ont pu répondre présent" a regretté la FAA. Plusieurs disciplines comme les courses de demi-fond, le sprint, les

lancers et les sauts sont au programme de ce stage, qui selon la même source "se déroule dans de très bonnes conditions". La Direction technique de la Fédération algérienne d'athlétisme a, en effet, profité des vacances scolaires, observées en ce début de printemps, pour organiser des stages bloqués au profit de l'élite des jeunes talents, appelés à représenter l'Algérie aux prochains Jeux Africains de la Jeunesse (JAJ) et aux prochains Jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ). Les JAJ de 2017 seront organisés par l'Algérie, tandis que les JOJ de 2019 se dérouleront en Argentine.

Séminaire des journalistes sportifs africains les 2 et 3 avril à Alger

Un séminaire pour les journalistes sportifs africains sera organisé les 2 et 3 avril à Alger en marge de la 10e Convention internationale du sport en Afrique (CISA), a annoncé mardi le Comité olympique et sportif algérien (COA).

"Un séminaire dédié aux journalistes sportifs africains se déroulera à Alger et sera encadré par d'émérites conférenciers qui organiseront plusieurs ateliers", a précisé le COA, organisateur de l'événement sous l'égide de l'Association des Comités nationaux olympiques africains (ACNOA).

L'ouverture officielle du séminaire est prévue pour le samedi 2 avril à

14h30 et la première conférence sous le thème "Journalistes sportifs et violence dans les stades" sera animée par Abdelkader Berdja, ancien attaché de presse à la Fédération algérienne de football (FAF). La question de "La communication à la Confédération africaine de football (procédures d'accréditation et opérations médias durant les compétitions de la CAF)" sera traitée par Fekrou Kidane, alors que "Le rôle des médias dans la modernisation de la gouvernance dans le sport" sera décortiquée dans la même journée par Michael Pedersen.

La journée du dimanche 3 avril sera consacrée à "La couverture des Jeux

olympiques" avec des interventions de Michel Obi, Fekrou Kidane et Christian Seychal. Dans la foulée, Pierre Guillaume donnera des conseils pratiques aux journalistes concernant la couverture des Jeux olympiques 2016 de Rio.

Après des rencontres et des échanges individuels entre journalistes africains, des ateliers seront organisés dans les domaines de la photo (Laurent Bagnis), la presse écrite (Fekrou Kidane), la radio (Christophe DIREMZIAN), la télévision (Christian Seychal/Pierre Guillaume) et internet (Alain Mercier).

APS

S o l u t i o n

Sudoku N°1248

7	8	2	4	9	3	5	6	1
5	4	6	7	1	2	9	3	8
1	9	3	5	6	8	7	2	4
2	3	4	9	5	7	1	8	6
6	1	9	8	2	4	3	5	7
8	7	5	1	3	6	2	4	9
3	6	8	2	7	1	4	9	5
9	2	1	6	4	5	8	7	3
4	5	7	3	8	9	6	1	2

9	2	7	5	3	6	1	4	8
8	1	3	9	4	2	7	5	6
5	4	6	1	8	7	2	3	9
4	7	1	2	5	8	9	6	3
3	6	8	4	9	1	5	2	7
2	9	5	7	6	3	4	8	1
3	6	8	2	7	9	5	6	4
7	5	1	4	8	2	3	9	6
9	3	6	7	1	5	2	4	8

2	6	3	4	9	1	5	8	7
7	4	8	3	2	5	6	9	1
1	9	5	7	6	8	3	4	2
4	3	9	8	1	7	2	5	6
5	1	6	9	4	2	7	3	8
8	2	7	5	3	6	4	9	1
9	7	4	2	8	3	6	1	5
3	8	1	6	5	4	9	7	2
6	5	2	1	7	9	8	4	3

9	2	7	5	3	6	1	4	8
8	1	3	9	4	2	7	5	6
5	4	6	1	8	7	2	3	9
4	7	1	2	5	8	9	6	3
3	6	8	4	9	1	5	2	7
2	9	5	7	6	3	4	8	1
3	6	8	2	7	9	5	6	4
7	5	1	4	8	3	6	1	2
9	7	4	2	8	3	6	1	5

2	6	3	4	9	1	5	8	7
7	4	8	3	2	5	6	9	1
1	9	5	7	6	8	3	4	2
4	3	9	8	1	7	2	5	6
5	1	6	9	4	2	7	3	8
8	2	7	5	3	6	4	9	1
9	7	4	2	8	3	6	1	5
3	6	8	1	6	5	4	9	2
6	5	2	1	7	9	8	4	3

CAN-2017, DEMAIN À 20H30 À BLIDA, ALGÉRIE - ÉTHIOPIE

Les Verts bons favoris

Les joueurs de l'équipe nationale algérienne de football partent largement favoris dans leur double confrontation contre leurs homologues éthiopiens pour le compte des 3e et 4e journées (Groupe J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon qui débutera demain.

Said Ben

En effet, les joueurs choisis par le sélectionneur des Verts, le Français, Christian Gourcuff sont plus aguerris et surtout plus expérimentés que leurs homologues éthiopiens pour pouvoir se qualifier d'ores et déjà à cette CAN-2017 au Gabon et ce, à la fin du mois de mars en cours.

Brahimi et ses compatriotes se doivent donc de bien négocier cette double confrontation qui débutera demain au stade Tchaker de Blida à partir de 20h30 sous la houlette d'un trio arbitral sud-africain composé de M. Victor Miguel de Freitas Gomes, assisté de MM. Mothibidi Stevens Khumalo et Lindikhaya Bolo.

Les joueurs algériens dont la majorité évoluent dans des clubs huppés européens se doivent donc de faire une première différence demain à Tchaker avant de poursuivre leur œuvre à Addis-Abeba lors du match retour prévu le 29 mars prochain à Addis Abeba.

Pour cette double confrontation contre les Éthiopiens, le coach national Christian Gourcuff a fait appel aux services de 24 joueurs dont quatre évoluant en championnat de Ligue 1 parmi lesquels deux gardiens de but.

Seulement, au lendemain de la publication de la liste des 23 joueurs, le milieu de terrain de Tottenham



(Premier League anglaise) Nabil Bentaleb, s'est blessé, et a donc déclaré forfait, au même titre que l'attaquant du Dinamo Zagreb (Croatie), Hilal Larbi Soudani. C'est alors que Gourcuff a été obligé de faire appel à d'autres joueurs pour parer à ces deux défections. Ainsi, Gourcuff a fait appel à Adlene Guedioura (Watford FC/Angleterre) et Sofiane Hanni (FC Malines/Belgique), dont il s'agit de la première convocation chez les Verts.

L'autre nouveauté est l'attaquant de Lille OSC (France) Yassine Benzia qui a choisi de porter les couleurs algériennes après avoir évolué avec les jeunes catégories françaises.

Par ailleurs, le coach national Gourcuff a également fait appel au défenseur central Rafik Halliche (SC Qatar), qui vient de reprendre la compétition avec son club après un arrêt de trois semaines pour blessure. Pour le « onze » rentrant pour cette première manche prévue demain contre l'Éthiopie, Gourcuff ne devrait pas chambouler son groupe. Le « onze » de départ ne devrait donc pas être loin du suivant : M'bolhi, Zeffane, Ghoulam, Mandi-Medjani-Taïde et M'sloub-Brahimi-Feghouli-Mahrez et Slimani.

Ainsi donc Gourcuff misera beaucoup lors de ces deux matchs sur Riyad Mahrez, auteur d'une saison époustouflante avec le leader du championnat anglais, Leicester (16

but, 11 passes décisives) ainsi que sur le buteur patenté du Sporting Lisbonne (Portugal) et meilleur réalisateur en activité des Verts, Islam Slimani.

Côté adverse, le sélectionneur de l'équipe nationale d'Éthiopie Yohanes Sahle a convoqué 24 joueurs : 22 locaux et deux évoluant à l'étranger, en l'occurrence Shemeles Bekele (Petrojet/Egypte) et Getaneh Kebede (University Pretoria/Afrique du Sud).

Il est utile de noter que le coach de l'Éthiopie a également voulu garder une certaine stabilité dans sa sélection puisqu'il a fait confiance à la plupart des joueurs du championnat local faisant partie de l'équipe nationale qui avait pris part au dernier championnat d'Afrique CHAN-2016 disputé en janvier dernier au Rwanda. Les Algériens ne devraient vraiment pas trouver de problème pour battre largement ces éthiopiens demain soir à Blida avant de se rendre à Addis-Abeba dimanche prochain pour affronter deux jours plus tard ces mêmes Éthiopiens au Ydnekachew Tesema stadium (17h00 locales, 15h00 algériennes). A rappeler enfin qu'à l'issue la 2e journée, l'Algérie occupe la tête du classement avec 6 points, devant l'Éthiopie (4 points). Les Seychelles pointent à la 3e place avec 1 point, alors que le Lesotho ferme la marche avec 0 point.

BENZIA :

«Fier d'honorer ma première convocation avec les Verts”

Le néo-attaquant international algérien Yassine Benzia s'est déclaré mardi «fier» d'honorer sa première sélection en équipe nationale, en vue de la double confrontation face à l'Éthiopie, les 25 et 29 mars, comptant respectivement pour la 3e et 4e journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon.

«J'ressens beaucoup de fierté, j'ai été très bien accueilli par tout le monde. Tout se passe bien pour mes débuts avec la sélection», a affirmé le sociétaire de Lille OSC (Ligue 1 française de football), lors d'une zone mixte avec la presse au centre technique national de Sidi Moussa. Benzia figure dans une liste de 24 joueurs convoqués par le sélectionneur national Christian Gourcuff. Le premier rendez-vous se jouera ce vendredi à Blida (20h30) avant la seconde manche, prévue quatre jours plus tard à Addis-Abeba (15h00 locale, 17h00 algérienne).

Appelé à évoquer les motivations qui l'ont poussé à opter pour le «Club Algérie» aux dépens de l'équipe de



affirmé ne pas appréhender les conditions difficiles sur les terrains africains.

«On m'a déjà briefé sur le football en Afrique, j'ai un coéquipier marocain avec moi à Lille qui m'en a déjà parlé, notamment à propos des conditions difficiles sur les terrains africains. Je ne suis pas inquiet, je vais m'adapter», a-t-il conclu.

Au terme de la 2e journée, l'Algérie occupe la tête du classement avec 6 points, devant l'Éthiopie (4 pts). Les Seychelles pointent à la 3e place avec 1 point, alors que le Lesotho ferme la marche avec 0 point.

DÉCLARATIONS DES JOUEURS

Walid Mesloub (milieu défensif/FC Lorient) :



«Il s'agit de deux matchs décisifs pour la qualification à la prochaine CAN. Nous allons tout faire pour sceller notre qualification au terme de la 4e journée. Le match à Addis-Abeba se jouera dans des conditions difficiles avec notamment l'altitude, à nous d'être prêts et surtout ne pas sous-estimer l'Éthiopie. En ce qui me concerne, je suis un joueur polyvalent et je reste toujours à la disposition du coach. Le plus important est d'être sur le terrain et prendre du plaisir».

Azzedine Doukha (gardien de but/JS Kabylie) :

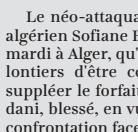
«Nous devons nous concentrer d'abord sur le premier match de Blida avant celui de Addis-Abeba. L'Éthiopie est une bonne équipe, nous devons éviter de tomber dans la facilité. Notre objectif est de remporter les deux matchs pour arracher notre qualification à la CAN. La concurrence entre les gardiens de but est ouverte et ne se limite pas à M'bolhi et Doukha, chacun de nous doit se tenir prêt avant même de recevoir sa convocation».

Nacreddine Khoualed (défenseur/USM Alger) :



«Les deux rendez-vous face à l'Éthiopie seront difficiles, d'autant que cette équipe est composée de joueurs qui peuvent faire la différence à n'importe quel moment. Nous devons gagner ces deux rencontres pour assurer définitivement notre qualification. En ce qui me concerne, j'admets que mes convocations en équipe nationale ne sont pas régulières, mais le fait d'être présent est toujours un plaisir».

Hanni : «Remplacer Soudani ne me dérange pas»



Le néo-attaquant international algérien Sofiane Hanni a affirmé mardi à Alger, qu'il acceptait volontiers d'être convoqué pour suppléer le forfait de Hilal Soudani, blessé, en vue de la double confrontation face à l'Éthiopie, les 25 et 29 mars, comptant respectivement pour la 3e et 4e journée (Gr.J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon.

«J'étais très content d'apprendre ma première convocation et fier de faire partie de cette sélection. Je respecte le choix du sélectionneur de ne pas me convoquer dans la première liste. En football, il faut toujours se tenir prêt, c'est ce que j'ai fait. Je suis très heureux d'être là aujourd'hui», a indiqué le sociétaire du FC Malines (division 1 belge) lors d'une zone mixte avec la presse au centre technique national de Sidi Moussa. Hanni a été appelé pour remplacer Soudani dans une liste de 24 joueurs, convoqués par le sélectionneur national Christian Gourcuff.

Le premier rendez-vous face à l'Éthiopie se jouera ce vendredi à Blida (20h30) avant la seconde manche, prévue quatre jours plus tard à Addis-Abeba (17h00 locale, 15h00 algérienne). L'actuel meilleur buteur du championnat belge avec 14 buts a souligné qu'il était là «pour donner le meilleur de lui-même». «Mes performances avec Malines ont poussé le coach à me convoquer. Je tâcherai de ne pas le décevoir, en donnant le meilleur de moi-même». Hanni, passé notamment par le FC Nantes (France), dit ne pas appréhender la concurrence au sein du groupe. «J'ai l'habitude de jouer derrière l'attaquant, à gauche et même à droite. En équipe nationale, il y'a de très bons joueurs, la concurrence dans un groupe ne peut qu'être bénéfique», a-t-il estimé. Évoquant les deux prochains matchs des Verts face à l'Éthiopie, Hanni a estimé que le plus important était de «rester concentré». «Nous devons garder le maximum de concentration pour aborder ces deux matchs avec tous nos moyens. Nous sommes conscients de l'importance de ces deux rendez-vous d'autant que la qualification à la CAN sera en jeu», a-t-il conclu. Au terme de la 2e journée, l'Algérie occupe la tête du classement avec 6 points, devant l'Éthiopie (4 pts). Les Seychelles pointent à la 3e place avec 1 point, alors que le Lesotho ferme la marche avec 0 point.

LIGUE 1 MOBILIS (23E J) Le MOB pour conforter sa place de dauphin



Le MO Béjaïa tentera de conforter sa place de dauphin en accueillant le RC Relizane, alors que l'ES Sétif, pas loin de la zone rouge, devra l'emporter à domicile face à l'ASM Oran, à l'occasion de la suite et fin de la 23e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue demain et samedi.

Le MO Béjaïa (2e, 347 pts), auteur d'une retentissante qualification en Ligue des champions d'Afrique aux dépens des Tunisiens du Club Africain (aller 1-0, retour 2-0) espère consolider sa deuxième place à l'occasion de la réception du RC Relizane (14e, 23 pts).

Cette rencontre entre deux équipes aux objectifs diamétralement opposés, devrait revenir aux "Crabes" qui commencent à retrouver des couleurs après un passage à vide.

En revanche, une autre défaite du RC Relizane pourrait être préjudiciable pour l'équipe de l'Ouest, qui lutte pour son maintien en Ligue 1. De son côté, l'ES Sétif, auréolée de sa qualification au 3e tour de la Ligue des champions d'Afrique, aura à cœur de confirmer en championnat face aux Asémistes, sérieusement menacés par la relégation. Battue lors de la dernière journée par l'USM Blida (2-1), la formation sétifienne est appelée ainsi à réagir au risque de sombrer à nouveau dans le doute.

L'ASMO (15e, 18 pts), devra impérativement puiser dans ses ressources pour tenter de revenir avec un résultat probant de Setif dans l'optique du maintien.

La JS Saoura (4e, 33 pts) espère pour sa part un faux pas du MOB pour lui ravir la deuxième place, mais cela passera d'abord par une victoire sur le terrain du CS Constantine, qualifié au prochain tour de la Coupe de la Confédération (CAF).

MOB et JSS vont ainsi se livrer un duel à distance pour la deuxième place, au moment où le solide leader l'USM Alger, vainqueur samedi dernier lors du derby algérois face au CR Belouizdad (2-0), n'est qu'à un pas d'un 7e titre.

Enfin, le MC Oran (9e, 30 pts) aura à cœur de se hisser dans la première partie du tableau en accueillant l'USM Blida (13e, 26 pts) dans un duel qui sera certainement acharné et disputé.

Programme des rencontres

Dimanche 25 mars (18h00) :

Constantine : CS Constantine - JS Saoura
Samedi 26 mars (18h00) :
Oran : MC Oran - USM Blida (huis clos)
Béjaïa : MO Béjaïa - RC Relizane (huis clos)
Sétif : ES Sétif - ASM Oran

Déjà joués :

USM Alger - CR Belouizdad 2-0
JS Kabylie - MC Alger 2-1
RC Arbaâ - USM Harrach 3-1
NA Hussein Dey - DRB Tadjenane 2-2

Classement

	Pts	J
1). USM Alger	51	23
2). MO Béjaïa	34	22
3). DRB Tadjenane	34	23
4). JS Saoura	33	22
5). CR Belouizdad	32	23
6). USM El-Harrach	32	23
7). NA Hussein-Dey	32	23
8). MC Alger	31	23
9). MC Oran	30	22
10). JS Kabylie	29	23
11). ES Sétif	28	22
12). CS Constantine	27	22
13). USM Blida	26	22
14). RC Relizane	23	22
15). ASM Oran	18	22
16). RC Arbaâ	16	23

FOOTBALL/ JO-2016 (PRÉPARATION) CORÉE DU SUD-ALGÉRIE Test révélateur pour les Olympiques algériens

La sélection olympique algérienne de football affrontera demain à Séoul son homologue coréenne au stade Munhak d'Incheon (20h00 locales 12h00 algériennes) en match amical de préparation en vue du tournoi des Jeux olympiques Rio-2016 (5-21 août).

Il s'agit de la première sortie en déplacement pour les joueurs du sélectionneur Pierre-André Schürmann depuis la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 disputée au Sénégal.

En février dernier, les coéquipiers de Zineddine Ferhat ont accueilli en amical la sélection palestinienne au stade du 5-juillet d'Alger (défaite 1-0).

Pour cette sortie face au vice-champion d'Asie, les Olympiques algériens vont certainement se donner à fond pour convaincre le coach national, qui compte mettre à profit les deux rendez-vous amicaux face à la Corée du Sud pour régler les automatismes, à cinq mois du rendez-vous brésilien.

D'aucuns estiment que les Algériens seront face à un véritable test révélateur devant une sélection confirmée, dont la qualité de ses joueurs n'est pas à discuter.

"Nous allons mettre à profit ces deux matchs pour corriger nos erreurs notamment après la défaite face à la Palestine (1-0) et surtout tirer le maximum d'enseignements en vue du tournoi olympique", a indiqué le défenseur Houari Ferhani (JS Kabylie).

En vue de ces deux rendez-vous, le sélectionneur de l'équipe nationale,



le Suisse Pierre-André Schürmann a retenu 24 joueurs, dont six seniors : Hocine Benayada (USM Alger), Hicham Nekkache (CR Belouizdad), Amir Sayoud (DRB Tadjenane), Belkheiter Mokhtar (MCE Eulma), Yess Seddiki (NA Hussein Dey) et Mohamed Amine Abid (MC Alger).

En revanche, l'équipe olympique est privée des services du milieu défensif du MC Alger (Ligue 1/Algérie), Oussama Chita, gravement touché au genou et forfait pour les JO-2016. Les Algériens disputeront un second test face à la Corée du Sud le lundi 28 mars au stade de Goyang,

dans la banlieue nord de Séoul, à 19h00 locale (11h00 algérienne).

L'Algérie avait composé son billet pour les JO-2016 en décembre dernier, en atteignant la finale de la CAN-2015, perdue face au Nigeria (2-1). De son côté, la sélection de la Corée du Sud s'est qualifiée pour le rendez-vous de Rio en disputant la finale de la Coupe d'Asie de la catégorie, jouée au Qatar et perdue face au Japon (3-2).

Les deux sélections seront fixées sur leurs adversaires aux JO-2016, le 14 avril prochain, à l'occasion du tirage au sort prévu au stade Maracana de Rio de Janeiro.

ÉLIMINATOIRES CAN-2017 DES U-20 (PREMIER TOUR ALLER) ALGÉRIE-MAURITANIE

Le Tunisien Guirat au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral tunisien sous la conduite de Guirat Haythem pour officier le match Algérie-Mauritanie, le 3 avril à 16h00 au stade Omar-Hamadi (Bologhine) pour le compte du premier tour aller des éliminatoires de la CAN-2017 des moins de 20 ans dont la phase finale aura lieu en Zambie. Le directeur de jeu tunisien Guirat sera

assisté de ses deux compatriotes, Marwene Saad et Aymen Ismail.

En prévision de cette rencontre, la sélection algérienne dirigée par Mohamed Mekhazni entamera aujourd'hui son dernier stage avant la réception des "Mourabitoune" juniors. Le match retour aura lieu à Nouakchott le 22 ou le 23 avril.

Le DRB Tadjenane vise une participation internationale la saison prochaine

Le DRB Tadjenane, encouragé par son parcours positif pour son premier exercice en Ligue 1 algérienne de football, a revu ses ambitions à la hausse et vise désormais une place qualificative à une compétition internationale la saison prochaine, a indiqué hier son président Tahar Graïch.

"Nos ambitions ont grandi au fil des journées. Notre classement actuel avant sept matchs de la fin, nous motive à revenir à la hauteur nos ambitions. Nous visons désormais une participation internationale la saison à venir", a déclaré Graïch à l'APS. Le

DRBT, auteur de deux accessions de suite au cours des deux précédentes saisons pour se retrouver pour la première fois de son histoire parmi l'élite algérienne, constitue l'attraction de l'édition actuelle du championnat de Ligue 1.

Les hommes de l'entraîneur Lyamine Bougerara partagent la deuxième place au classement avec le MO Béjaïa, même si ce dernier a un match en moins qui livrera samedi à domicile contre le RC Relizane dans le cadre de la mise à jour de la 23e journée. "Tout Tadjenane rêve d'une

première participation internationale dès la saison à venir. On aimerait bien prendre part à la Ligue des champions, la Coupe de la CAF ou la Coupe arabe, dont on dit qu'elle sera bientôt relancée", a ajouté le premier responsable du DRBT.

Convaincu des bienfaits de la stabilité de l'encadrement technique, Graïch a fait savoir, en outre, qu'il a d'ores et déjà commencé les discussions avec l'entraîneur Bougerara, à la barre technique du club depuis trois ans, pour prolonger son contrat.

Feghouli 9e étranger à avoir joué le plus de matchs avec Valence

L'international algérien, Sofiane Feghouli, est devenu le neuvième joueur étranger comptabilisant le plus grand nombre de matchs avec Valence, après avoir fait sa 200e apparition sous les couleurs du club, battu à domicile par le Celta Vigo (0-2), pour le compte de la 30e journée du championnat d'Espagne de football le week-end passé.

Feghouli, auteur de 20 buts depuis qu'il a rejoint les Valenciens en 2010 en provenance de Grenoble qui évoluait à l'époque en Ligue 2 française, n'a néanmoins pas passé pour l'occasion une soirée tranquille. Relégué sur le banc de touche par Gary Neville et hué par une partie des supporters



valenciens, Feghouli a prématièrement quitté le vestiaire, fou de rage, à cause de son statut de remplaçant, conjugué aux sifflets d'une partie du public du Mestalla à sa rentrée sur le

terrain, selon le journal *Las Provincias*.

Pis encore, la nouvelle défaite de son équipe enfonce cette dernière davantage dans les profondeurs du classement de la Liga et elle se retrouve à la 13e position, avec six points d'avance seulement sur le premier relégable, Getafe. Les relations du joueur de 26 ans sont devenues également tendues avec l'entraîneur et les dirigeants du club, au moment où l'ambiguïté persiste à propos de son avenir avec Valence, ajoute la même source. Le contrat du milieu offensif algérien avec Valence va expirer en juin prochain.

APS

CABALLERO : «JE SERAI PRÉT POUR PARIS»

Remplaçant du gardien titulaire Joe Hart, blessé à un mollet et sorti en cours de match lors du derby perdu face à Manchester United dimanche (0-1), Willy Caballero s'est confié sur le site officiel des Citizens. «Si l'entraîneur veut que joue à Paris en Ligue des champions, je serai prêt. Je me sens bien, prêt à jouer. Et je ne suis pas senti différent après Wembley», a-t-il déclaré, faisant référence à cette finale de la Coupe de la Ligue face à Liverpool où il s'était montré héroïque en détournant trois tirs au but. Peut-être que j'ai eu de la chance. Mais je donne toujours mon maximum et je me prépare comme si j'allais jouer.»



Morata

de retour pour attirer encore plus fort cet été ?

Conscient des grandes qualités d'Alvaro Morata, le Real Madrid entendrait recruter l'attaquant de la Juventus Turin pour mieux le vendre au mercato estival !

La stratégie est quelque peu étrange mais le quotidien AS assure qu'elle est actuellement en réflexion dans l'esprit des dirigeants du Real Madrid. Conscient des qualités d'Alvaro Morata, la Maison Blanche entendrait en effet faire revenir l'attaquant de la Juventus Turin pour mieux le vendre au mercato estival ! Le club espagnol doit ainsi débourser 30 millions d'euros pour l'arracher à la Vieille Dame mais compterait en tirer près de 50M€ à la revente, en sachant qu'Arsenal et le Bayern Munich seraient déjà très intéressés par ses services.

L'antécédent Negredo en 2009

Cette option, qui est à mettre au conditionnel, ne serait pas un coup d'essai pour le Real Madrid. En juin 2009, les Merengue avaient en effet déjà entrepris cette même manœuvre avec un certain Alvaro Negredo, racheté à Almeria au début de l'été pour 5M€ et transféré en aout au FC Séville pour 14M€. Déjà une belle affaire.

Yaya Touré vers une prolongation de 3 ans ?

Yaya Touré pourrait rester à Manchester City où il serait question de la prolongation de son contrat pour 3 saisons, alors que Pep Guardiola va bientôt débarquer à la tête de l'équipe. Yaya Touré s'était montré opposé au recrutement de Pep Guardiola avec qui il avait eu des problèmes du temps où il évoluait au FC Barcelone. Le milieu de terrain ivoirien de 32 ans avait, à travers des déclarations de son agent, laissé entrouverte la porte d'un départ en fin de saison. Mais après la signature de l'actuel coach du Bayern Munich en faveur du club anglais, il a changé son discours, laissant entendre qu'il pourraient de nouveau travailler avec Guardiola. Selon le Daily Mirror, ses dirigeants qui n'ont jamais songé à le laisser partir pourraient même lui renouveler leur confiance en prolongant son contrat pour les 3 prochaines saisons.



CAVANI, LA TENTATION ANGLAISE

Edinson Cavani n'en fait pas mystère: courisé par Manchester United, Chelsea ou Arsenal, il serait ravi d'évoluer en Angleterre...

Partira, partira pas ? Le prochain mercato ne devrait pas échapper à la règle. Comme à chaque période de transferts, le nom d'Edison Cavani devrait en effet alimenter les rumeurs. L'Uruguayen a beau être sous contrat jusqu'en juin 2018 alors que Zlatan Ibrahimovic, au contraire, n'est plus lié au PSG que pour quelques mois seulement, l'avenir de l'ancien Napolitain semble s'inscrire en pointillés dans la capitale. Et ce d'autant plus qu'il n'apparaît plus comme un titulaire indiscuté aux yeux de

Laurent Blanc, l'entraîneur parisien lui préférant régulièrement Lucas pour occuper le couloir gauche. Par ailleurs déçu d'avoir été mis à l'index par ses partenaires pour être parti en avance en vacances au moment de la trêve hivernale et toujours aussi frustré de son positionnement lorsqu'il a voix au chapitre, Cavani n'a d'ailleurs pas manqué l'occasion d'attiser le feu des rumeurs. Alors que son nom revient avec insistance du côté de Manchester United, d'Arsenal ou de Chelsea, l'attaquant parisien a en effet profité d'une interview à Fox Sports pour dire tout le bien qu'il pensait de la Premier League.

Özil monte au créneau pour Arsène Wenger

Alors que la presse espagnole expliquait récemment que Mesut Özil souhaiterait voir Arsène Wenger quitter le banc d'Arsenal en fin de saison, le meneur de jeu allemand d'Arsenal a poussé un coup de gueule à ce sujet via son compte Twitter : «J'ai vu les informations de la presse aujourd'hui. Arsène Wenger était une grande raison pour moi de rejoindre Arsenal et cela n'a pas changé», assure Özil, niant ainsi en bloc ces informations.

Hamsik : «On est concentrés sur nous-mêmes»

Naples a souffert mais est parvenu à s'octroyer la victoire face au Genoa, dimanche à San Paolo (3-1), restant donc dans le viseur de la Juventus Turin, leader de Serie A avec trois points d'avance sur les hommes de Maurizio Sarri. Pour Marek Hamsik, la lutte sera compliquée mais il a assuré

ne penser qu'à son équipe. «Ce fut une bataille très difficile dans laquelle nous avons montré notre force et notre caractère. Nous sommes heureux

d'avoir gagné de nouveau trois points. Maintenant, il y a une trêve et puis encore huit matches. Nous ne regardons pas les autres équipes, on est concentrés sur nous-mêmes. On ne pense qu'au prochain match»,



PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE DU PAKISTAN: Le président Bouteflika félicite son homologue pakistanaise ...

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de félicitations à son homologue pakistanaise Mamnoon Hussain à l'occasion du 60e anniversaire de la proclamation de la République du Pakistan, dans lequel il a souligné sa volonté d'intensifier les efforts pour le renforcement des relations bilatérales dans divers domaines.

«Il m'est agréable au moment où la République du Pakistan célèbre le 60e anniversaire de sa naissance, de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations et nos vœux les meilleures de santé et de bien-être, et au peuple pakistanaise frère davantage de progrès et de prospérité», a écrit le président Bouteflika dans son message.

«Je tiens en cette heureuse occasion à vous réaffirmer mon entière disposition à œuvrer de concert avec vous au renforcement des liens d'amitié et de solidarité existant entre nos deux pays ainsi que ma volonté d'intensifier les efforts pour la promotion de nos relations bilatérales dans divers domaines au service des intérêts de nos deux pays et de nos deux peuples frères», a souligné le chef de l'Etat.

... et le Premier ministre pakistanaise

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de vœux au Premier ministre de la République du Pakistan, Mian Muhammad Nawaz Sharif à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de la proclamation de la République du Pakistan.

«Il m'est agréable au moment où votre pays célèbre le 60ème anniversaire de la proclamation de la République Islamique du Pakistan de vous adresser mes chaleureuses félicitations et mes vœux les meilleures de bonheur et de santé, et au peuple pakistanaise frère davantage de progrès et de prospérité», écrit le président Bouteflika dans son message.

«Je sais cette heureuse occasion pour saluer les relations d'amitié, de coopération et de solidarité qui unissent l'Algérie et le Pakistan et vous renouveler mon entière disposition à œuvrer de concert avec vous à leur consolidation dans divers domaines au mieux des intérêts de nos deux peuples frères», ajoute le président de la République.

ALGÉRIE-KOUEÏT M. Bedoui reçoit l'ambassadeur du Koweït en Algérie

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a reçu mardi l'ambassadeur du Koweït en Algérie, Mohamed El Bachir, indique un communiqué du ministère.

Les deux parties ont évoqué, lors de cet entretien, le «renforcement de la coopération bilatérale et l'échange d'expériences dans les domaines relevant des ministères de l'Intérieur des deux pays», précise la même source.

APS

ALGÉRIE - ETATS-UNIS Aucune date «n'a encore été arrêtée» pour la visite en Algérie de John Kerry

Le porte parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif, a indiqué hier qu'aucune date n'a encore été arrêtée pour la visite en Algérie du secrétaire d'Etat américain John Kerry.

«Aucune date n'a encore été arrêtée pour la visite en Algérie du secrétaire d'Etat américain John Kerry», a indiqué le porte-parole dans une déclaration à l'APS.

Il a précisé que «des consultations sont en cours entre les deux départements des affaires étrangères pour convenir d'une date pour la tenue à Alger de la 4e session du Dialogue stratégique algéro-américain, qui sera co-présidée par les chefs de diplomatie des deux pays».



ALGÉRIE - ITALIE Le sous-secrétaire d'Etat italien aux affaires étrangères en visite de travail en Algérie

Le sous-secrétaire d'Etat italien au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale italien, Vincenzo Amendola, a entamé hier et jusqu'à aujourd'hui, une visite de travail en Algérie, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette visite, à l'invitation du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Abdelhamid Senouci Berekki, entre dans le cadre «des consultations politiques régulières instaurées entre les deux pays, en application du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé entre l'Algérie et l'Italie en janvier 2003», a précisé la même source.

Elle fait suite à la visite de travail et

d'amitié effectuée, en Algérie le 02 décembre 2014, par le Président du Conseil italien, Matteo Renzi, et celle du chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni, faite le 02 février 2015, a ajouté la même source.

Les consultations qu'aura le responsable italien avec M. Berekki constitueront «une excellente occasion pour l'approfondissement du dialogue politique existant entre les deux pays et permettront, également, de faire une évaluation globale de l'ensemble des relations bilatérales».

Les relations économiques et l'envol qu'elles ont enregistré au cours de ces dernières années seront, également, au centre de ces entretiens.

Les deux responsables procéderont, en

outre, «à un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, en particulier la situation en Libye, au Mali, et au Proche-Orient ainsi que la lutte contre le terrorisme».

«Au plan politique, les relations entre les deux pays «sont excellentes», et elles sont marquées par «la constance du dialogue politique de haut niveau et les échanges réguliers de visites entre les responsables algériens et italiens», a souligné le communiqué du MAE.

Les deux pays entretiennent des relations de coopération «denses et diversifiées», a relevé le MAE, ajoutant qu'au plan commercial l'Italie est le deuxième client de l'Algérie et son troisième fournisseur.

ALGÉRIE - LIBYE M. Messahel reçu à Tunis par le président du Conseil présidentiel du gouvernement libyen d'union nationale

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a été reçu mardi à Tunis, par le président du Conseil présidentiel du gouvernement libyen d'union nationale, Faïz Esserradj, au terme des travaux de la 8e réunion des pays voisins de la Libye. Lors de la rencontre qui a porté sur les résultats de la 8e réunion des pays voisins de la Libye, les deux responsables ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats de cette session, notamment «de soutien au processus politique» pour le règlement de la crise en Libye et le transfert du Conseil présidentiel à Tripoli dans les plus brefs délais. M. Esserradj a adressé ses remerciements au président de la République, Abdelaziz Bouteflika pour son rôle dans «de soutien à la solution politique et au processus onusien» pour la réconciliation nationale en Libye, saluant par la même occasion «la ferme position de l'Algérie en faveur de l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Libye et la cohésion de son

peuple» en cette conjoncture complexe. Le responsable libyen a demandé à l'Algérie «d'accompagner son pays dans l'éification de ses institutions et l'appui de son processus de transition».

«L'Algérie poursuivra son appui à l'accord politique libyen et au processus onusien pour le règlement de la crise, dont souffre la Libye et afin de lui permettre de recouvrer sa stabilité et sa sécurité au mieux des intérêts des peuples de la région», a affirmé M. Messahel.

Messahel reçoit à Tunis le chef de la délégation de la chambre des représentants au dialogue interlibyen

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel a reçu mardi à Tunis en marge de la 8e réunion des pays voisins de la Libye le vice-président de la chambre des représentants libyens et chef de la délégation des négociateurs au dialogue interlibyen, Mohamed Chouaïb. L'entretien a porté sur l'évolution du processus politique en Libye, les moyens à même d'accélérer le

transfert du Conseil présidentiel à Tripoli et les prochaines étapes pour le parachèvement de la mise en œuvre de l'accord politique conclu par les parties libyennes le 17 décembre 2015. Pour sa part, M. Chouaïb a salué l'expérience algérienne en matière de réconciliation nationale soulignant mettant en avant les enseignements à en tirer dans le cadre de l'éification et la réconciliation entre toutes les parties libyennes.

ALGÉRIE - FRANCE M. El Ghazi en visite de travail à partir de jeudi en France



Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, effectuera à partir d'aujourd'hui une visite de travail de deux jours en France, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération algéro-française en matière de travail, d'emploi et de sécurité sociale et ce, en application du nouveau cadre de partenariat stratégique 2013-2017, signé entre l'Algérie et la France lors de la réunion de haut niveau présidée par les chefs d'Etat des deux pays à Alger, en décembre 2012, rappelle la même source.

Lors de cette visite, M. El Ghazi aura un entretien avec la ministre française des Affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes, au cours duquel seront notamment abordés les points relatifs à la Sécurité sociale et à l'emploi.